

N° 705 — 3 F  
DU 12 JUIN AU 18 JUIN 76

**nouvelle édition**

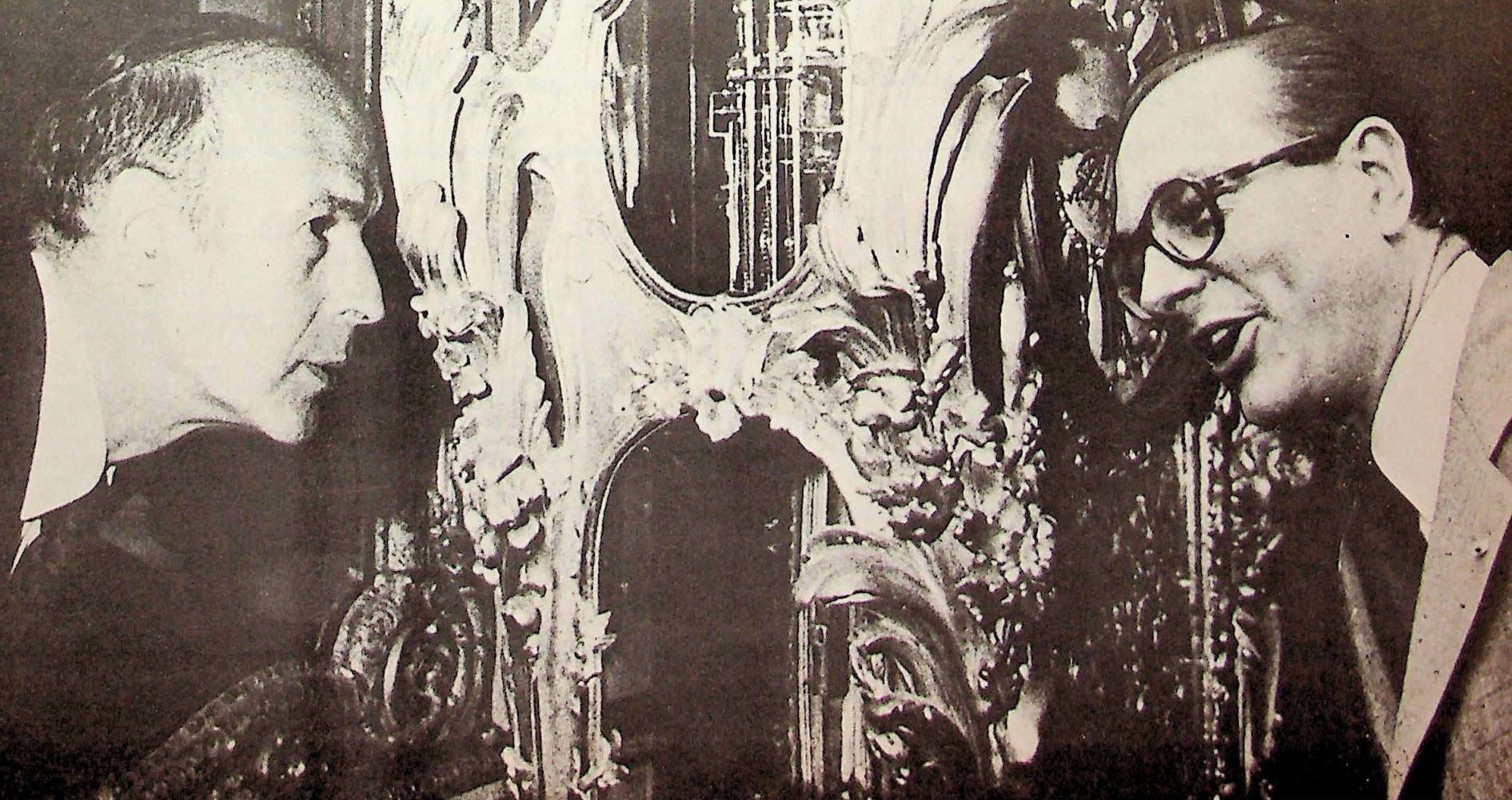
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

HENRI LEFEBVRE  
L'ETAT ET NOUS

le temps  
des  
méprises





**Direction politique :**  
Alain Tlemcen

**Rubriques :**

- **Où va la France?** Léo Goldberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis.
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents**

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -

**Secrétariat de rédaction :**  
Monique Grima

**Maquette :**

Chantal Lender  
Max Pagis

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux

**Promotion :**

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

**Dir. publ. :** H. Le Toquin  
9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64  
**Administration et publicité :**  
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Composition :**

Compo-presse, Paris.

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F pour six mois moix. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

**Où va la France ?**

- Un azimuth et un seul. *Michel Mousel* p. 4
- Plus-values : Une farce préélectorale. *Léo Goldberg* p. 4
- La grève de la magistrature. *René Lanarche* p. 5
- Imprimerie et presse : La bataille décisive. *Claude Walk* p. 6

**Notre dossier :**

**Bretagne debout !**

- Du chouchen au Coca-cola. *Erwan Ar Falz* p. 7
- Faire vivre la pêche bretonne ou noyer le poisson. *Loïc Poulgoazec* p. 8
- Réo : ils occupent, vendent, se paient p. 8
- Non à la colonisation par les centrales p. 9
- Quelle fête, mes amis. *Marc Petit* p. 10
- Thomson-Brest : On chante dans l'atelier p. 10

**Briser la chaîne**

- La rencontre des « boîtes » à Besançon p. 11
- Nice Cap 3 000 : Un fleuron qui pâlit. *Yvan Craipeau* p. 11
- 37<sup>e</sup> congrès CFTD : Interview de Michel Rolant. p. 12
- Clinique de Thuir : Un verdict inacceptable. *Yves Spartel* p. 13
- La Rochelle, les métallos et les autres p. 14
- Forbach, la clinique St-François déboutée p. 14

**C'est la fête du PSU**

Dossier réalisé par Michel Acidant

- Présentation. *Pascal Gollet* p. 15
- Le plan p. 17
- Tout le programme des festivités par le menu détail p. 16-17-18

**Et pourtant, elle tourne**

- Libanisation de la Syrie. *Jean Jullien* p. 19
- Djibouti : Cet homme est dangereux. *Philippe Marielle* p. 20
- A l'est de l'Elbe et de la Vénétie. *Claude Vancour* p. 21
- Italie : Une campagne électorale tendue. *Alain Chataignier* p. 22
- Espagne : Un chèque sans provision. *Marc Echeverry* p. 22
- Portugal : Otelo et les autres. *Bernard Ravenel* p. 22

**Tribune de l'autogestion**

- Le Mouvement pour une alternative non-violente
- Révolution ? Oui, mais comment ? *Maurice Debrach* p. 23

**C'est aussi politique**

- Art et socialisme. *Marion Lay* p. 24
- Cinéma : Cadavres exquis. *Alain Tlemcen* p. 25
- Avec le sang des autres. *J.-M. Dagonneau* p. 25

**La parole à... Henri Lefebvre**

- Entretien sur l'Etat, avec Victor Leduc. *Guy Perrin* p. 26-27-28

**La maison de verre**

- Les stages d'été du PSU. *Pascal Gollet* p. 30
- La préparation des Etats généraux pour l'autogestion en province p. 30



**bretagne**



**liberté pour Sylvie Porté !**

Dans la nuit du 8 au 9 mars, l'explosion, qui a secoué le quartier de Rangueil à Toulouse, a tué deux libertaires. Après la mort de Robert Touati et Juan Escribano près de la CRS 27, perquisitions et arrestations se sont multipliées à Toulouse et à Paris. La police, encouragée par Ponia, n'a pas lésiné sur les moyens pour trouver des coupables.

C'est ainsi que Sylvie Porté a été arrêtée le samedi 13 mars à Paris. Le complot juridique et policier commençait. Etant l'amie de Robert et ayant participé avec lui à un collage politique huit mois auparavant, Sylvie était la coupable toute désignée. Après 48 heures d'interrogatoire, elle a été séquestrée à Fleury-Mérogis pendant une semaine en attendant son transfert à Toulouse pour être présentée au juge Bensoussan, chargé de l'affaire.

Pour légaliser cette procédure arbitraire, mais qui semble de plus en plus devenir la règle, Sylvie a été inculpée de complicité de détention et de transport de matières explosives, sans aucune preuve matérielle. Le juge Bensoussan a refusé sa mise en liberté provisoire par trois fois : elle pourrait influencer les témoins. Lesquels ? Elle n'a subi que deux séances d'instruction (devant le juge), dont la dernière fin mars.

Depuis deux mois, pas de confrontation avec d'hypothétiques témoins, pas de preuves, si ce n'est une paire de gants trop grands de trois pointures !

Il est nécessaire de soutenir activement Sylvie Porté : parce que pour nous, le silence est une complicité qui permet tous les abus imaginables. Parce que Sylvie est victime de tout un système, comme la majorité de la population carcérale (plus de 50 %) qui est en détention préventive, alors que le droit pénal est théoriquement basé sur la présomption d'innocence de toute personne, tant qu'elle n'a pas été reconnue coupable par les tribunaux. Parce que l'inculpation de Sylvie n'est due qu'au fait qu'elle était l'amie d'un des deux libertaires morts à Rangueil, Robert Touati. L'inculpation et l'incarcération de Sylvie ne sont qu'une anticipation d'application de l'un des projets (parmi les « quatre » du ministre de l'Intérieur) visant à l'extension de la notion d'association de malfaiteurs, et par là, de complicité aux amis et connaissances !...

Elle sera jugée le 15 juin, à 14 heures, au Palais de Justice de Toulouse. Une mobilisation est prévue pour exiger sa liberté. En attendant, on peut lui écrire : Sylvie Porté, n° 2572, prison Saint-Michel, 31400 Toulouse.

**District PSU**  
du Tarn-et-Garonne ■





# éditorial

## un débat peut en cacher un autre

**L'**OS giscardien était resté au travers de la gorge de l'UDR. Mais jusqu'à présent, chaque fois que le maître de l'Elysée grondait un peu, les toutous se faisaient petits. Avec ce qu'il faut bien appeler l'affaire des plus-values, la grogne UDR se serait-elle transformée en insolence, voire en nouvelle résistance ? Grand bruit a été fait autour des silences de Brégançon : l'entrevue entre le président et « son » Premier ministre était pourtant programmée quinze jours auparavant. Sur une réforme à la Giscard, dont la règle n'était dictée que pour mieux confirmer les exceptions (voir l'article de Léo Goldberg, p. 4), on en vient à parler d'inadéquation de la majorité à son président ou l'inverse, de conflit de prérogatives. On se lance à la figure les textes constitutionnels. On examine à la loupe chaque virgule de l'article 20 pour savoir si la « conduite de la politique de la France » attribuée par la Constitution au Premier ministre, n'est pas incompatible avec le caractère semi-présidentiel du régime.

Le très sérieux *Figaro* spécule doctement sur l'obligation de « dédramatisation ». Y aurait-il donc eu drame dans la majorité pour si peu de chose ? C'est ce que semble confirmer M. André Diligent, quand il diagnostique dans le comportement majoritaire « un goût du suicide », et dans l'attitude de l'UDR une propension aux « intrigues ».

A en croire les commentateurs, il y aurait eu crise avec recherche manifeste de la part de l'UDR « d'agacement politique ». Ainsi une réforme sans contenu réel ferait courir la classe politique au pouvoir et soulèverait un vent de fronde.

Le secrétaire général de l'UDR, M. Yves Guéna, remet les choses à leur place quand il déclare « nous ne nous ferons pas tuer pour les plus-values ». Quant au *Figaro* dont la lecture, par ces temps où ça branle dans le manche majoritaire, est très instructive, le quotidien de la grande bourgeoisie, très conscient des dangers que constituent ces chicanes entre alliés désunis pour les intérêts qu'il exprime, se veut rassurant mais n'en révèle pas moins la relativité du problème des plus-values. « Un problème d'importance secondaire et en tout cas disproportionné par rapport aux conséquences politiques qu'entraînerait une rupture brutale de la majorité. » Qu'en est-il exactement ? La réalité, c'est que l'agitation UDR à propos des plus-values cache un autre débat.

**L**ES gaullistes sentent bien qu'en d'autres temps, au moindre désaccord, Giscard aurait renvoyé son énarque de Premier ministre à ses chères études. Oui, mais voilà, actuellement, il n'en a pas les moyens. Ces moyens, il veut les acquérir. Et c'est là que le bât blesse le plus gros parti de la majorité qui voit dans le débat sur les plus-values l'occasion d'exprimer sa hargne et sa rogne : l'UDR a mis le temps mais a bien compris qu'on voulait effectuer sur son dos une nouvelle restructuration du bloc au pouvoir. Des clameurs de victoire se sont élevées lors de la conclusion d'alliance privilégiée entre les RI et les centristes de tout bord. Et même si l'UDR ne veut pas toujours entendre, elle n'est pas complètement sourde.

**R**ESTE, et c'est le plus important, le conflit de conception sur la stratégie militaire qui s'est manifesté à la suite des déclarations du général Méry (voir article de Michel Mousel, p. 4). Albin Chalandon a beau déclarer « les gaullistes plus royalistes que le roi (sic) et que même sous de Gaulle la France s'était comportée en partenaire loyal de l'Alliance atlantique (re-sic) », les gaullistes plus ou moins orthodoxes se rebiffent. Ils ont vu là non seulement la volonté de casser l'UDR, mais encore une braderie de l'héritage du Chef sur un point capital. Alors s'éclairent mieux les propos tenus à Europe 1 encore à l'occasion des plus-values, mais qui allaient beaucoup plus loin, par celui par qui le scandale arrive dans la majorité : Antoine Sanguinetti. « De plus en plus il y a incompatibilité entre le gaullisme et le centrisme ».

Nous sommes loin de la guéguerre sur les plus-values qui opposerait les poujadistes gaullistes aux giscardiens réformateurs, encore que cet aspect des choses ait quelque importance. La césure s'est faite sur le plan de la conception de l'indépendance nationale. Du côté giscardien, la grande bourgeoisie exprime sa faveur pour l'intégration financière, économique et militaire dans l'atlantisme. De l'autre côté, les représentants de la petite bourgeoisie font vibrer la fibre nationale en revendiquant pour la France le rang de grande puissance. On comprend les réserves gaullistes à l'élection du Parlement au suffrage universel, mais là c'était une fausse bataille. Les Anglais font partie du Marché commun et cela ne les empêche pas d'être hostiles à toute véritable supra-nationalité. Tout le monde sait que les USA ne tiennent pas à l'existence d'une puissance européenne parce que là n'est pas leur intérêt (les seuls vrais partisans de l'Europe sont aujourd'hui... les Chinois). Ne pas être pour l'Europe ne veut pas dire forcément être contre l'intégration atlantique.

A ce débat fondamental la gauche est loin d'être extérieure. Finalement, l'état de division de la majorité préfigure une profonde division de l'opposition sur les mêmes points de clivages. Au courant gaulliste traditionnel on peut rattacher sans trop déformer la réalité la conception communiste d'indépendance nationale, conception par ailleurs en pleine évolution à la suite du ralliement plus ou moins avoué des communistes à la stratégie de défense tous azimuts et à l'arme nucléaire tactique. Les sursauts de patriotisme lors de la polémique entre *l'Humanité* et M. Messmer touchent à la querelle de clocher. A l'opposé, le parti de François Mitterrand pencherait en faveur des thèses européennes et finalement intégrationnistes. Les déclarations du premier secrétaire lors de son voyage aux USA sont malheureusement sur ce point trop éclairantes.

A l'heure où les périls pour les intérêts capitalistes montent en Europe du Sud (voir p. 22), dès aujourd'hui ces questions doivent être posées afin de dépasser des positions figées, trouver les vrais moyens de mettre en cause la domination américaine et ne pas porter, faute d'initiative révolutionnaire, un coup grave aux espoirs de changement que les masses mettent en une victoire électorale de la gauche. Le PSU s'y emploiera.

Alain TLEMCEN ■

# humeur nous les malins...

Il y a, pour la presse, mille et une manières de créer l'événement. Encore faut-il que les informations à partir desquelles on écrit des articles soient prises à la bonne source, puis recoupées. Car tout journaliste débutant apprend très vite — et souvent à ses dépens — qu'il peut être utilisé, à tel ou tel moment de la vie politique, par l'une des parties intéressées, pour faire dire et faire croire à des choses qui n'existent pas.

C'est ce qu'on appelle vulgairement l'« intox ». Et ce qui fait l'autorité d'un journal, c'est précisément de ne jamais se prêter à ces manipulations. Si par hasard il tombe dans le piège, il lui appartient de reconnaître ouvertement et honnêtement son erreur. Autrement dit, d'éviter de se présenter comme le « malin » qui vous explique le dessous des cartes, quand on n'est pas malin et qu'il n'y a pas de dessous de cartes.

Tel n'est pas le cas de *Politique-Hebdo* depuis quelques semaines dans ses commentaires sur les débats du PSU.

Que la rédaction de *Politique-Hebdo*, ou les responsables de la rubrique politique intérieure soient en désaccord avec la position définie sur les élections municipales, une

première fois par une majorité de la Direction politique nationale de notre parti, et une deuxième fois en ce qui concerne la Charte municipale par la quasi-unanimité du même organisme, c'est leur droit.

Qu'ils éprouvent le besoin de faire de la politique-fiction dans l'espoir vain de peser sur les débats, cela amuse chacun d'entre nous. Les discussions qui se déroulent au sein du PSU sont suffisamment ouvertes et l'information externe et interne suffisamment importante pour que nous nous évitions de chercher ailleurs les points de repère qui expliciteraient la face cachée de décisions démocratiquement prises.

Il est vrai qu'il est plus aisé de jouer au « confidentiellement vôtre » dans des articulets anonymes,

que d'affronter publiquement — avec tous les risques que cela comporte — les problèmes graves posés par la victoire probable de la gauche aux prochaines élections, et le rôle que peuvent et doivent jouer les organisations révolutionnaires.

Que des discussions existent au sein du parti sur ces problèmes, non seulement nous ne songeons pas à le nier, mais nous leur donnons, de nous-mêmes, la publicité nécessaire.

Parce qu'ils concernent tous les militants du mouvement ouvrier et pas les seuls membres du PSU.

Que PH déforme et transforme tous nos débats, privilégiant délibérément ceux qui, réunis à l'appel de la Fédération de la Gironde, ont exprimé quelques désaccords, cela fait encore partie de la « guéguerre groupusculaire » qu'apparemment PH affectionne. Peut-être espère-t-il apparaître comme le professeur attiré de tout le mouvement révolutionnaire en France, chargé comme au bon vieux temps de l'école primaire de distribuer les bons et les

mauvais points. Rôle d'autant plus discrédité qu'il invente de A jusqu'à Z des délibérations et des marchandages supposés entre minorité et majorité lors de la dernière Direction politique nationale du PSU. Ce qui peut nous amener aussi à nous interroger sur la manière dont il rend compte d'autres délibérations, dans d'autres organisations.

En ces temps où la presse hebdomadaire politique est attaquée de front par le pouvoir, il est nécessaire et indispensable qu'elle se défende et passe à l'offensive. Mais pas en racontant n'importe quoi. Il n'y a pas au PSU les bons et les méchants, les réformistes et les révolutionnaires. Il y a des militants, qui discutent sérieusement de l'action à mener dans les mois et les années qui viennent pour renforcer le socialisme autogestionnaire.

Que PH ait la correction élémentaire, s'il veut traduire nos travaux, d'écouter tous ceux qui y interviennent. Aux lecteurs, ainsi correctement informés, de trancher.

Christian GUERCHE ■



# où va la France ?

## un azimut et un seul

Même lorsqu'on n'aime pas les « on vous l'avait bien dit », il est parfois difficile de résister à la tentation de l'autocitation, lorsque les événements justifient avec précision les hypothèses qu'on a pu émettre. Le débat qui vient de s'ouvrir sur la stratégie militaire du pouvoir à la suite de l'article du général Méry et du discours de Giscard devant l'Institut des Hautes études nationales m'autorise à inviter les lecteurs de *Tribune socialiste* à se reporter à mon éditorial du n° 701, et à l'article de Georges Yverres dans le n° 702 :

« [...] le patron, c'est l'impérialisme américain pour qui l'armée française que prépare Bigeard devient la garnison d'une région militaire de l'Alliance. [...] On peut s'attendre à ce que les contradictions entre les fractions bourgeoises au pouvoir s'accroissent dans les semaines qui viennent autour du problème de la défense. »

Cela n'a pas manqué d'arriver !

Du même coup, ce qui pouvait subsister d'équivoque a disparu. Certes, Giscard affirme que la France doit rester la troisième puissance nucléaire. Mais c'est pour conserver un acquis qui ne peut nuire à la stratégie d'ensemble (en même temps que pour rassurer si possible les « nucléaristes de la majorité »). L'essentiel est le ralliement à la thèse du « théâtre d'opérations » mise en avant sous l'administration Nixon, qui suppose : 1) le maximum d'engagement des forces classiques sur le champ de bataille; 2) leur appui en termes de dissuasion sur la force nucléaire américaine, éventuellement sur des forces nucléaires locales à condition que la mise en œuvre de celles-ci soit contrôlée par les Américains qui ne veulent pas que l'on passe au stade nucléaire sans leur avis; et 3) par conséquent, des procédures concertées au niveau de l'Alliance atlantique. Ce qui, sous De Gaulle, constituait le « sanc-

tuaire » à protéger, c'est-à-dire l'Hexagone, se trouve élargi à l'ensemble de l'Europe de l'Ouest et à la zone méditerranéenne où il est exclu d'imaginer une intervention française non concertée — fût-ce pour aller « pacifier » le Liban.

Le tollé suscité, à droite et à gauche, par cette orientation, a pris l'allure d'un concert de lamentations sur ce que furent les beaux jours de la politique gaulliste. Passe encore pour Messmer. Mais quand Chevènement et Marchais se joignent au chœur des pleureuses, on se demande jusqu'où il faudra aller pour tenter de récupérer une partie de l'électorat gaulliste. Il est vrai que De Gaulle a tenté d'appliquer une politique différente de celle du pouvoir actuel ; mais il n'a pu, tant s'en faut, aller jusqu'au bout, et sa politique de défense a été maintenue de fait (si non dans les écrits de stratèges comme le général Gallois) dans une

ambiguïté qui autorise aujourd'hui Giscard à affirmer qu'il en assume la continuité. Au surplus, ce que tentait De Gaulle répondait à certains inté-

d'où la volonté de disposer de la gamme la plus large de l'arme atomique; la rupture avec l'organisation militaire de l'Alliance atlantique



Général Merry et Yvon Bourges, ministre de la Défense.

rêts qui ne sont pas non plus ceux des travailleurs de France.

### tout ou rien

De Gaulle avait en effet défini une politique à deux étages.

Premier étage, rendre autonome le système de défense français :

et non avec l'Alliance elle-même; l'affirmation du « tous-azimutisme ».

Deuxième étage, la construction politique européenne qui, conformément au plan Fouchet, devait se traduire non pas par une autorité supranationale (ce qui aurait été conforme à la thèse américaine des

## plus-values : une farce préélectorale

**Ouragan sur l'Assemblée nationale : un vent de révolte souffle des bancs de l'UDR, une pluie d'amendements s'abat, les orateurs déferlent, un speaker, avec gravité, annonce à la télé : « Le débat le plus passionné depuis l'interruption de grossesse. » Fichtre !**

Quel audacieux projet, quelle réforme historique motive cette tempête ? La taxation des plus-values...

Michel Etienne a montré ici-même (TS n° 700) à quel point le projet gouvernemental était dérisoire. Après avoir été amendé par la commission des finances, il est aujourd'hui pratiquement vidé de toute substance. On imagine ce qu'il en restera après le débat de l'Assemblée nationale, s'il en reste quelque chose.

Alors, pourquoi tant de bruit et de

fureur ? Claude Labbé (président du groupe UDR) a vendu la mèche : « Depuis quand, a-t-il déclaré avec emphase, devons-nous justifier notre vote (pour ou contre le projet) autrement que devant nos électeurs ? » Nous y voilà.

Le projet gouvernemental n'inquiète pas vraiment les nantis, les grands féodaux de l'industrie et de la finance, qui savent qu'il est anodin. En revanche, parler de taxation des plus-values sur les résidences secondaires, c'est provoquer l'effroi et

l'indignation des petits possédants, de cette petite bourgeoisie réactionnaire dont les paquets de voix ont fait les beaux jours du parti gaulliste.

Peu importe que finalement le projet ne taxe vraiment personne, ce qui compte c'est le principe. En levant bien haut le drapeau de la révolte, l'UDR se pose en défenseur intransigeant des petits propriétaires et espère bien en retirer, le moment venu, des bénéfices électoraux. Par la même occasion, il fait savoir à Giscard quelles sont les limites (étroites) de son réformisme en trompe-l'œil.

Cette fronde gaulliste, si elle prenait la dimension d'une crise interne à la « majorité », pourrait, a-t-on fait

remarquer, déboucher sur des élections anticipées. Mais le parti de Chirac n'a-t-il pas intérêt à ce que les élections aient lieu avant qu'un bloc « centriste » RI-CDS ne se constitue ?

Tandis que Giscard fait semblant d'affronter l'injustice fiscale et d'attaquer les privilèges, au nom d'une réforme qui les laisse intacts, l'UDR se dresse avec d'autant plus de fougue que les menaces qui pèsent sur les petits possédants sont imaginaires.

De cette empoignade truquée montent, décidément, de fortes odeurs de cuisine préélectorale.

Léo GOLDBERG ■



deux piliers de l'Alliance), mais par une sorte de confédération d'Etats souverains ; dans une telle association, le pays disposant de la force militaire la plus avancée aurait assumé de fait un rôle de leadership. C'est la raison des résistances opiniâtres, extérieures, et aussi intérieures, qui ont eu raison du deuxième étage, cependant qu'on continuait imperturbablement à réaliser le premier, en le faisant tourner à l'absurde : le déséquilibre entre le « nucléaire » et le « classique » dans la défense française, et, à l'intérieur du nucléaire, l'apparition d'armes tactiques qui ne menaçaient plus que l'Allemagne dès lors qu'elles étaient basées en France. C'est cet échec qui a été théorisé par les adeptes du « tout ou rien » que brocardait Giscard, et qui lui permet aujourd'hui de ramasser les morceaux pour faire (enfin) la politique qui fut toujours celle de son clan.

Pourtant, le gaullisme ne visait pas la rupture avec l'Alliance atlantique ; il tentait de rétablir l'Europe en tant qu'alliée à part entière et non en tant que subordonnée. Dans un livre écrit en 1965 — peu de temps avant la rupture avec l'OTAN —, *Les Malentendus transatlantiques*, Kissinger soutient que le premier étage de De Gaulle, s'il irrite les Américains, n'est finalement pas une si mauvaise formule, car l'Alliance a besoin de partenaires « responsables » et de procédures plus souples. « Depuis la guerre, l'Europe a été pensée, puis protégée par nous. A présent, il nous faut assez de sagesse et de délicatesse pour mener à bien la transition entre la tutelle et l'égalité. Des projets grandioses, d'une grande complexité technique, peuvent accroître des insécurités intérieures. Ce qu'il faut, c'est reconnaître qu'à long terme les Etats-Unis ont encore plus intérêt à partager leurs responsabilités que leurs fardeaux. Cela impliquera une perte pénible de notre prééminence — processus auquel aucune nation ne s'est jamais facilement adaptée. » Echo à De Gaulle pour qui l'Europe ne devait pas être « bien entendu, en opposition avec le Nouveau Monde, mais bien à côté de lui » et qui jugeait l'intégration dangereuse dans la mesure où « le pays intégré est amené à se désintéresser de sa défense nationale, puisqu'il n'en est pas responsable. Alors, tout l'ensemble de l'Alliance y perd de son ressort et de sa force. »

### « L'équilibre Nord-Sud »

Kissinger est aujourd'hui fidèle à lui-même, et Giscard à De Gaulle... par Kissinger interposé : nous vivons l'un des scénarios auxquels pouvait conduire le premier étage gaulliste. Il n'est plus besoin — ce serait même malsain — d'imposer à la France de réintégrer les structures rigides de l'OTAN, puisque la France a précisément gagné en autonomie ce qu'il fallait pour renouer le Pacte atlantique. L'essentiel est que les in-

tentions politiques soient claires et que, aussi souples que possible, des procédures de coordination soient mises en place.

Quant au deuxième étage gaulliste, Kissinger y voit d'abord un chemin possible pour l'intégration européenne à terme, et même un moyen pour les Etats-Unis de n'avoir pas qu'un seul partenaire et de jouer sur les divisions entre Etats ! Dans le non-conformisme, il allait loin, mais, comme on le voit, sans perdre de vue l'essentiel... Comment se fait-il qu'aujourd'hui on soit revenu à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, thème chéri des supranationalistes ? Il y a deux raisons à cette mutation.

La première est d'ordre économique. Le projet gaulliste correspondait au développement du capitalisme sur une base nationale, et, pour la France, s'appuyant sur le leadership politico-militaire français en Europe. Le capitalisme multinational y a mis le temps, mais il a redressé la tête. Son sanctuaire à lui n'est pas hexagonal, son problème n'est pas exclusivement l'affrontement Est-Ouest, mais aussi ce que Giscard appelle joliment « l'équilibre Nord-Sud », c'est-à-dire la nécessité de peser contre toute « déstabilisation » dans les pays en voie de développement, qui suppose une coordination poussée des forces américaines et européennes, comme l'a montré le contre-exemple de l'Angola.

### de la discipline dans les rangs

La seconde est d'ordre directement politique. Les Etats européens ne sont plus tous aussi sûrs que par le passé. Cette fois-ci, « la constitution d'un Commonwealth atlantique au sein duquel tous les peuples qui bordent l'Atlantique nord puissent réaliser leurs aspirations », comme l'écrivait Kissinger, suppose qu'on passe au-dessus d'Etats menacés et qu'on les enserme dans une alliance renouvelée, prenant au piège le plus tôt possible d'éventuels gouvernements de gauche. Giscard espère pouvoir compter au moins sur certains de ces socialistes qui, en gagnant du temps entre 1978 et 1981, favoriseraient ses desseins.

Dans cette perspective, l'armée conserve toujours la première place. « Nous avons donc besoin, à côté des moyens suprêmes de notre sécurité, d'une sorte de présence de sécurité, c'est-à-dire d'avoir un corps social organisé en fonction de ce besoin, de cette nécessité de sécurité. » Donc il faut de la discipline dans les rangs, il faut des objectifs extérieurs (la frontière est-allemande, les intérêts français en Afrique, le Liban...), il faut réaliser l'« endivisionnement ». Jamais ce que nous avons déjà démontré — c'est-à-dire la réciprocité entre la défense extérieure et la stabilité politique intérieure dans les missions de la défense — n'a été énoncé avec autant de clarté. Au nom de la dé-

fense des frontières à l'Est, il s'agit de protéger ses intérêts au Sud et son pouvoir chez soi ; il n'y a qu'un seul azimut, tout ce qui peut menacer le capitalisme et l'impérialisme.

Selon Giscard encore, la France « est une des rares nations dont on puisse dire que, pratiquement, depuis le début de son histoire, elle a été une puissance autonome. Elle a également été une des premières à se doter d'institutions fortement centralisées, d'allure et d'expression nationales. » Cet « étalement » — là est éloquent. Au sommet de la centralisation nationale, il y a le président de la République élu au suffrage universel qui, parce qu'il dis-

pose de la « responsabilité ultime » d'engager la bataille, s'attribue aussi celle de la stabilité intérieure.

Autant dire qu'en affirmant que Giscard devra partir, nous n'engageons pas une bataille de personnes, mais nous voulons poser au grand jour la nécessité et l'urgence des transformations institutionnelles qui permettront au peuple de contrôler sa diplomatie et sa défense, premiers verrous à faire sauter pour son accession au pouvoir. C'est tout autre chose que de ressusciter les accents du national-populisme gaulliste.

Michel MOUSEL ■

## magistrature : dossier mauvais, coco !

Décidément le dossier est mauvais... le dossier ? Celui de Lecanuet, bien sûr. Pourtant, il aurait dû comprendre. Il s'en est déjà pas trop mal tiré avec la révolte des prisonniers de France. Il a déjà eu sur les bras une grève des avocats, et puis une autre des fonctionnaires des Cours et Tribunaux...

Il n'a pas fait un malheur non plus quand il s'est agi d'ententes illicites dans le pétrole ou l'immobilier. Par contre, ses « petites phrases » sur l'injustice de l'incarcération de patrons pour accidents de travail, ou sur la justice de la peine de mort pour les voyous...

Bref, ce coco là — Garde des Sceaux, pas moins — ou il parle pas, ou il parle trop.

Sa dernière : il veut la peau de Ceccaldi, et il engage des poursuites à son encontre. Aussitôt, le Syndicat de la magistrature (5 000 membres environ) dépose un vrai préavis de grève bien légale. Ainsi en avait décidé l'organisation lors de son dernier congrès extraordinaire, si aucun « compromis honorable » n'était trouvé...

Ceccaldi devra donc répondre de deux chefs d'accusation : d'une part, refus de prendre son poste de procureur à Hazebrouck ; d'autre part, manquement à l'obligation de réserve. Précisons que le refus de poste n'a jamais été une faute dans la profession, deux membres au moins de la commission de discipline du Parquet peuvent en témoigner... Quant à la règle de réserve, s'appuyer sur une circulaire des années 50 concernant le passage à la télé des magistrats, ne peut que prêter à sourire dans notre société.

Par contre, ce qui fait moins sourire — et ce qui est le plus clair dans l'histoire — c'est que Ceccaldi a fait parvenir à Lecanuet une lettre dans laquelle il expose « cinq types d'interventions anormales » qu'il a

constatées dans « l'affaire des pétroliers » (cf. dossier TS n° 702) et se réserve de faire état de ses preuves devant les juges de la commission de discipline.

Alors ? L'épreuve de force ? Lecanuet l'aura voulue... Mais sait-il seulement ce qu'il veut et ce qu'il va trouver ? En tout cas, la suite des événements, et un petit bouquin qui va sortir prochainement chez Syros devrait nous en apprendre un peu plus.

René LANARCHE ■



Photo AFP



# imprimerie-presse : la bataille décisive

**La crise de l'imprimerie est de nouveau au premier rang de l'actualité. Avec les grèves à France soir à l'Equipe et au Figaro pour la presse, mais aussi avec les quatorze entreprises d'imprimerie occupées dont celle du Parisien libéré depuis près de 15 mois. Que se passe-t-il donc dans l'imprimerie et quelles sont les raisons de cette accentuation de la mobilisation ? Le poisson-pilote Amaury a ouvert le chemin à d'autres requins qui ont pour nom Hersant et Hachette. Si ça continue comme cela a commencé, il en viendra d'autres. La grève du Parisien a montré une combativité ouvrière de premier ordre.**

Face aux attaques d'Amaury, les travailleurs ont occupé les locaux de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Ecuries. Quand Amaury s'est retranché à Saint-Ouen, avec ses chiens et les jaunes de FO, les travailleurs ont développé des actions contre sa diffusion. C'est la période des rodéos. Ils ont bien sûr freiné sa vente parfois de façon très importante. Il y a eu la campagne du Tour de France, les manifestations des Arts et Métiers, de la Bourse, de Notre-Dame, l'occupation du France. Il y a eu la massive et constante solidarité financière de l'ensemble des travailleurs de la presse parisienne qui leur a permis de tenir. Enfin et surtout, il y a eu à plusieurs reprises un Parisien des travailleurs, ce qui constitue une nouvelle étape dans la combativité, car il s'agit là, même de façon limitée, d'une prise de contrôle de l'outil pour le transformer en arme des travailleurs dans leur lutte contre le patron.

Dans le même temps, les travailleurs de Caron-Ozanne à Caen publiaient, eux aussi, leur journal de lutte : *Ouest-licenciements*. Ces deux actions et l'écho qu'elles ont reçu, montrent les perspectives de luttes et de mobilisation que pourrait donner la généralisation de telles initiatives pour les travailleurs.

## rôle du gouvernement et stratégie des patrons

On ne peut décrire la situation sans parler de l'intervention du gouvernement Giscard-Chirac. Son rôle dans l'affaire du Parisien, mais aussi et surtout dans celle du Figaro et de France-soir, est très importante. Il vise à prendre le contrôle complet sur les titres les plus importants de la grande presse. C'est la crainte d'une victoire de la gauche en 1978. Il veut pouvoir à ce moment-là, en contrôlant la presse écrite, intervenir un peu comme la bourgeoisie chilienne avec *Le Mercurio* pendant le gouvernement Allende. C'est pour cela, entre autre, qu'il a soutenu Amaury, qu'il soutient Hersant. On sait main-

tenant où ce dernier a pu trouver les six milliards nécessaires pour l'achat du Figaro. On parle aussi de dix autres milliards pour le rachat du groupe Prouvost et la restructuration technique. Cette restructuration technique est d'ailleurs déjà entamée. On trouvera en annexe le facsimilé d'une lettre circulaire du constructeur MGD, filiale du trust américain Rockwell, annonçant l'achat par la SIRLO et *Le Figaro*, qui fait partie du groupe Hersant, de machines de lectures optiques de grande puissance.

Pour comprendre l'importance de cette information, il faut savoir que de telles machines permettent d'utiliser directement la copie dactylographiée, c'est-à-dire frappée par qui sait taper à la machine à écrire, comme support d'entrée pour la composition typographique des textes. Que l'achat de telles machines suppose en amont plusieurs unités de photocomposition de grande puissance. Au bout de la chaîne, on produit directement des pages montées en film, ce qui facilite le passage aux rotatives offset rapides. D'autre part, on sait qu'une autre unité de production du même genre destinée à la confection de journaux bourgeois est en cours d'installation, rue du Croissant dans des locaux propriété du groupe Hersant. On peut donc penser, compte tenu de ces éléments, que Hersant prépare pour l'été un système de production de grande puissance, ce qui suppose des investissements de l'ordre de plus d'un milliard d'anciens francs. Qu'il prépare aussi une roue de secours en cas d'occupation de la SIRLO ou du rond point. A France-soir, d'autres informations permettent de penser que des opérations similaires sont en cours.

## quelle stratégie ?

Toutes ces opérations et tous ces préparatifs se trouvent confirmés par la démission de ces deux titres du syndicat général de la presse parisienne. En agissant ainsi, Hersant et Hachette refusent de signer l'accord cadre que le syndicat du Livre proposait et qui aurait permis de ré-



sorber, par des départs en retraite dès 57 ans, une grande partie du chômage créé par l'introduction de ce matériel moderne. Ils montrent bien par là leur volonté de livrer une bataille frontale contre les travailleurs du Livre. Le résultat de cette bataille sera décisif pour tous. Dans cette bataille les travailleurs du Livre et surtout de la presse parisienne ont montré une grande combativité, tant dans le conflit du Parisien libéré qu'au Figaro et à France-soir. Il y a tous les jours des arrêts de travail de une à deux heures qui freinent la production et font parfois manquer les ventes en province. Par ailleurs, par trois fois la grève complète a empêché ces journaux de paraître.

Tous ces harcèlements font bien sûr mal aux patrons. Mais sont-ils suffisants pour répondre aux nécessités de l'heure ? Les grèves et les retards peuvent être prévus par les patrons qui programment leur pagination en conséquence avec la bien-

veillante coopération des annonceurs publicitaires qu'ils contrôlent par ailleurs. Il leur suffit de tenir ainsi quelques mois : le temps nécessaire pour pouvoir déployer tout l'arsenal de bataille, pour l'instant en préparation.

Si c'est bien l'ensemble de la profession qui est visée, ne faut-il pas alors envisager une réponse plus globale ? C'est la question de la grève générale avec l'utilisation des titres. Les travailleurs du Parisien et de Caron-Ozanne ont montré que cela était possible. Ce qui est à craindre, c'est que les luttes au coup par coup, au titre par titre ne soient plus suffisantes.

Les travailleurs du Livre ont montré dans le passé qu'ils étaient capables de se mobiliser en masse et de trouver les meilleures formes de lutte pour gagner. Aujourd'hui il faut trouver la même énergie.

C. WALK ■

# un outil de lutte

**A suivre dans la presse les péripéties du serpent et du tunnel, ou les avatars du redéploiement et des délestages de main-d'œuvre, il y a souvent de quoi être désorienté !**

Cette débauche de jargon et de pseudo-bon sens n'est évidemment pas gratuite : il s'agit de maintenir l'idée que les phénomènes économiques sont tellement complexes que seuls des spécialistes technocrates peuvent s'y retrouver... et d'expliquer qu'en fin de compte l'austérité est inévitable. Seul, peut-être, Giscard serait doué de cet esprit de synthèse, permettant d'expliquer aux Français ébahis devant leur télé le dessous des cartes. Beau programme de mystification...

En face, les marxistes se contentent souvent de réflexions ultra-théoriciennes réservées aux bibliothèques des militants compétents. Il faudrait cependant citer le récent livre de Pierre Jalée, *L'Exploitation capitaliste*.

Pour nombre de militants, il en résulte un désintérêt vis-à-vis de l'économie, considérée abusivement comme gestionnaire et technocrate (bien que ce soit souvent le cas : Rocard, Attali...).

## l'économie démystifiée

C'est dans ce contexte qu'il faut saluer la publication d'un livre d'initiation à l'économie, *Les Travailleurs face au capitalisme* (1), par un mouvement d'éducation populaire, Culture et liberté. Issu d'une expérience collective de formation dans des stages (2) et des interventions dans les entreprises à la demande des comités d'entreprise, cet ouvrage a pu bénéficier d'une critique

collective et d'une expérimentation pratique. L'effort pédagogique ainsi réalisé le rend accessible à un public large.

Insistant sur les liens entre économie et politique (comment, par exemple, comprendre l'inflation sans introduire la lutte des classes ?) et sur l'approche historique, il aborde les mécanismes de l'exploitation, les problèmes d'actualité, et en particulier la crise, l'intervention de l'Etat, ainsi que l'impérialisme. Présentant l'essentiel à l'aide de nombreux exemples, il vise à fournir aux travailleurs un instrument de réflexion, une méthode d'analyse de la vie économique. A notre avis, il remet bien les idées importantes en place, invite à l'approfondissement et constitue en tout cas un bon point de départ pour une démarche de formation dans ce domaine, à condition, évidemment, de ne pas en faire une lecture dogmatique et de garder éveillé son sens critique, comme y invitent les auteurs. Derrière cet ouvrage, c'est en fait toute une conception de la formation permanente, de l'éducation populaire qui est en cause : apprendre à lire le journal, à analyser pour les transformer ses conditions de vie et de travail.

En bref, ni catéchisme ni livre pour spécialistes, un outil de lutte pour tous. A recommander.

Lucien SAINTONGE ■

(1) « Les travailleurs face au capitalisme » *Initiation à l'économie, Culture et liberté, Collection points, Seuil : 12 F.*

(2) Pour plus de détails, écrire à Culture et liberté, 51, rue Jacques-Koth - 94130 Nogent.



# Bretagne debout

**Le peuple breton prend conscience de lui-même, uni contre l'exploitation bourgeoise et contre l'oppression de l'Etat centralisateur français. Ces phrases pourraient n'être que des incantations s'il n'y avait les multiples faits qui nous montrent que ce peuple se bat.**

Le « Joint français » fut le ciment de ce soulèvement des luttes ouvrières bretonnes. Depuis, elles se sont multipliées. En effet, les ennemis de classe sont non seulement la bourgeoisie française et les sociétés multinationales, l'Etat français et son administration, mais aussi les capitalistes et bourgeois locaux. Que ce soit contre le plan nucléaire, contre la liquidation des activités centenaires de ce pays (pêche, agriculture, artisanat), contre la récupération marchande d'une culture longtemps écrasée, tout un mouvement populaire existe. On l'a vu à l'œuvre à la fête de la fédération bretonne du PSU des 15 et 16 mai dernier, qui a connu un succès sans précédent.

C'est ce mouvement populaire breton qui justifie l'existence d'une fédération bretonne du PSU, créée le 16 février 1975. Celle-ci s'affirme partie prenante du mouvement breton actuel et décidée à favoriser son évolution vers les positions anticapitalistes et révolutionnaires. Pour créer une Bretagne autogestionnaire, il ne suffit pas de réclamer l'élection d'une assemblée régionale au suffrage universel. Le PSU

réclame la disparition du corps préfectoral, et même la suppression progressive de ces divisions administratives arbitraires : les départements. C'est le droit à l'autodétermination lié à la constitution de collectivités de vie et de création (conseils ouvriers et paysans, comités de quartier et d'usagers) qui fera que la Bretagne colonisée, nucléarisée, pillée, cessera un jour, pour parodier G. Servat, de « sangloter des misères ».

Ce combat, nous avons voulu le décrire. La fédération bretonne du PSU a son hebdomadaire *le Combat socialiste* (1), qui mieux que nous et plus abondamment, est un outil pour la lutte des Bretons. Mais, en cette semaine de fête, nous leur donnons la parole pour que tous sachent, lecteurs et militants, que la Bretagne est elle-même, mais avec nous.

Yves SPARFEL ■

(1) Ce dossier a été constitué dans son intégralité d'articles du journal *le Combat socialiste*. Pour s'y abonner, le recevoir, écrire : 3, rue Quinquaine, 22000 Saint-Brieuc.

campes militaires. Mais la Bretagne est aussi un champ de manœuvre pour les multinationales qui y investissent. Erwan Ar Falz en explique les conséquences. *Ce sujet sera la matière d'un livre qu'il a écrit et qui paraîtra prochainement.*

## une heureuse coïncidence ?

L'apparition des firmes multinationales en Bretagne est un phénomène récent et massif. Elle correspond en fait pour une bonne part à l'échec de la politique gaulliste de décentralisation industrielle, considérablement ralentie dès 1970... Surgit alors une nouvelle théorie de rationalisation de l'espace au profit du capital. Par exemple, G. Monod (rapporteur de la DATAR) déclare : « Les implantations industrielles étrangères font apparaître une heureuse coïncidence (sic), entre les objectifs de l'aménagement du territoire et les stratégies spatiales des firmes multinationales ».

Ces implantations se sont faites dans les industries fortement utilisatrices de main-d'œuvre, sans tradition syndicale (électronique, par exemple), à dominante féminine, peu qualifiée et de bas salaires : les centres de décision restent extérieurs à la Bretagne ; les centres de recherche n'ont pas suivi ; les liaisons avec l'Université sont restées faibles, l'utilisation de cadres régionaux également (la jeunesse bretonne diplômée continuera à faire vivre d'autres sociétés et d'autres régions). Ces industries ayant un auto-financement important, utilisent peu le réseau bancaire régional. Il est difficile de contrôler leur comptabilité. Comme l'a montré le conflit de Big-Dutchman-France, la gestion des firmes multinationales permet à celles-ci des mouvements considérables de fonds par un simple jeu d'écritures.

Sur le plan plus général de l'économie bretonne, on peut dire que l'implantation des firmes multinationales n'a fait qu'accroître sa vulnérabilité. Certaines régions sont devenues des zones de mono-industries, il n'existe pratiquement pas de véritables complexes industriels disposant d'une autonomie régionale de fonctionnement (à part celui de la Basse-Loire). De plus, ce développement provoque la disparition d'un grand nombre de petites et moyennes unités de production, peu concurrentielles ou obligées de transférer ailleurs leurs activités (conserveries, chaussures...). La présence des industries implantées

par ces firmes n'a guère de chances de devenir permanente : leur espérance de vie bretonne est limitée.

## une Bretagne encore plus écervelée

Ainsi, l'implantation des firmes multinationales ne contribue que faiblement à résoudre le problème de l'emploi qui demeure capital en Bretagne : l'exode rural y est encore important (cf. le VII<sup>e</sup> plan agricole breton), les jeunes sont nombreux sur le marché de l'emploi et de plus en plus refusent l'émigration-déportation : plus que jamais le capital commande aux hommes.

Mais le danger majeur de l'implantation du capital international est peut-être ailleurs : en effet, c'est le moyen le plus puissant de banalisation culturelle qui se puisse rêver (ou craindre). Par les schémas mentaux qu'elle inculque, la formation professionnelle (donc culturelle) qu'elle diffuse, la centralisation des opérations qu'elle réalise, la firme multinationale provoque une modification des mentalités sur le modèle des centres capitalistes les plus développés (aux deux tiers l'« American way of life », le mode de vie américaine). « Ce qui est bon pour la « General Motors » est bon pour l'Amérique », disait un slogan célèbre. Pourquoi pas pour les Bigoudens ?

Du bragou-bras aux jeans, du chouchen au coca-cola, l'homme unidimensionnel c'est peut-être déjà nous.

Erwan AR FALZ ■

### QUELQUES CHIFFRES

Liste des principales pénétrations étrangères dans l'industrie bretonne :

— **Industries agro-alimentaires** : Duquesne-Purina-Provimi-Central-Soja, General Mills, United Biscuits BN, Beecham-Néolait, Robertson-Peny, International Foods-Laïta, Unilever Hens, DenkaVit, Gargill-Soja France.

— **Electronique** : LMT, LTT, GGCT, Ericsson, Olivetti-SGS.

— **Papeterie** : Bolloré, Mauduit, Clergeau-Swenka Cellulosa.

— **Autres** : Rehault, Jouan-Quetin, Remenef, Tricosa, Ciraudet, König.

Nombre d'établissements (contrôlés à plus de 10 pour cent)

|                 |     | Effectifs |
|-----------------|-----|-----------|
| — Bretagne      | 52  | 18 255    |
| — Pays de Loire | 118 | 23 649    |

Pays d'origine par ordre d'importance : USA, Suisse, union économique belgo-luxembourgeoise, Pays-Bas, Grande-Bretagne, RFA. ■



# le combat socialiste

journal habilité à publier les annonces légales

## du chouchen au coca-cola

La Bretagne est colonisée. Cela se voit à plusieurs faits : les paysans subissent plus que jamais la compression des prix imposée par les firmes agro-alimentaires et les gouvernements de la CEE, alors que leurs charges ne cessent d'augmenter. Quant à la pêche, elle vit une situation de crise sans précédent, conséquence de la concurrence accrue sur le marché international et de la politique libérale et anarchique du gouvernement français.

Chaque mois, avec les fermetures d'entreprises et les licenciements, des centaines de travailleurs viennent grossir les rangs des chômeurs, plus de 50 000 avoués à la fin de 1975.

Cette situation est délibérément entretenue par le pouvoir français. Il a choisi, sans les Bretons et contre

les Bretons, comme « vocations » essentielles pour la Bretagne le tourisme, les centrales nucléaires et les





# faire vivre la pêche bretonne ou noyer le poisson ?

Depuis seize jours en Bretagne, après le tam-tam de l'opération bidon « ville morte » et l'octroi à Paris de l'enveloppe gouvernementale de 127 millions — soit en regard de la production française, 23 centimes par kilo de poisson débarqué — on ne parle plus de la crise de la pêche. Pourquoi ? Tous les problèmes sont-ils résolus pour la vie des 16 000 marins-pêcheurs et des 62 000 familles qui vivent directement ou non de la pêche en Bretagne ? Ou s'agit-il, une nouvelle fois, de noyer le poisson ?

« Quand il n'y aura plus de pêche, peut-être que les touristes, ils voudront que je les mène à la godille sur la baie. Tu sais, la baie de Douarnenez, on l'appelle la Napolitaine de l'Ouest. C'est joli non ? »

Marin douarneniste, Jos, en réalité, rit jaune. Il navigue sur un chalutier. Même s'il a gagné un peu plus que son frère embarqué à Concarneau qui n'a rapporté pendant cinq mois que le « minimum » — les 80 000 anciens francs par marée de garantie arrachés aux armateurs pendant la grève de cinq semaines du printemps 1975 — il n'est pas très heureux de la tournure des choses : « La pêche ? On ne veut pas nous le dire, mais elle est en train de crever chez nous ! »

## « à la part » et... à 7 francs l'heure

Pessimiste, Jos ? Il est vrai que le grand port de Douarnenez, souvent vide, laisse rêver. Préfigure-t-il, tout comme Quiberon asphyxié par le tourisme aux volets fermés dix mois sur douze, l'extinction de la pêche en Bretagne ? Le mois dernier, en mars, les 2 300 tonnes de poissons débarquées à Douarnenez ont laissé apparaître un prix moyen de 2,60 francs au kilo, quant au maquereau, il s'est vendu toujours en moyenne 93 centimes... En fait, pour Jos et ses collègues — de tous les ports et de toutes les pêches — en train d'étriper jour et nuit le merlan ou de piquer la langoustine, il n'est jamais possible de savoir quel sera le prix du poisson à l'arrivée.

Il ne savent jamais combien ils gagneront après ces périodes de 36 ou 48 heures (voire plus) sur le pont, sans dormir qui font une moyenne d'au moins 16 heures journalières de travail à bord dans des conditions

toujours pénibles et parfois dangereuses, ainsi que l'ont montré les drames du mois dernier au Guilvinec. Les marins, en effet, ne savent pas, quelle que soit la dureté du travail fourni, de quoi leur salaire sera fait.

L'opinion générale était, jusqu'à ces derniers temps, portée à laisser entendre que « le marin gagne bien ». En réalité, on oubliait de parler du salaire horaire, de tenir compte des sujétions du métier et de cette situation de « tâcherons » liée non pas au travail exécuté (comme les travailleurs à la tâche), mais au seul prix du poisson sur lequel le pêcheur ne peut rien... sauf déduire de sa feuille de paye des taxes.

Quant aux chiffres, voilà des exemples de salaires moyens en 1975 : 2 800 francs par mois en pêche industrielle soit 7 francs l'heure, 1 800 francs par mois et 4,50 francs l'heure en pêche côtière, 3 500 francs par mois à la pêche du thon en Afrique soit 8 francs l'heure et 2 555 francs par mois, soit 6 francs l'heure à la grande pêche...

## quatre fois plus cher pour le consommateur...

L'année passée pour la production française — 500 000 tonnes — le prix moyen du poisson était de 3,35 francs le kilo contre... 3,39 francs en 1974 et pour les chalutiers de pêche industrielle de Lorient, le prix moyen régressait de 2,68 à 2 francs !

Or, en même temps, selon l'indice officiel (en dessous de la réalité) la hausse du coût de la vie était en 1975 de 9,9 pour cent ! Jos le marin, à qui l'on fait supporter — dans le système de la pêche à la part — une partie des charges d'exploitation du

bateau, a dû subir la hausse du carburant, soit 400 pour cent en deux ans et malgré le prix élevé pour le consommateur — les cours de la production sont multipliés par quatre et parfois plus à l'arrivée devant l'acheteur — il ne retire guère que 20 pour cent du prix final de ce poisson pêché laborieusement.

## un cautère sur une jambe de bois

Et pourtant, l'autre jour à Paris, la revendication d'un prix minimal pour chaque espèce de poisson est restée lettre morte devant Chirac. « 127 millions, enfin un ballon d'oxygène bienvenu » se sont exclamés les notables qui s'étaient entremis sans succès de ce fiasco que fut l'opération ville morte, en lorgnant les prochaines élections municipales. « Du positif » ont également dit les armateurs. « Un cautère sur une jambe de bois » ont finalement reconnu les syndicats et à Lorient, on a souligné que les marins n'étaient pas des mendiants.

Sous la pression — même si cette fois il n'y a pas d'union sacrée — le gouvernement lâche un peu d'argent. Celui-ci, en priorité à alimenter le tonneau percé des armateurs : 15 centimes au carburant par-ci (ils seront récupérés par la hausse) 20 ou 30 centimes au kilo de poisson par-là comme pour le lieu noir, un paquet au crédit maritime pour boucher les trous d'organismes pseudo-coopératifs.

## tant pis pour Jos, tant pis pour la pêche bretonne...

De cela, que retirera Jos ? Pas grand-chose parce que le « ballon

d'oxygène » ne règle rien. Parce que — pendant que Jos étripe son lieu noir à 1,50 franc le kilo, que le marin de Saint-Guénolé jette la sardine sur la rue à 1,16 franc, que les pêcheurs de coquilles Saint-Jacques de Saint-Brieuc ne peuvent pas tenir le prix minimal de 2,80 francs — l'Europe des marchands de poisson veut que le merlan hollandais rentre à bas prix et en masse, de même que le maquereau de Pologne, le merlu d'Argentine ou le thon de Corée.

Face à cela, des bonnes paroles, à Paris comme à Lorient : « Nous maintiendrons la pêche, nous seront fermes à Bruxelles ». Quelle plaisanterie quand on sait que la Grande-Bretagne va obtenir la renégociation des limites de pêche (les bateaux devant se replier au-delà de 12 milles puis de 20, ensuite de plus en plus sans doute), quand on sait que les fameux prix de référence européens restent au plus bas ! Des mots, toujours des mots...

Les actes, Jos le marin et ses collègues ne doivent les attendre que d'eux-mêmes. Les marins n'ont pas d'actions dans le négoce international du poisson — les armateurs si — ils n'ont pas à courber l'échine devant la « conjoncture ». Pour eux, garantie des revenus, prix plancher du poisson et conditions de travail humaines restent à obtenir. Mieux, le contrôle reste à appliquer.

Si Jos, si les 16 000 marins-pêcheurs bretons, si les travailleurs de la pêche et de ses secteurs annexes ne prennent pas en main ce contrôle, il restera peut-être à quelques-uns d'entre eux payés au SMIC, la ressource des promenades à la godille — ou en propulseur polluant — sur la baie de Douarnenez. Si Jos attend, et ses collègues avec lui, une intervention d'ailleurs pour vivre de la pêche bretonne, il risque, c'est le cas aujourd'hui, de « se faire noyer le poisson ».

Loïc POULGOAZEC ■

## REO : ils occupent, vendent

A Fougères, le 10 février, le tribunal de commerce de Rennes, décide la liquidation de la Société Rehaul. 650 salariés se retrouvent sans travail. Cette entreprise de chaussures comptait, il y a quelques années, 1 200 personnes. Le 17 février, c'est la liquidation des Etablissements Maunoir, fabrique de talons et semelles. 170 travailleurs sont licenciés. Le 24 février, à son tour, l'Entreprise Morel et Gate est liquidée. Ce sont 270 chômeurs supplémentaires.

Si on compte les 150 licenciés mis en préretraite dans plusieurs entreprises, c'est donc plus de 1 200 emplois supprimés en quinze jours. C'est un chômeur sur trois dans la chaussure. C'est, au total,

2 500 chômeurs sur les 14 000 salariés du pays fougérais.

Mais c'est toute la Bretagne qui est sérieusement touchée par le chômage et la récession : Donval (Ros-porden) : 186 salariés ; Sogemat (Lorient) : 130 salariés ; Jaouen (Quimper) : 100 salariés ; Sicca et Sorel (Saint-Malo) : 600 salariés ; Savebag (Plérin) : 45 salariés ; la pêche, la réparation navale, le machinisme agricole, l'imprimerie... Demain, les entreprises de téléphonie, etc. Des milliers de travailleurs sont mis sur la rue. Plus de 60 000 sont à la recherche d'un emploi.

C'est pourquoi, la dure bataille engagée par les travailleurs fougérais est celle de la Bretagne. Jour après jour, ils organisent leur lutte.





# non à la colonisation par les centrales

Des paysans, des marins pêcheurs, des travailleurs, des travailleuses, des familles de quartiers populaires... Ils étaient 4 000 dans les rues de Brest le 14 février, et pourtant aucune des organisations démocratiques traditionnelles n'appelaient à la manifestation. Ce jour là éclatait au grand jour : un mouvement de masse déterminé existait. Une nouvelle étape était franchie.

Il y a un an, la nouvelle parvenait que l'EDF envisageait l'implantation d'une centrale nucléaire à 20 km à l'ouest de Brest. Là où les hautes falaises de la Bretagne tombent dans les courants du chenal du four face à l'océan.

**TRAFIC DE PLUTONIUM EN BRETAGNE**



**MEFIEZ-VOUS !**

Ce secteur vit essentiellement de l'agriculture et de la pêche ; c'est aussi le lieu de vacances de beaucoup de Bretons. Depuis dix ans, il a été marqué par des actions de masses efficaces :

**1964** : l'armée veut faire de l'île de Béniguet un centre de tir pour avion. Les pêcheurs se révoltent, et après de longs mois d'action (ils sont syndiqués à la CFDT) ils gagnent.

**1970** : des promoteurs veulent accaparer une presqu'île (Les Blancs Sablons) pour faire une « Marina » et en chasser les milieux populaires qui viennent profiter de la mer... une action de masse est menée et c'est encore gagné.

**1971** : la guerre du lait démarre de ce secteur ; elle y prend une dimension stupéfiante. La grande masse des paysans lutte sur des bases très claires... encore une fois c'est gagné.

Depuis cette date, bien sûr, la droite s'est restructurée et a regagné du terrain (organisation paysannes). Le PSU, lui, très présent dans toutes les luttes (sur le problème foncier, par exemple) pendant plusieurs années, a perdu une partie de son implantation après ses déchirements massifs. C'est dans ce secteur qu'EDF envisageait une centrale (quelques semaines avant l'information, le PSU y avait réalisé un collage d'affiches contre le nucléaire).

Tout d'abord, les gens n'y ont pas cru : cela n'est pas pour nous ! Ce n'est pas possible ! Ensuite, en commençant à croire, on fait des bilans : tant d'emplois, tant de patentes, etc. ; puis, chacun prend position *a priori*. Ceux qui savent que leur emploi va être supprimé (la centrale va se faire sur leur terre) se réunissent, réfléchissent à ce qu'ils peuvent faire, font appel en fonction des luttes précédentes à des militants plus informés sur ce problème. Ils réunissent des informations, les travaillent et décident d'élargir l'information à toute la population en se constituant en CLIN. Dès la première réunion publique, c'est le succès : beaucoup de monde de tous âges et de toutes catégories. Très vite le CLIN se prononce contre les centrales nucléaires où qu'elles soient.

Des notables locaux se prononcent pour la centrale : ça va amener beaucoup de travail, beaucoup d'argent, ce n'est pas dangereux, etc.

## pour que Brest bouge

La première étape est alors lancée : qui des deux mouvements va amener la population à sa suite ? L'EDF fait miroiter les avantages ; le CLIN multiplie les informations dans tous les villages. *Le CLIN gagne* : pour l'été, la première étape était gagnée par le CLIN, l'information avait été si percutante que personne n'osait plus s'afficher pour la centrale. Pour octobre, toutes les municipalités concernées avaient décidé de refuser la centrale ; le député UDR et le conseiller général UDR eux-mêmes prenaient une attitude très prudente. Pendant ce temps, au conseil régional, la majorité votait

pour, le PS s'abstenait le PC votait contre car c'était une filière américaine.

Mais, faire prendre position à la population locale ne suffisait pas. Brest est à vingt kilomètres à peine, grand consommateur de produits de la terre et de la mer de ce secteur. A part le PSU qui à chaque trait rappelle les raisons de son opposition au nucléaire, toutes les autres organisations restent muettes et peu de travailleurs se sentent mobilisés : pour faire échec au projet, il faut que



Brest bouge ; alors commence la seconde étape.

Le CLIN lance un comité de soutien sur Brest qui se décompose, dès le départ, en deux secteurs : quartiers et entreprises.

**Secteurs entreprises** : des militants de la plupart des entreprises brestoises se retrouvent pour coordonner leur action, isolés dans leurs usines face aux organisations syndicales qui bloquent le débat ou mettent un temps infini à agir. Ces militants regroupés parviennent à organiser des distributions de tracts de l'intérieur et des réunions... cette action accélère les prises de positions des organisations.

**Secteurs quartiers** : en s'appuyant notamment sur les associations populaires, des comités de quartier organisent des réunions publiques, des distributions de tracts, des ventes de macarons.

Mais tout ce travail doit à un moment donné faire choc sur l'opinion publique, et une manifestation est lancée par le CLIN pour l'après-midi du 14 février.

## que d'invités absents

On attendait quelques centaines et nous étions 4 000 ; des paysans, des pêcheurs, mais aussi beaucoup de travailleurs et de travailleuses, des tout jeunes mais aussi des per-

sonnes âgées, et sur les trottoirs, une population particulièrement favorable à cette manifestation. La seconde étape était gagnée : le CLIN avait réussi à déclencher seul un imposant mouvement de masse. Bien sûr, la manifestation était soutenue par le PSU, HR, FDSEA, le CDJA, les commerçants, etc. Mais que d'invités absents, le PS, le PC, la CGT, la CFDT, l'UDB, etc.

Maintenant, le CLIN représente un mouvement de masse, nul ne peut plus l'ignorer et commence alors, pour lui, la troisième étape : s'ancre davantage dans la classe ouvrière et permettre un large unité agissante, développer ses objectifs anti-nucléaires.

Le PSU, quant à lui, prolonge sa réflexion à la demande de militants engagés dans cette action. « *Quelles alternatives à l'énergie nucléaire ?* »

## se paient

Ils occupent leurs usines et manifestent pour obtenir les moyens de « vivre au pays ». Après le 1<sup>er</sup> mai, journée de fête pour les travailleurs qui ont manifesté massivement à Fougères leur volonté de vivre et de travailler en Bretagne, les « Réo » ont décidé d'écouler leur stock de chaussures en organisant des ventes sauvages.

Ces ventes organisées par les travailleurs eux-mêmes ont marqué une nouvelle étape dans leur lutte légitime pour le droit à l'emploi. En outre, cette nouvelle étape permet à la lutte des « Réo » de s'insérer dans les luttes les plus significatives de ces dernières années ou de ces derniers mois, notamment celles de Lip et de Caron-Ozanne. ■



# quelle fête mes amis !

« Chapeau les gars, c'est le fest-noz de l'année ! » Cette phrase d'un copain ouvrier à Saint-Brieuc, résume assez bien, sans fausse modestie, l'ambiance exceptionnelle qui a régné à Robien lors du fest-noz du PSU : une salle archi-comble, la joie d'être ensemble, et un plateau remarquable.

Ar Gwenved a ouvert la danse, montrant que depuis le fest-deiz de soutien aux ouvrières de la DMB, le groupe n'a cessé de s'améliorer. Les Larivain des deux générations étaient fidèles au poste. Les sœurs Goadec une fois de plus ont surpris par leur dynamisme. Quant aux Diaouled, les habitués les trouvaient en très grande forme. La réussite de ce fest-noz amène quelques explications : nous n'organisons pas des Festoù-noz parce que « ça marche », parce que « ça se fait » mais parce que nous sommes intimement convaincus qu'en Bretagne tout particulièrement, l'expression culturelle est aussi importante que le combat ouvrier ou paysan. Face aux multinationales et à la culture « Coca-cola », la liaison entre ceux qui luttent pour vivre au pays et ceux qui luttent pour parler breton est fondamentale.

Cela explique qu'aux côtés du stand du PSU, on pouvait discuter et

dienne et la semaine de boulot.

A la fête du PSU, les panneaux politiques voisinaient avec les stands de distraction. Un coin ciné nous montrait les luttes qu'on ne voit jamais à la télé, les clowns et un cracheur de feu s'amusaient avec les enfants. Une présence était fort remarquée : celle des travailleurs de Réo, en lutte à Fougères contre les licenciements, qui ont organisé une vente directe de chaussures tout au long de l'après-midi, montrant leur détermination et leur esprit d'initiative. Le groupe Nevenoe a su, sur la scène, montrer que la musique bretonne n'est pas fermée sur elle-même, mais ouverte au folk, au blues... Une prise de parole sur les emprisonnés bretons, un débat sur le nucléaire, une discussion sur l'armée, des Bretons de Paris venus faire un tour, du cidre et des crêpes, le tout sous un soleil printanier, tout cela a contribué à rendre l'atmosphère joyeuse...



acheter des brochures aux camarades d'Ar Falz, parler de la pollution avec le Groupe d'étude et de protection de la nature, lire une affiche sur la Sicca. On ne vient pas consommer à un fest-noz, mais discuter, se rencontrer et... danser ensemble.

La fête du dimanche, elle aussi, a été un franc succès. Deux ou trois mille personnes ont dû passer dans l'après-midi, peut-être plus. On a bu et mangé trois fois plus que l'an passé ! La fête se voulait différente des kermesses traditionnelles où l'on vient écouter la grande vedette politique (ou monsieur le curé), où l'on essaie d'oublier la vie quoti-

Cette fête est importante à nos yeux, parce qu'elle nous permet de rappeler que si la lutte contre ceux qui nous gouvernent est quelque chose de sérieux, de violent parfois, c'est aussi quelque chose de joyeux : souvenez-vous de 1968, de cette joie à se retrouver ensemble, de décider au lieu de subir. Pour nous, faire de la politique, c'est essayer de créer dès aujourd'hui de nouveaux rapports entre les gens, de transformer notre vie quotidienne pour préparer la société de demain.

Marc PETIT ■



## Thomson : on chante dans l'atelier

En 1961, à la suite de l'occupation de la sous-préfecture de Morlaix par des paysans, et pour calmer les esprits et éviter que la colère générale ne s'amplifie, fut décidée l'implantation de la CSF à Brest, absorbée depuis par la Thomson.

Depuis le démarrage de l'usine en 1963, rares ont été les années où les travailleurs ne se sont pas battus pour améliorer leurs conditions de vie dans l'entreprise et au-dehors.

C'est pour réagir contre le blocage des promotions et les nouvelles classifications bidon que l'action s'est engagée à la Thomson - CSF de Brest, depuis deux mois.

Ce sont d'abord les agents techniques qui ont démarré l'action. Depuis plus de deux mois, ils font des débrayages pour obtenir : 300 F pour tous, une meilleure évolution de carrière, un minimum d'embauche.

Ensuite, c'est au tour de la production (quelques semaines plus tard), qui réclame : la suppression des essais pour changer de catégorie, l'attribution d'un échelon pour tous, la fixation du temps de passage maxi dans chaque échelon et catégorie. Pour l'instant aucun résultat n'a été obtenu.

Lors de la grève d'août 1974, profitant d'un rapport de forces très important, des formes d'actions originales avaient été mises en application : débrayages plusieurs fois par jour avec chants et affiches lors des défilés dans l'usine. Cette fois-ci, ce sont aussi des débrayages courts d'un quart d'heure plusieurs fois dans la journée. Durant les arrêts de travail, les grévistes vont discuter avec les non-grévistes. Le câblage faisant partie de ce lot, représente un secteur de production très important. Il est composé de 90 pour cent de femmes et en majorité d'OS. Du contact assez froid du début, les grévistes sont maintenant accueillis, et souvent les filles arrêtent de travail-

ler pour discuter. On voyait souvent apparaître plusieurs membres de la direction qui venaient voir si « le droit au travail était respecté » et en profitaient pour faire des remarques aux délégués. Voyant que cela ne servait à rien, ils apparaissent rarement : c'est dommage, car cela mettait un peu de mordant à l'action !

Ce qui est positif dans ces formes d'action, c'est la remise en cause du règlement intérieur. La hiérarchie des ateliers non-grévistes fait triste mine de voir que les grévistes rentrent chez elles comme si elle n'existait pas. Toutes ces revendications semblent refléter une inquiétude quant à l'avenir. La direction reste muette, le personnel paraît s'installer dans la grève, car il sent bien que ce sera long.

Cela s'inscrit dans un contexte brestois déjà saturé de conflits : Ericsson, où pour briser une action entreprise sur les salaires et les classifications, la direction met en chômage partiel plus de deux cents personnes ; AFO en action depuis plusieurs mois pour la garantie d'emploi et maintien des avantages acquis ; l'Arsenal (réduction du temps de travail, salaires) ; la SEB (la Meuse) : débrayages pour salaires et classifications ; Transocéan, où les travailleurs occupent l'usine et attendent la reprise de l'entreprise par un autre patron capitaliste.

Les travailleurs devraient tendre à se libérer de l'idéologie bourgeoise (hiérarchie, légalité, propriété, etc.). C'est trop souvent l'aspect qui manque dans les luttes d'aujourd'hui.

Groupe PSU Thomson, CSF, Brest ■



# le combat socialiste

Journal habilité à publier les annonces légales



# briser la chaîne

## un jalon important

**Dimanche 6 juin se tenait à Besançon, à l'appel conjoint des sections CFDT de Griffet et de Lip, une importante réunion de travail. Objet : envisager concrètement la mise en place d'une coordination entre les entreprises qui luttent sur les problèmes d'emploi. Une cinquantaine de militants ont pris part aux travaux, représentant une vingtaine d'entreprises parmi lesquelles Idéal Standard, Caron-Ozanne, Câbles de Lyon (Clichy), CHU Henri Mondor, etc. Étaient excusés : Rehault (Fougères), Tanneries d'Annonay, entre autres.**

La matinée fut occupée par un débat en séance plénière, afin de préciser les contours du projet de coordination : sa composition exacte, son rôle, ses relations avec les centrales syndicales et les partis du mouvement ouvrier. Rapidement des conceptions différentes se sont exprimées sur ces trois points.

Pour certains, la coordination doit regrouper dès le départ des représentants de toutes les luttes en cours : entreprises, comités de chômeurs, comités étudiants, mouvements régionalistes, etc. Elle doit se structurer au niveau régional et national, et traiter d'égal à égal avec les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier ; elle aurait pour but d'impulser des actions à tous les niveaux, et d'assurer la convergence sur le terrain des différentes luttes de base.

Un tel projet peut paraître séduisant, mais il ne tient pas compte de la réalité actuelle du mouvement ouvrier organisé, ni des expériences déjà tentées en ce sens depuis mai 1968. Par la voix de Charles Piaget, les camarades de Lip ont donc précisé le contenu de la proposition ; en substance : il ne s'agit pas de créer une structure parallèle aux centrales ouvrières, moins encore une nouvelle organisation syndicale ou politique, qui prétendrait faire « mieux que les autres » ; il s'agit plus modestement de prendre les moyens nécessaires pour répondre à quelques besoins, ressentis par les travailleurs, mais que les organisations actuellement ne prennent pas en compte.

Exemple : une petite brochure « en cas de faillite » expliquant simplement ce qu'est le tribunal de commerce, le rôle du syndic, etc., est indispensable : les militants ayant vécu ce genre d'expérience sont les mieux à même de la faire, car ils savent exactement quelles questions on se pose dans ce type de situation, et quels pièges il faut éviter.

Autre exemple : lorsque le pouvoir réprime policièrement les travailleurs d'une boîte occupée, il serait bon que toutes les entreprises occupées pour des motifs similaires

réagissent en fonction, bien sûr, de leurs moyens concrets. Ainsi, les ouvriers de Caron-Ozanne ont beaucoup apprécié que, suite à l'invasion de leur usine par les CRS, les Lip aient tenu un meeting de protestation devant le Commissariat central de Besançon.

Troisième exemple : personne n'arrive à savoir combien d'entreprises sont en grève ou occupation de longue durée ; comment les contacter, où en est leur mouvement, etc. Qui mieux que les intéressés eux-mêmes peut assurer ce type d'information ?

### une action unitaire

Les Lip précisaient aussi que, pour eux, il n'est pas question de se situer en dehors des centrales ouvrières, et de dénigrer celles-ci : la coordination doit regrouper des militants syndicalistes, mandatés par leur structure (section, AG de travailleurs...), et qui s'efforceront par une critique constructive d'améliorer la prise en charge de ces problèmes par leurs organisations respectives.

Quant à la composition de la coordination, les Lip proposaient qu'elle se fasse de façon rigoureuse, sur la base de militants représentatifs des entreprises en grève ou en occupation pour le maintien de l'emploi. Pourquoi ? Les camarades de ces entreprises ont acquis une expérience précieuse de la lutte et de l'unité ouvrière ; ils représentent des collectifs de travailleurs en action, qui jouent souvent un rôle de rassembleurs au plan local ou régional ; enfin de tels critères, qui sont certes restrictifs, donnent à la coordination une garantie de sérieux indispensable et sont une assurance que la coordination reste bien sous le contrôle des travailleurs.

C'est bien cette proposition qui a été retenue. Un groupe de travail réunissant des représentants de Griffet, CFDT, Caron-Ozanne, CGT-CFDT, Idéal-Standard, CGT, Soplec,



Photo Lebrun

CFDT, Lip, CFDT, Câbles de Lyon, CGT, prenait les premières décisions concrètes : le secrétariat de la coordination est assuré par Lip ; un recensement des entreprises en lutte doit permettre de faire circuler les informations ; Ouest-licenciements et Lip-Unité serviront de support, au moins dans une première phase ; des contacts plus larges vont être pris pour envisager la diffusion massive d'une information commune lors des prochains départs en vacances, et une action unitaire éventuelle à l'occasion du Tour de France.

Correspondant Besançon ■

P.S. : Au total une journée prometteuse. A noter l'attitude de quelques responsables de la GOP qui ont cherché — en vain — à manipuler la réunion : l'objectif évident de ces personnages était de faire main basse sur la coordination, et ils n'ont épargné aucun effort en ce sens. Pour nous, ces manœuvres déshonorent leurs auteurs, mais aussi les idées révolutionnaires dont ils se réclament, et c'est regrettable. On ne peut pas tout à la fois prôner « le pouvoir aux travailleurs » pour demain, et manœuvrer aujourd'hui pour que la coordination de leurs luttes leur échappe ! ■

## un fleuron qui pâlit

**Les Nouvelles Galeries : 173 magasins, 57 succursales, 116 magasins affiliés. Contrôle 99,9 % de Realtec, Unicota, Confinda, Sonac, Sodu-tour, Bep, Cri-Crop, 80 % du BHV, 75 % d'Uniprix, 66,6 % de Nog-Hôtel. Le plus beau fleuron : « Cap 3000 » à Saint-Laurent, près de Nice : les investissements (1 milliard 200 millions), ont été amortis en quatre ans.**

Cap 3000 paye bien ; du moins ses cadres supérieurs. Les dix plus hauts salaires atteignent chacun la coquette moyenne de 28 000 francs par mois. Ils ont eu droit, en 1975, à 20 % d'augmentation. Pas trop d'inquiétude à leur sujet : la direction prévoit le développement du chiffre d'affaires en 1977.

### les corvéables se révoltent

Les employés eux, qui sont 1 400, sont moins bien lotis : 1 570 F pour une vendeuse débutante, 1 688 F après cinq ans d'ancienneté. L'insuffisance des effectifs crée des cadences de travail insupportables. Véritable travail à la chaîne pour les caissières. Le personnel est corvéable à merci, surveillé par une multitude de petits chefs (presque autant que de vendeuses dans certains rayons), divisé par des salaires très différents pour un même travail dans un même rayon, et depuis quelques années par l'application d'une politique d'embauche à temps partiel imposé.

La direction comptait bien ainsi s'assurer sa docilité ; elle y parvenait en effet : malgré le grignotage des avantages acquis, les grèves nationales ou locales n'étaient pas suivies à Cap 3000. Mais brusquement, c'est la flambée. Le 28 mai, le personnel décide la grève à 95 % à l'appel de la CGT et de la CFDT (qui est majoritaire à 60 %).

La direction accepte un certain nombre de revendications : le retour aux quarante heures (mais éche-

lonné) ; la réduction des échelons de vendeuses amenés de 4 à 2 (mais progressivement) ; l'augmentation de la prime de vacances, des primes saisonnières de cent francs en juillet et en août ; des aménagements d'horaires. Mais malgré d'interminables négociations, elle refuse net l'augmentation de 200 francs et le paiement des jours de grève (concordant seulement une prime de 100 francs en juin). La direction générale refuse de négocier directement.

### une force : l'unité syndicale

A nouveau à 95 %, les employés décident la poursuite de la grève. C'est la masse du personnel qui s'engage dans l'action. La force du mouvement tient à la profondeur de l'unité d'action CFDT-CGT. La revendication d'une augmentation minimale a été unanime. On a vu les adhérents de la CFDT joindre à leurs badges celui de la CGT. Les cégétistes faire avec la CFDT des banderoles communes (la CGT exigeant par la suite des banderoles séparées).

La direction générale veut circonscire l'incendie, c'est pourquoi elle refuse des négociations au niveau central. Si le mouvement commençait à s'étendre aux autres magasins, la direction devrait céder. Elle compte sur les difficultés des débrayages généralisés. La victoire dépend avant tout des initiatives qui seront prises pour l'extension du mouvement.

Yvan CRAIPEAU ■



# 37<sup>e</sup> congrès : un large accord

Le 37<sup>e</sup> congrès de la CFDT est terminé. Nous continuons l'analyse et la présentation de ce congrès. Nous donnons cette semaine la parole à Michel ROLANT, membre de la commission exécutive, responsable du secteur action économique, emploi et formation permanente.

## résultats des élections au bureau national

Inscrits : 25 359. Votants : 23 556.  
Nuls : 323. Valablement exprimés : 23 233. Majorité absolue : 11 779.

### Catégories fédérations

#### Sont élus

1. Vernet Claude : 17 298 - Hautetex.
2. Schleicher Roland : 15 794 - Santé
3. Le Beller Emile : 15 786 - PTT
4. Begot Georges : 14 577 - Banques
5. Lepiney Roger : 14 409 - SGEN
6. Goubier Georges : 14 282 - Construction bois
7. Jacques Jean-Paul : 12 896 - FGA
8. Chereque Jacques : 12 596 - FGM
9. Mennecier Claude : 12 091 - Chimie
10. Vion Robert : 12 076 - Transports

### Catégorie régions

#### Sont élus

1. Allard Louis : 20 953
2. Delaby Julien : 20 296
3. Caradec Robert : 19 691
4. Magistry Claude : 19 494
5. Kaspar Jean : 19 255
6. Troglic Antoine : 18 943
7. Pineau André : 18 849
8. Héritier Pierre : 17 748
9. Gouyet Guy : 16 961
10. Thiollent André : 14 378

### Catégorie BN

#### Sont élus

1. Maire Edmond : 21 240
2. Hureau Pierre : 21 223
3. Bono Robert : 19 601
4. Decaillon René : 18 620
5. Rolant Michel : 18 235
6. Mercier Albert : 18 172
7. Laot Jeannette : 16 471
8. Moreau Jacques : 12 867
10. Salanne René : 12 607

### TS : Quel est ton jugement global sur ce 37<sup>e</sup> congrès ?

Michel Rolant : Il apporte la preuve que la CFDT est de plus en plus représentative socialement et politiquement des travailleurs français. C'est en outre un congrès de clarification et la manière dont il s'est déroulé démontre qu'on en avait besoin. Il y a eu clarification des options fondamentales de l'organisation, de son analyse, du système capitaliste, de sa stratégie, sur les perspectives. Nous avons vérifié que les orientations des congrès précédents étaient largement partagées. Il y a eu enfin confirmation de la conception de l'organisation syndicale qu'est la CFDT et des conditions de son indépendance. Celle-ci suppose à la fois l'autonomie de sa réflexion et de sa stratégie quel que soit le contexte politique de l'action.

La définition de ce qu'est aujourd'hui la majorité confédérale a été précisée. Il faut noter qu'une minorité variable de l'ordre de 18 à 22 %, constituée principalement de militants des groupes soi-disant révolutionnaires, de militants assez spontanistes ou sans tradition syndicale, a tenté, quelquefois avec succès, au moins en ce qui concerne le vocabulaire, de donner au congrès une coloration très politique au sens partisan du mot.

Ça s'est fait au détriment des problèmes concrets des travailleurs et quelquefois dans un langage incompréhensible. Mais ça a permis aussi de se compter, sur un certain nombre de thèses traditionnelles de ces groupes. Je pense en particulier au problème des avant-gardes, au problème des comités de grève, au problème de l'attitude à avoir vis-à-vis des partis de la gauche en général, etc.

### TS : Mais il y a eu des variations dans les votes qui traduisent une volonté qu'on ne peut réduire à ces pourcentages ?

M.R. : Certes, mais la majorité de 66 % a été nette sur la plupart des sujets, les six organisations qui avaient signé la contribution, se situant dans l'abstention dans ces cas-là.

On peut se demander d'ailleurs si nos camarades ont bien mesuré les conséquences du jeu qu'ils ont mené avec la petite minorité gauchiste à certains moments dans le congrès. On peut regretter qu'à aucun moment, ils ne se soient démarqués de ces groupes, qui, dans le fond, sont antisyndicaux, qui ne sont là que pour tenter d'utiliser l'organisation syndicale ou service de leur stratégie partisane.

Je crois par ailleurs qu'on a sous-estimé dans la presse l'apport du congrès à l'élaboration des revendications. Les prises de positions sur les 35 heures, sur la cinquième semaine de congé, la confirmation de ligne confédérale sur le pouvoir d'achat, la réduction de l'éventail hiérarchique, la prise en compte des problèmes des femmes... sont autant de positions originales, qu'en d'autres temps, on aurait salué comme des événements !

La journée de débats en commission sur les conditions de travail, a été peu mentionnée, alors qu'elle a permis des débats essentiels et forts intéressants. Le constat fait sur les conditions de travail donne des matériaux importants aux organisations de la CFDT.

### TS : Comment interprètes-tu les résultats des élections au Bureau national ?

M.R. : On peut faire trois remarques : la première, c'est qu'il n'y a pas de changement dans la composition sociale du Bureau national. Ce sont les mêmes organisations (régions et fédérations) qui se retrouvent au Bureau national avec un seul changement : la fédération de la banque remplace la fédération EGF.

Deuxième remarque : il y a eu de la part de certains camarades minoritaires, une conception étrangement majoritaire de la confédération. Ils ont manifestement voté comme si le Bureau national devait être une instance « homogène » du point de vue de son orientation, alors que c'est une instance « représentative » du caractère fédéraliste de la centrale. Du coup, comme ils ont voté de manière homogène et probablement pour des listes bloquées, ils sont arrivés en tête. C'est une opération électorale dangereuse, qui par crainte ou par conviction a consisté à ne voter que pour ses amis et non pas en fonction de la représentativité des organisations concernées.

La troisième remarque, c'est la manière dont la commission exécutive a été élue : quel que soit le pourcentage obtenu par les uns ou par les autres, le fait que le secrétaire général Edmond Maire ait été élu à l'unanimité des suffrages du Bureau national, est une indication politique essentielle. Les 10 candidats du Bureau national pour la Commission exécutive ont été tous élus ou réélus même si c'est avec des pourcentages variables.

### TS : Quel a été, selon toi, le rôle de la contribution au débat des six organisations, mis à part ton appréciation sur l'homogénéité des votes ?

M.R. : Elle a provoqué surtout un comportement commun par rapport à la direction confédérale. Je ne crois pas qu'elle ait eu un intérêt fondamental car elle comportait beaucoup de contradictions. Je ne dis pas pour autant que les textes confédéraux étaient parfaitement cohérents et limpides. Ils peuvent toujours être améliorés. Mais la contribution au débat comportait, à mon sens, de graves inconvénients, par exemple : le fait de nier la nécessité d'objectifs de transformation, alors qu'à certains moments, deux ou trois fois dans le texte, est souligné l'intérêt qu'il y aurait à trouver une formule entre les revendications immédiates et les perspectives, est un inconvénient majeur du point de vue stratégique.

La méfiance quasi viscérale manifestée par ce texte à l'égard des partis politiques de gauche, conduisait en fait à une sorte de repli anarcho-syndicaliste sur le syndicat comme porteur de toutes les transformations. C'est une sorte de retour en arrière de dix ans... Or les partis existent. Ils ont un rôle à jouer.

### TS : Nous avons eu l'impression que les enjeux plus liés à la pratique syndicale ont été mal reliés aux enjeux politiques. Qu'en penses-tu puisque tu as présenté, le samedi matin, la résolution action ?

M.R. : Il ne faut pas prendre ce qu'on a dit du congrès pour ce qui s'y est passé réellement. Il est indiscutable qu'il n'y a pas eu assez de discussions sur la pratique syndicale en liaison avec les problèmes théoriques.

Mais le ton a été donné par certains camarades qui ne sont pas venus pour évoquer leur pratique syndicale et je reste persuadé que cela a hypothéqué la discussion. Cela dit, sur l'unité d'action avec la CGT, par exemple, certains croyaient que le congrès serait l'occasion d'un immense règlement de comptes avec la CGT. Ça n'a pas été le cas.



Le Bureau national sortant avait tenu à avoir sur ce point une position très claire, même s'il allait parfois un peu à contrecourant des organisations de base en défendant l'unité d'action. On peut donc se poser la question de savoir pourquoi on a aussi peu évoqué à ce congrès les difficultés avec la CGT : n'est-ce pas parce qu'il y a un accord large sur le fait que malgré toutes les difficultés, il faut poursuivre l'unité d'action? C'est d'ailleurs le sens de l'appel à son renforcement lancé par Edmond Maire.

On peut aussi se demander s'il n'en est pas de même pour la pratique syndicale. Entre les deux écueils qui consistent à se limiter à des actions de base, sans aucune coordination et ceux qui réclament des initiatives confédérales communes pour impulser du sommet l'action, la ligne moyenne, qui a été retenue est celle du développement de l'action diversifiée avec, le moment venu,

des coordinations régionales et fédérales d'une part et des coordinations confédérales d'autre part. C'est une ligne difficile, mais c'est, semble-t-il, celle qui convient à la situation et à l'immense majorité des syndicats.

On aurait dû sans doute mieux insérer la pratique syndicale dans une stratégie qui doit à la fois répondre aux effets de la crise sur la situation des travailleurs et ouvrir la voie à des solutions qui concernent les causes de la crise. La résolution sur l'action s'efforce de donner sur le terrain des objectifs quelques réponses à cette situation. Ce sont des réponses intéressantes. La résolution générale de son côté parle longuement d'une pratique de masse et de classe adaptée à la période des deux années à venir. Là-dessus, il y avait un accord très large.

Propos recueillis  
par Y. SPARFEL ■



Photo AFP

A droite d'Edmond Maire, Michel Rolant.

## la CFDT face à elle-même

**Caricaturant le congrès de la CFDT, Georges Séguéy déclarait, le 2 juin à Antenne 2, qu'il était « préoccupé » qu'il y ait eu 40 % d'opposants, (amalgamés bien entendu à ce « gauchisme » que les dirigeants de la CGT ne saurait admettre).**

Poussant très loin ce droit de juger les débats internes de la CFDT, Georges Séguéy ajoutait perfide : « L'unité d'action, confirmée par la CFDT engagera-t-elle toutes les forces de la centrale ou seulement les 60 % favorables à la direction confédérale. » Là encore, l'idée à priori que les 40 %, qui ont, sur diverses résolutions ou amendements du congrès, exprimé, une opposition à l'actuel Bureau national, sont

hostiles à l'unité d'action, montre que Georges Séguéy se comportait en boutiquier. Cela a d'ailleurs été confirmé par l'annonce unilatérale, par la CGT, d'un « rallye des bradés de Giscard » du 22 au 24 juin. Ce rallye de caravanes des boîtes en lutte pour leur emploi constitue une initiative intéressante. Encore eût-il fallu que la CGT considère qu'il n'y a pas que des bradés CGT ; que, dans la lutte pour l'emploi, militants CGT et CFDT sont au coude à coude (comme le montrent actuellement la bataille des Griffet ou des Lip). Encore eût-il fallu qu'on n'oublie pas que, l'année dernière, l'initiative de rassemblement des boîtes en lutte à la tour Eiffel avait été interconfédérale. Ce ne sont pas les 40 % si honnis par Séguéy qui ont réagi contre une

initiative conçue de façon aussi sectaire et récupératrice, mais l'ensemble de la CFDT.

Ainsi la FGM considérée comme une des fédérations les plus « unitaires » a annulé la journée d'action intersyndicale prévue dans la métallurgie pour le 22 juin. Cette manière de tirer « la couverture à soi », y compris au travers d'une journée d'action, choque les travailleurs. Tout se passe comme si la CGT souhaitait, chaque fois que cela lui est possible, introduire un rapport de forces au niveau des initiatives de chaque centrale. Est-ce bien le moment, alors que, depuis des mois se forge, face à la répression, souvent dans l'isolement, une riposte mieux coordonnée à l'offensive du patronat sur l'emploi ? Certes pas.

Suffirait-il face à ce type de pratiques, d'appeler à l'unité d'action de manière incantatoire, d'organiser des journées d'action interconfédérales utiles certes, mais beaucoup trop formelles ? C'était semble-t-il l'attitude choisie par les directions confédérales depuis un an. Aujourd'hui l'abcès crève. Des délégués (qui se retrouvaient d'ailleurs aussi bien dans les 60 ou les 40 %, que par commodité on a désigné comme majorité et minorité confédérale) devaient montrer les difficultés de l'unité d'action sur le terrain de la lutte de classes. Le consensus large qu'évoque Michel Rolant dans l'interview ci-contre, devrait donc être plus nuancé. La CGT explique clairement qu'elle soutient le programme commun et que si certaines de ses revendications étaient satisfaites « elle soutiendrait le gouvernement de la gauche ». Le congrès de la CFDT a montré que ce type de comportement suscite parmi les militants une certaine méfiance.

Ce sont ces réactions-là qui inquiètent Séguéy. On comprend mal le fait que Michel Rolant, lui, les catalogue d'anarcho-syndicalistes. La manière dont les six fédérations signataires sont intervenues dans ce congrès a été claire. Il ne s'agissait pas d'hostilité aux partis politiques (rappelons au passage que certains responsables de ces fédérations sont aussi engagés au PS que d'autres responsables du Bureau nation-

nal), mais d'affirmer clairement qu'il n'y aurait ni pause sociale, ni abandon de la volonté de construire le pouvoir des travailleurs. Ce pouvoir, il s'élabore et il se construit aussi dans les luttes d'aujourd'hui. N'est-ce pas contradictoire que deux ans après Lip, ce soit la CGT et pas la CFDT qui organise les initiatives les plus spectaculaires sur les boîtes en lutte contre les fermetures. Cela veut dire, peut-être aussi, qu'à trop chercher la « ligne moyenne » on finit par ne satisfaire personne et à un moment donné à avoir une minorité. Dans le congrès d'Annecy, cette minorité n'a pas été négative malgré les difficultés d'intervenir dans un débat « bouclé ». Elle n'est pas assimilable, contrairement à ce que d'aucuns laissaient croire, à des « irresponsables », à des « positions fractionnistes », à des militants spontanéistes et sans tradition syndicale. Elle a montré que les enjeux politiques des années à venir se situent aussi dans la pratique d'aujourd'hui sur les comités de grève, sur les syndicats de soldats, sur le rôle des cadres, sur l'internationalisme, sur l'oppression des femmes. On ne les réduira pas à des magouilleurs de congrès.

Y. S. ■

## Thuir : un verdict innacceptable

Au CHS de Thuir le Conseil de discipline a pris des sanctions contre les militants qui pendant trois mois ont animé la grève : 5 mise à pied, 5 blâmes, 8 avertissements : 11 militants CDFT, 3 CGT et 3 FO.

Ce verdict sanctionne en fait des travailleurs pour leurs activités syndicales alors que le Conseil de discipline ne peut régler que les fautes professionnelles. Le président de ce conseil, Grégory, a utilisé systématiquement son droit de décision absolu. La lutte continue pour la levée de toutes les sanctions. ■

(Publicité)

## VACANCES EN ALGERIE

Ce n'est peut-être pas à la mode.

Les Jeunes Giscardiens n'y tiendront pas leurs « carrefours ». Mais c'est beau, c'est vrai, c'est une tentative pour un autre tourisme.

Seul, à deux, ou en famille, allez en Algérie cet été : au départ de Lyon ou de Paris, nous vous proposons TIPASA, village de vacances au bord d'une plage splendide, des maisonnettes blanches, des toits en terrasse, des activités sportives et culturelles, un animateur ARVEL.

Et puis nous sommes là aussi, si vous préférez l'Ardèche, le Mexique, la Yougoslavie, Bali, l'Italie, la Laponie, la Provence, le Pakistan, l'Autriche, l'Afghanistan, la Turquie, le Kenya, la Grèce, l'Egypte, etc.

ARVEL, 12 A, boulevard des Brotteaux, 69006 LYON.



## La Rochelle, les métallos et les autres

Depuis le 21 avril, les entreprises de la métallurgie rochelaise sont dans l'action. Lancé chez Alsthom (filiale CGE, matériel ferroviaire), le mouvement s'est étendu la semaine suivante aux autres entreprises : ACRP (chantiers navals), CIT Alcatel (filiale CGE, matériel électrique et électronique), Semat, Scan, Simat, Sopera, Peinture navale, Tasker et Dufour.

Alors que le chômage touche plus de 15 000 travailleurs dans le département, alors qu'une salariée de la CIT gagne 1 400 F par mois pour 42 ou 43 heures par semaine, qu'un P 2 des ACRP touche 1 700 F, l'USPIC (Union patronale interprofessionnelle) qualifie dans la presse locale la plate-forme syndicale de démagogique et l'accuse de « ruiner purement et simplement l'économie locale ».

### une plate-forme commune

Les métallos réclament dans la plate-forme commune aux neuf entreprises : des augmentations de salaires : 150 F uniformes ; 2 % d'amélioration du pouvoir d'achat ; refus de la nouvelle grille de salaires

et augmentation du point de manière à atteindre 2 072 F pour 40 h ; le retour aux 40 heures sans diminution de salaire ; la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 pour les femmes ; le respect du droit syndical : arrêt des poursuites engagées contre les militants syndicalistes et pratique d'une heure d'information syndicale payée par mois. C'est l'aspect collectif de cette plate-forme commune qui a entraîné le blocage patronal.

Les patrons ont adopté une tactique claire : le refus pur et simple. Après le succès des travailleurs de chez Dassault, la victoire des métallos rochelais ouvrirait une brèche intolérable dans les lignes de défense du patronat. Les patrons jouent le pourrissement de la grève. Les pseudo-négociations du 27 avril et du 6 mai n'ont rien donné ni à La



Rochelle ni à Paris, pas plus que les diverses rencontres organisées à l'inspection du travail. Ce refus s'est accompagné d'une offensive en règle : poursuites judiciaires contre les délégués syndicaux à la suite d'incidents ; occupation de la CIT du 24 mai au 2 juin par les CRS. A la demande de la CFT et d'une partie de la maîtrise, le préfet a fait respecter la prétendue « liberté du travail ». Ces pressions, la composition sociologique du personnel (une majorité de femmes aux conditions de vie souvent très difficiles) expliquent la reprise. Quand on sait qu'une petite entreprise, Tasker, a accordé d'importantes augmentations de salaires, la volonté délibérée du grand patronat apparaît évidente.

### le manque d'appuis

C'est la couche de jeunes militants CGT et CFDT, qui a poussé à l'action. Partie de la base, traduisant un réel mécontentement, la lutte n'a pas reçu suffisamment d'appuis. La liaison avec les autres usines d'une même branche n'a pu se faire ; la venue de délégués d'autres usines Alsthom n'a rien donné ; la solidarité militante n'a pas joué non plus à la CIT.

À La Rochelle même, la fonction publique n'a pas réagi de façon très efficace. L'argent des collectes remonte lentement : environ 100 000 F le 7 juin, ce qui représente environ 35 F par travailleur. Une

grève de soutien d'enseignants — minoritaire mais dynamique — a permis un contact intéressant entre responsables métallos et travailleurs de l'Education nationale. A l'initiative d'un collectif d'appel à la grève, du SNES et du SGEN (CFDT), une centaine d'enseignants ont délégué des représentants auprès du préfet pour protester contre la présence des forces de police à la CIT et auprès du maire (radical de gauche) pour qu'il manifeste un soutien sans réserve à la cause des travailleurs. Certes, la municipalité a prêté des locaux aux grévistes, a voté une aide de 150 000 F mais qui s'adresse, comme la gratuité des cantines « aux familles des grévistes aussi bien qu'à celles des gens mis « dans l'obligation de cesser le travail ».

Depuis mardi 1<sup>er</sup> juin, à la demande des syndicats, des commissions de conciliation sont réunies dans chaque entreprise. Le travail a repris à la CIT et chez Dufour. Ce n'est pas pour autant la fin du conflit. Si les travailleurs reprennent, ce sera vraisemblablement sans avoir obtenu satisfaction. Nul doute qu'ils n'en resteront pas là.

En renforçant l'unité d'action CGT-CFDT, forte au début, plus difficile à certains moments de la lutte, en maintenant le front uni, en multipliant les efforts pour populariser leur lutte et l'élargir sous d'autres formes, les travailleurs rochelais obtiendront satisfaction.

Section PSU La Rochelle ■

## Forbach : la clinique Saint-François déboutée

Parce qu'ils avaient dénoncé les conditions de travail et de soins de la clinique privée Saint-François à Forbach, les militants PSU du secteur charbon étaient assignés en justice le 7 mai dernier. Le docteur Grosse, P-DG de cette clinique, voulait les faire inculper d'injures et diffamation publique.

Dans ce bulletin incriminé par Grosse et publié en octobre 1974, on pouvait lire des témoignages d'anciens malades : « Pendant trois mois, suite à une opération de l'appendicite à Saint-François, j'ai ressenti de vives douleurs à l'abdomen, jusqu'à ce qu'un médecin découvre qu'on avait oublié de m'enlever un fil, qui avait provoqué une infection [...], mais aussi d'employés : « Quand une inspection sanitaire passe pour vérifier le nombre de lits agréés, on planque les malades en surplus dans la salle de radiologie... »).

Non content de soumettre la santé au profit (manque de matériel, exploitation du malade-client, personnel réduit au minimum), M. Grosse se comportait en patron de choc : conditions de travail intolérables (temps de présence largement supérieur à la moyenne, salaires minimums). De plus, en septembre 1974, il licenciat quatre employés.

Une partie du personnel décidait alors de créer une section syndicale CFDT pour combattre cette décision. Mais M. Grosse ne le supportait pas. Il fait créer une section CFTC bidon et commence la répression contre la jeune section CFDT : brimades, contrôles, menaces, inventions de fautes professionnelles, faux témoignages. Voilà ce que dénonçait le bulletin PSU. Il exigeait que la clinique Saint-François soit rattachée à un hôpital et que le Dr Grosse cesse de sévir, soit interdit d'exercer.

Inculpés en mars 1975, les deux militants PSU ont été jugés le 7 mai dernier. La défense a fait citer une dizaine de témoins, anciens malades et travailleurs de la clinique, qui ont confirmé ce que le bulletin décrivait. Un témoignage collectif de neuf militants PSU a été lu par l'un d'entre eux.

Ils s'étonnaient notamment de ne pas être inculpés eux aussi, puisqu'ils avaient tous ensemble re-

cueilli les informations, rédigé et distribué le bulletin incriminé. Ils l'avaient fait dans un souci de démonstration politique (montrer à quels abus et à quel degré d'immoralité conduit la loi du profit dans le cas des cliniques privées), de soutien au personnel en lutte contre un patron qui les exploite et de défense de l'intérêt général.

Ils ont souligné la nécessité d'un contrôle populaire sur la santé.

Le PSU propose à la place d'un contrôle bureaucratique et inefficace, un contrôle populaire des prestations fournies aux consommateurs et des soins donnés aux malades. Ce contrôle doit être exercé par les groupes de consommateurs disposant des moyens d'information qui leur soient propres.

L'accusation n'a fait citer aucun témoin. L'avocat du Dr Grosse demandait 200 000 F de dommages et intérêts. Maîtres Blum, Comte et Leclerc ont fait ressortir : qu'il y a des diffamations nécessaires, qu'il faut rapprocher cette affaire du procès intenté par la clinique privée d'Argonnay (à Annecy) à un groupe de militants et que le tribunal les avaient acquittés en les considérant comme de bons diffamateurs.

Henri Leclerc a démontré ensuite que la présentation faite par le plaignant du bilan financier de la clinique était fallacieuse, dans l'intention de justifier le mot clé de la plainte : diminution de la clientèle, en fonction d'un prétendu préjudice imputé

à l'action des militants PSU. Peu après le procès, seize organisations de la gauche politique et syndicale apportaient leur soutien aux inculpés, ce qu'elles n'avaient jamais fait avant le procès.

Le 28 mai, le tribunal s'est prononcé. Il a relaxé les inculpés et condamné aux dépens le directeur de la clinique. Il a jugé nulle la procédure d'introduction de la plainte. Jusqu'au réquisitoire du procureur de la République. La plainte était donc irrecevable. Il n'a donc pas jugé au fond, mais sur la forme. Ce qui reste important, c'est que le scandale était tel que la justice ne pouvait condamner l'action de nos camarades.

Y.S. ■

**Pour une communauté mondiale sans frontières,** basée sur la propriété commune et le contrôle démocratique, produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit. **SOCIALISME MONDIAL** s'oppose à toutes les guerres, tous les racismes, tous les gouvernements. Pour un exemplaire gratuit, écrivez à :  
**B.P. 1578, 1000 Bruxelles, Belgique.**



# la fête

La V<sup>e</sup> fête du PSU aura lieu, comme l'an dernier, au parc paysager de la Courneuve. Quelles que soient les difficultés de la préparation, le PSU est extrêmement attaché à cette fête qui, pour lui, est la possibilité d'un vaste rassemblement populaire, lequel n'est pas simplement un regroupement autour d'une consommation de loisirs, mais est vraiment celui de multiples formes d'expression nouvelles ou traditionnelles, expressions qui peuvent se manifester à travers les luttes sociales, à travers les objectifs d'un certain nombre d'organisations, à travers de nouveaux loisirs.

Pour nous, c'est l'occasion d'essayer d'inventer de nouveaux rapports entre les gens et c'est dans cette mesure que le PSU fournit un effort militant et organisationnel considérable. Cette année nous essayons d'accentuer l'aspect de mise en évidence de formes, de chanteurs, de groupes moins connus, moins liés au show business, moins « vedettes », pour essayer de montrer combien de formes nouvelles d'expression existent dans notre pays et combien l'organisation même de la culture en France, sa soumission à la rentabilité, aux circuits et mass-média capitalistes, les empêchent de faire entendre leurs voix.

Nous avons aussi organisé quatre grands débats politiques : le premier avec des journalistes autour du thème : « sommes-nous en 1934 ? » ; le deuxième sur le problème de la magistrature avec le Mouvement d'action judiciaire et le syndicat de la magistrature ; le troisième sur « gauche, pause ou mobilisation populaire » ; le quatrième sur « Unité populaire et autogestion ».

Le secteur culturel du PSU organisera, pour sa part, autour du film de Claude Weiss un débat sur « socialisme et pays de l'Est ».

Un troisième aspect que nous essayons de développer cette année,

c'est ce que nous appelons « la fête dans la fête », aspect très important et très nouveau qu'ont apporté les expériences des précédentes fêtes du PSU. C'est-à-dire que, à travers des animations (fanfares, danses, maquillages), des débats, etc., nous voulons faire en sorte que cette fête ne soit pas seulement un lieu où les gens viennent consommer de la culture, mais qu'ils soient eux-mêmes acteurs, producteurs d'une création d'ensemble.

Dernier point, le développement de la fête des enfants dans un lieu réservé *complètement aux enfants* où ils pourront donner libre cours à leur imagination et à leurs possibilités d'invention.

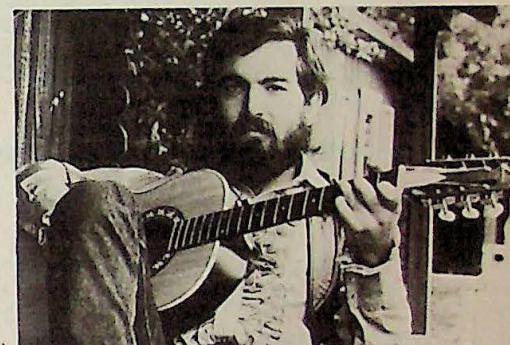
Cette fête, qui est un vaste rassemblement populaire (près de 100 000 personnes l'année dernière à la Courneuve), est pour nous un aspect fondamental de notre action politique dans la mesure où cette fête est celle de la liberté des libertés, des nouveaux rapports sociaux, des luttes, de la société de demain, la fête de l'autogestion socialiste.

de tout le village au-delà des divergences. Récoltes, fiançailles, naissances, tout est occasion de danser, danser, danser... Dans la foule, douze danseurs et leurs percussions tantamenteront pour vous... pourvu que vous vous laissiez aller.

## Etron fou

Un groupe de Grenoble. Trois musiciens vivant en communauté dans un village d'Ardèche. « Etron fou » est un trio à la formation déjà assez inusitée. Basse, batterie, saxo. On dresse l'oreille et ce que l'on entend est parfaitement original, fluide ou heurté, ouvert, fort savamment construit ou le plus totalement improvisé : c'est indéfinissable. (Dimanche, podium, 14 h).

## Dadi



Le picking, c'est une technique de guitare, des accords avec la main gauche, avec le poignet que se plie très fort pour un « sol » par exemple. La main droite pince une ou plusieurs cordes. Ça donne un son très enlevé ; le country folk américain. Dadi en est un virtuose, puisqu'il peut vous jouer deux airs à la fois. Frimeur comme pas deux, il se moque de lui-même. Son dernier disque « Nashville » avec seize musiciens éclate de tous les côtés. (Samedi, podium, 22 h 30).

## Imago

Bernard (flûte et voix), Claude (guitare et voix), et Vincent (guitare et voix) se sont rassemblés dès 66. Après plusieurs années de communauté en Ardèche, ils essayent de se consacrer de façon plus sérieuse à la chanson. Leur inspiration, ils la trouvent dans le quotidien, avec tendresse et ironie. Ils nous donnent une vision d'un monde qui ne tourne plus très rond. (Dimanche, théâtre de verdure, 14 h).

## Soho (rock)

Des copains de Renault qui fondent un groupe, Soho, comme le quartier de Londres où l'on trouve de la musique et des freaks... Le rock choisi comme moyen d'expression, parce que son rythme correspond à leur révolte, à leurs espoirs, à ce besoin d'éclater loin des horizons de béton et d'acier. Leur musique n'est pas sophistiquée. Elle déménage, c'est tout. (Dimanche, podium, 13 h).

## ils seront là...

### Sourdeline (folk)

Ils sont six et tiennent un petit bistrot à Mereville (91). Violon, guitare, dulcimer, etc. Musique sautillante et sympathique. Ballades, bourrées, ça va larmer à l'œil et guincher. (Samedi, chapiteau, 14 h 30).

### Danse, théâtre, expérience

Tout commence dans l'obscurité à la manière d'une procession éclairée par quatre bougies. Dans un quadrilatère les danseurs évoquent la femme et ses multiples réalités. (Samedi, chapiteau, 22 h).

### Isabel Parra et Patricio Castillo (Chili)



A l'origine de la nouvelle chanson chilienne, il y a Violetta Parra, sa

mère. A l'instar d'Atahualpa Yupanqui en Argentine et de Carlos Puebla à Cuba, elle va parcourir les villages du Chili. Avec l'Unité populaire et Victor Jarra, la chanson va être l'espoir de l'émancipation prochaine et l'apparition d'une réelle culture populaire. Elle est aujourd'hui, malheureusement, l'expression du souvenir et de la Résistance. Solidaridad, camarades. (Samedi, théâtre de plein air, 18 h).

### Chiffonie

Ce qu'ils aiment c'est animer les marchés des petits villages de la Drôme. Chiffonie ne hante pas les studios. Renouant avec les traditions, ils les rediffusent dans une province qui a presque tout oublié de son passé. Un disque chez Expression Spontanée. (Dimanche, chapiteau, 14 h).

### Steve Lacy

Un Américain bien parisien. Au saxophone avec son compère Steve Potts. Un Quintet qui fait du free jazz où tout le monde en trouve pour son âme et ses oreilles. Son disque « Lapis » coule doucement dans vos veines avec des échappées déchirantes. C'est ça l'avantage de deux saxo dans les formations... On peut exprimer tout ce qui hurle au coin du cœur. (Soirée jazz du samedi, théâtre de plein air, 20 h).

### Au bonheur des dames (rock)

Une bande de copains un peu rétro. Leur musique ne heurte pas les oreilles comme le hard-rock très dur dont le flirt avec la violence laisse des arrières-plans fascistes. Humour et rythme, ils sont décriés par les filles du PSU pour une de leurs chansons très phallo : « Oh les filles, oh les filles... ». En tout cas, ils sont drôles et aimés dans les banlieues. (Dimanche, podium, 15 h).

### Umban et le West African Cosmos (jazz rock)

Ça pulse dans les jointures, ça percute, guitarise, pianote et saxo. Sur des variations africaines, Wac adapte la musique pop aux tam-tam et balafons. C'est du jazz, du rock, ça part dans tous les sens. Leur dernier disque est sorti chez CBS, collection marginale (une collection à suivre). (Dimanche, podium, 16 h).

### Lucky Zebila (Zaïre)

En Afrique, les danses, les rythmes, les chants font partie de l'école de vie. C'est le moyen de transmission des coutumes et des expériences. C'est aussi la réunion



## on recommande

### Alain Pinsolle (jazz)

Un vibraphoniste qui fait de la musique pour son plaisir, pas un professionnel qui vend son talent, mais un amateur qui va plus loin et se branche sur tous les coups. Un conseil, ne le manquez surtout pas !!! (Dimanche, chapiteau, 18 h).

### Confluence (jazz)

Impulsé par le contrebassiste Levallet Didier et le violoncelliste Jean-Charles Capon, le groupe fait du jazz avec des incursions empruntées au folk. Que dire des sons ! C'est rythmé et sensuel comme une descente de rivière en canoë. Un morceau s'appelle justement « Voyages ». Flûte, violoncelle, contrebasse, hautbois, guitare, percussions. Des instruments graves et doux comme une voix de gorge. A écouter quand le soleil se couche orange et chaud. (19 h 30, dimanche, théâtre de plein air, suivi de Co-helmeck, free jazz).

### YS (folk électrique)

Comme la ville engloutie. Comme un morceau de musique sur cette légende où un fond aquatique et cristallin ponctue le drame de la ville engloutie. La ville engloutie... préoccupation actuelle. Les ex-musiciens de Stivell ont aussi d'autres cordes à leurs instruments. Le folk breton irlandais est toujours pour eux source d'inspiration. Le violon de Werneer vous endiablera. Pendant trois ans, ils ont « fait » les tournées de Stivell à l'ombre de son nom. Ils sont maintenant autonomes et en pleine lumière. Tant mieux pour nous. On les a oubliés dans l'affiche. Mille excuses car ils valent le déplacement. (Samedi, podium, 17 h 30).

### Douby (hi ! hi ! hi ! hi !...)

Vous voulez rire ! Allez voir Douby. Chapeau melon, nœud papillon, sourire fendu, seul sur scène, des sketches sur... mais j'allais trop en dire, pardon, en rire ! (Dimanche, chapiteau, 16 h).

## Steack-frites, salades

Une pièce sur la bouffe, ça met l'eau à la bouche. Vous connaissez la destinée d'une goutte de lait. Et les mésaventures du charcutier Casimir possédé du démon de la productivité. Et comment on « emballe » en douceur le consommateur. Un texte saignant. Une tranche de rire. (Samedi, chapiteau, 16 h 30).

### Arbatz

Il chante depuis 1972 dans le cadre du soutien aux différentes luttes en Bretagne. Il s'inspire de la tradition des « Hootnaries » qui, au bon temps de l'anarcho-syndicalisme américain, transformait les fins de meetings en chansons où chacun y allait de son couplet et de sa guitare, de Joe Hill, la source populaire de Dylan quoi ! Ecoutez surtout « Le ragtime » de Renaud Marcassin et « le Ministère des antropophages ». Des textes surréalistes sur la politique et le travail. (Dimanche, théâtre de plein air, 17 h).

Une précision : Arbatz a participé à un récent disque de soutien aux prisonniers en Espagne avec Imanol

et Maria Burruca ; en vente au stand Droug (cité culturelle) ; produit de la vente pour les Espagnols. Merci.

### Martin St-Pierre (Argentine)

Chanteur et percussionniste. Il tire ses sources des tam-tam africains et des chants de l'Amérique latine dont les sonorités ont des racines populaires. Chansons poétiques. Son spectacle est une véritable performance physique. Les bongos claquent. Le rythme vous fait bouger... à la limite des trances vaudous. (Dimanche, chapiteau, 17 h).

### Bal du samedi soir avec « Pieds joints »

Mention spéciale pour ce bal qui s'annonce super !!! Imaginez des slows langoureux, lumière rouge avec des bons vieux rocks très « speed » (rapides). Ils ont joué avec Vince Taylor, c'est tout dire. Ils ont des morceaux bien à eux : paroles drôlatiques, tempo bien cadencé. La guinche promet ; j'en connais qui vont draguer. (Samedi, chapiteau, à partir de 23 h).

### Areski et Brigitte Fontaine

Un disque qui vient de sortir : « Le bonheur ». Après avoir manqué la déraison, leurs chansons, inspirées de rythmes tropicaux et maghrébins, dérivent sur un mode très poétique. Connaissez-vous les recettes de Tante Citrouille ? Le vieux conte où l'on se transforme en carrosse devient une critique des mythes de la réussite. Restez plutôt citrouille que carrosse et aimez-vous. Chansons douces et acides, beaucoup d'images colorées et surprenantes, au lieu de se contenter de la simple critique, ils tracent des sentiers odorants et rythmés pour... le bonheur. Pourquoi pas maintenant ? (Samedi, podium, 16 h 30).

### Marti

C'est un homme d'Oc comme il a intitulé ses mémoires (chez Stock). Instituteur bouleversé par mai 68, il fonde avec des amis chanteurs une coopérative « Ventadorn » pour construire leur propre outil culturel, pour n'être soumis ni aux médias capitalistes, ni au centralisme parisien. Tous les petits villages occitans le connaissent. Il y chante sans relâche. C'est son travail. En huit ans beaucoup y ont été sensibilisés à la lutte occitane en retrouvant une identité enfouie. Parisiens, découvrez les racines du pays viticole. (Dimanche, théâtre de plein air, 15 h).



## SAMEDI 12 JUIN

### Podium

- 14 h François Béranger
- 15 h 30 Gilles Servat (Bretagne)
- 16 h 30 Areski et Brigitte Fontaine
- 17 h 30 YS (Folk, ex-musiciens de Stivell)
- 18 h 30 Interruption
- 20 h 30 Jacques Higelin (Rock)
- 21 h 30 Tom Paxton (Folk USA)
- 22 h 30 Dadi (Folk)

### Ritacalfoul

Animation du groupe Ritacalfoul autour de structures tendues, abris, structures gonflables, avec une piscine, des geisers mobiles en plastique gonflé crachant fumées, matières diverses ; réalisations d'ambiance colorées.

### Théâtre de plein air

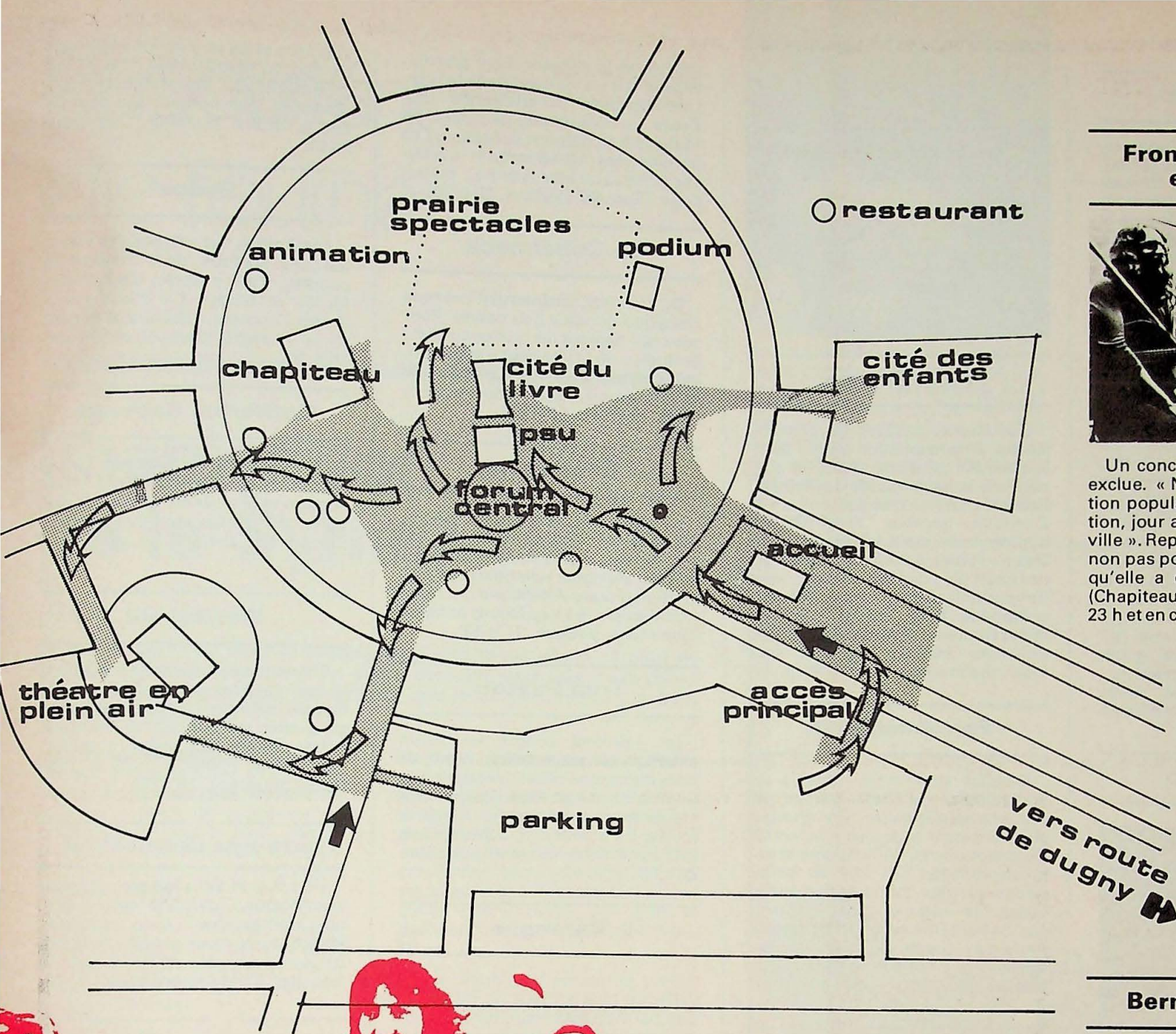
- 14 h Dominique Rossignol (Chanson)
- 15 h Yvan Dautun (Humour et chanson)
- 16 h La Carmagnole (Femmes)
- 17 h Faysie (Musique d'Iraq)
- 18 h Isabel Parra (Chili)
- 19 h Le Temps des cerises (Jazz)
- 20 h Steve Lacy (Jazz)
- 21 h Perception (Jazz)
- 22 h Archie Shepp (Jazz)

d'odeurs, etc. Le samedi à 19 heures et le dimanche à 16 heures, Freemusic ouverte à tous avec un bigband de quinze musiciens, dont Claude Berbard, Jacques Barracal, Oky Itaru, Gilbert Artman, P Bastien, Raymond Boni... Light-Show, embrassements, artifices.

### Chapiteau

- 14 h Candelas (Catalan)
- 14 h 30 Sourdeline (Folk)
- 15 h 30 Wetterwald (Chanson)
- 16 h 30 Les comédiens de Lyon « Steack-frites-salade » (Théâtre)
- 18 h 30 Guy Bedos (Sketches)
- 20 h Vrai chic parisien
  - P. Castagnier
  - C. Lette (Piano et percussions)
  - P. Font - Ph. Val (Cabaret)
- 22 h Danse théâtre expérience
- 23 h Bal avec
  - Fromont - Lefebvre - Parrenin (Folk)
  - Pieds joints (Rock)





**Fromont, Lefebvre et Parrenin**



Un concert où la danse n'est pas exclue. « Nous défendons la tradition populaire mais aussi la récréation, jour après jour, des gens de la ville ». Reprise de la geste paysanne, non pas pour la singer mais dans ce qu'elle a d'utile pour les urbains. (Chapiteau : bal le samedi soir après 23 h et en concert le dimanche 19 h).

**Bernard Lavilliers**

Un « Stéphanois » qui a pas mal bourlingué... dans tous les milieux et qui est tombé sur des rythmes brésiliens. Avec une guitare et un percussionniste, il fait danser tout le monde comme à Rio au carnaval. Mordantes comme des poèmes de Ferré ou d'Apollinaire, ses chansons expriment la rage de vivre (« Les barbares »). Sa musique s'électrifie de plus en plus. Une injection de rock en quelque sorte. Une bonne introduction à Charlebois. (Dimanche, podium, 19 h 30).

**Verdier**



Venu de son pays occitan, Joan Pau y puise son inspiration pour électrifier et moderniser sa recherche musicale (pop-rock et folk traditionnels). Il s'en explique dans une chanson : « Ça se passe au siècle 20 », « Ni dieu, ni maître », « Un arbre mort », titres qui cernent assez bien ses préoccupations. Des textes très poétiques, nerveux comme sa silhouette dégingandée. Une chouette musique. Son dernier disque vient de sortir. (Dimanche, podium, 18 h 30).

**DIMANCHE 13 JUIN**

**Podium**

- ☐ 13 h Soho (Rock)
- ☐ 14 h Eiron fou (Rock)
- ☐ 15 h Au bonheur des dames (Rock)
- ☐ 16 h Umban et Wac (Jazz-Rock)
- ☐ 17 h Intervention politique
- ☐ 17 h 30 Interruption
- ☐ 18 h 30 Joan Pau Verdier (Pop-rock)
- ☐ 19 h 30 Bernard Lavilliers (Pop-Rock)
- ☐ 20 h 30 Charlebois (Canada)

**Théâtre de plein air**

- ☐ 14 h Imago (Chanson)
- ☐ 15 h Marti. Occitanie (Coopérative Ventadorn)
- ☐ 16 h Catherine Sauvage
- ☐ 17 h Arbatz (Coopérative Droug)
- ☐ 18 h Al Assifa (Théâtre immigrés)
- ☐ 19 h 30 Confluence (Jazz)
- ☐ 20 h 30 Cohelmeck (Jazz)

**Chapiteau**

- ☐ 14 h Chiffonie (Folk)
- ☐ 15 h Gwendal (Folk)
- ☐ 16 h Douby (Sketches)
- ☐ 17 h Martin St-Pierre (Percussion-Argentine)
- ☐ 18 h Alain Pissolle (Jazz)
- ☐ 19 h Fromont-Lefebvre-Parrenin (Folk)
- ☐ 20 h Troupe Z (Théâtre)



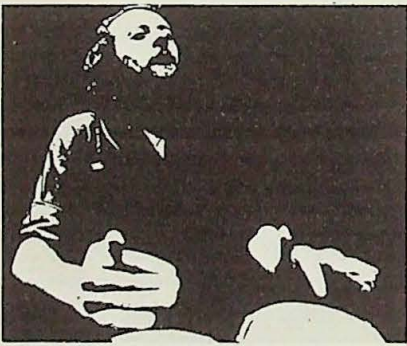
## Gilles Servat

28 ans, un barde breton. Son premier disque de 71 où il fonde sa maison d'édition « Kelenn » (enseigner), dont l'objectif est de promouvoir la culture bretonne par le livre et le disque. « Le Joint français », « La blanche hermine », deux chansons qui résument son répertoire, des luttes paysannes du Moyen Age aux grèves industrielles et aux victimes de l'exode rural et de la pseudo-décentralisation. Une musique percutante et un chant qui sort des tripes. (Samedi, podium, 15 h 30).

## Gwendal

Un groupe breton... mais pas uniquement. L'inspiration est très diverse (classique, irlandaise, rock, jazz... jusqu'à la rapsodie hongroise). On les classe à tort dans la trop rapide étiquette « pop-rock ». En réalité, seule la basse est électrofiée, le reste est traditionnel (!) : flûte irlandaise, traversière, guimbardes, bombardes, percussions... (Dimanche, 15 h, chapiteau, après un autre groupe de folk : Chiffonie).

## Archie Shepp



Un saxo désormais classique. Tous ceux qui l'écoutent, presque clandestinement, à France-Musique ou dans les rares festivals (Massy), pourront l'entendre tranquillement. Un très, très grand du jazz qui nous vient des Etats-Unis. Archie clôturera une soirée jazz très cool après Perception, Steve Lacy, le Temps des Cerises. (Samedi à partir de 19 h au théâtre en plein air; 22 h pour Shepp).



## Yvan Dautin

Des chansons libres un peu absurdes. Une inspiration puisée dans le quotidien poétique, dada, les surréalistes et les terrasses de bistros. Ecoutez « La mal mariée », « Kate ». Erotisme, humour, Yvan Dautin malmène les mots et les rythmes. Depuis Trenet et Bobby Lapointe, on ne faisait plus de jeux de mots, jeux de vélo, poil au dos, comme dans les comptines pour enfants qu'adoraient Rimbaud et André Breton, sur un blues lancinant et... cool. (Samedi, théâtre en plein air, 15 h).

## Perception (jazz)

Levallet one more time à la contrebasse et Jeff Seffer au saxophone-clarinette. Un groupe plus lancinant avec des claviers et des percussions. Romantisme et expressionnisme. Les cris du saxophone sur une toundra de contrebasse. Des réminiscences hongroises (Seffer). Un free jazz qui éclate de toute part, toutes explorations permises. Au cœur de la soirée jazz. (Samedi, théâtre de plein air, 21 h).

## Fawsie (Iraq)

Chanteur, luthiste et hautboïste, il interprète les poèmes de ces amis. Il laisse une grande place au rêve. Disques au Chant du Monde. (Samedi, théâtre de plein air, 17 h).

## Higelin

Un dernier disque « Irradié » confirme son choix du rock. Après le

théâtre et la chanson Rive gauche, Higelin fait un malheur dans le rock. Une certaine complaisance loubarde, un côté un peu décadent, en tout cas il se défonce sur scène. Les paroles sont intelligentes et inventives (c'est rare) et le rythme... diabolique. (Samedi, podium, 20 h 30).

## Le Cohelmeck

Du free jazz, maintenant presque classique quoique peu connu. Pour ceux qui hantent les quelques clubs et studios où le jazz peut s'exprimer, Le Cohelmeck est une garantie : de la bonne musique. (Dimanche, théâtre de plein air, 20 h 30).

## Charlebois

Un canadien qui swingue. Un super show où vous aurez des surprises, paroles aigres-douces et musique qui swingue, une heureuse inspiration d'outre-Atlantique qui nous a tous surpris il y a quelques années. (Dimanche, podium, 21 h 30).

## Tom Paxton

Le « protest song » américain (chanson de protestation) vient de loin, du hootnany qui se tenait à la fin des meetings. Pete Seeger en a été le proche inspirateur. Dans la foulée, il y a eu Dylan, Johnny Cash et Tom Paxton. (Samedi, podium, 21 h 30).

## Béranger

Tout le monde le connaît. Il travaille de plus en plus sa musique. Ses paroles sont toujours aussi vives et acides. Une réussite en dehors des mass-médias, l'exemple qu'une alternative existe ; « Alternative », titre de son dernier disque chez Sibecar. (Samedi, podium, 14 h).

## Vrai chic parisien

C'est un café-théâtre désormais célèbre qui va être détruit. Ainsi va la rénovation. Popaul, pianiste aveugle mais voyant qui accompagnait Léo Ferré, vous initiera à la musique de Bartok à nos jours en passant par

l'Afrique et les percussions étranges de son compère Letté. Font et Val font du théâtre, des sketches et des chansons : un humour qui stigmatise la droite. (Samedi, chapiteau, 20 h).

## Bedos

Les Arabes, les salopes, les vieux, les cons, les tubes de la chanson, le couple... Tout y passe. Un humour féroce et tendre. La bêtise est à droite, l'humour... devinez. A déguster au 2° degré. (Samedi, chapiteau, 18 h 30).

## Catherine Sauvage

Une ancienne comédienne qui interprète magnifiquement Léo Ferré, Aragon et Mac Orlan. La grande tradition de la chanson Rive gauche. (Dimanche, théâtre de plein air, 16 h).

## Wettervald

Chansons aiguës et mots pointus. Il joue mal à la guitare, dit-il, alors il fait des mélodies toutes simples. Pas simplettes en tout cas ses chansons, plutôt des textes à tiroir... comme les boîtes à malices. (Samedi, chapiteau, 15 h 30).

## le temps des cerises

Un collectif qui a fait plein de choses (disque : attention armée, disque immigration). Cinq membres joueront pour leur plaisir... et le nôtre. Un ensemble militant dans le free jazz, c'est pas commun !

## troupe Z

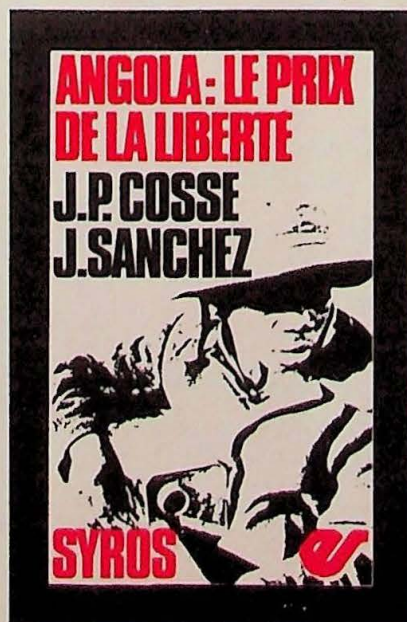
« Histoire, vieille taupe, tu as fait du bon travail ». Cette pièce est l'aboutissement de la longue marche de la troupe. Depuis « Chronique du V<sup>e</sup> Reich » et la pièce sur « Lip », ils continuent de soutenir les luttes.

Ils achètent un local avec d'autres groupes (Imago, Mime Duval, Ciné-lutte, etc.). Soutenez-les, chèques à l'ordre de : J.-L. Rugarli. Adresse : Cl. Minier, 183, rue Saint-Maur, 75010 Paris.

# VIENT DE PARAITRE AUX EDITIONS SYROS

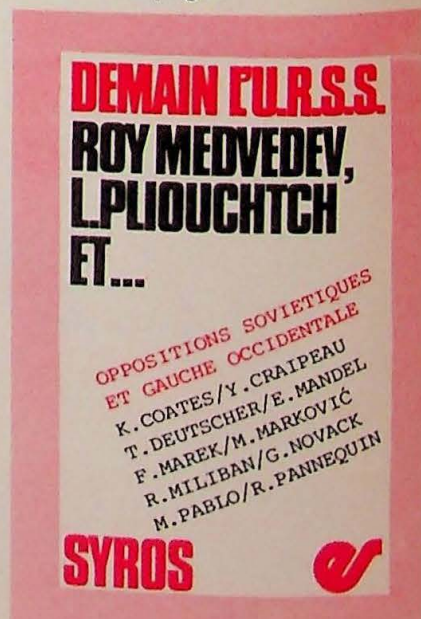
Qui savait avant le 25 avril 1974, date du coup d'Etat qui met fin au régime fasciste portugais, de quelle étrange maladie mourait l'empire bâti par les premiers navigateurs partis de la pointe de Sagre un demi-millénaire plus tôt ? Et de quelle ignominieuse mission il s'était rendu coupable cinq siècles durant : trafic d'esclaves, travail forcé, génocide, pillage économique... ? Et comment encore expliquer ce paradoxe d'un Portugal colonisateur, lui-même colonisé par les multinationales ? Les peuples ont une vie souterraine. Niés, ils ressuscitent un jour. Les nationalistes angolais, autour du M.P.L.A., pendant quinze années d'une lutte ardente contre les armes abjectes de l'occupant (napalm, défoliants, tortures, emprisonnements) ont recouvré leur indépendance et leur liberté. Aujourd'hui, l'accession à l'indépendance de l'Angola, comme du Mozambique, bouleverse l'équilibre des forces dans toute l'Afrique australe. Quel affrontement majeur avec le pouvoir pâle du cône austral autorise aujourd'hui la victoire du peuple angolais ?

27 F — 248 pages



Qui ne connaît pas aujourd'hui Medvedev ou Pliouchtch ces dissidents de gauche qui mènent un combat d'autant plus courageux qu'il est fort difficile d'affirmer sa pensée quand elle diffère du dogme et que la différence vous fait passer pour fou ? Que veulent ces soviétiques ? Ils veulent redonner vie à cet espoir, issu de la révolution d'Octobre, qu'on nomme socialisme en pensant liberté pour que surgisse enfin, après la longue nuit du régime stalinien, un socialisme vrai et à visage humain. Isolés si longtemps, ceux qu'on dit dissidents se tournent vers la gauche occidentale afin que naisse le débat. Ce livre se veut donc un premier témoignage du dialogue qui s'ouvre, et recouvre les questions que se pose la gauche. L'espoir est né de voir l'opposition soviétique élaborer un programme d'action, collant à la réalité. Ainsi seulement, la dissidence pourra-t-elle opérer sa jonction avec l'ensemble de la gauche mondiale, à laquelle il appartient, de son côté, de mieux comprendre l'étrange langage que lui tiennent ces hommes nés et grandis sous le régime de Staline.

21 F — 176 pages





# et pourtant elle tourne...

## libanisation de la Syrie ?

Le dessin de Konk dans *le Monde* du 3 juin montrait un camion de l'armée syrienne emportant un cèdre déraciné vers une « scierie » ! Mais le dessin ne semble pas prévoir que le camion syrien pourrait, lui-aussi, être broyé.

Le pouvoir Baas de Damas, par ces formes contradictoires d'intervention au Liban, a toujours recherché le meilleur moyen de préserver sa possibilité d'engager sous l'égide des USA et de l'URSS des négociations avec Israël pour un règlement global du conflit.

Or, dans la situation politico-militaire du Proche-Orient, et de la Syrie elle-même, le régime ambigu du Baas peut fort bien sombrer après avoir essayé de manœuvrer au coup par coup.

### la médiation

Dans la première phase de la crise libanaise la gauche et surtout les Palestiniens recherchaient un retour à la normale et leur allié naturel de Damas s'employa à l'obtenir par une simple médiation politique, assortie de quelques pressions.

Mais la détérioration de la situation politique et militaire, par l'engagement de l'OLP dans la bataille, amenait la Syrie, en automne, à soutenir le front islamo-progressiste. Il

s'agissait avant tout d'empêcher qu'une partition du pays puisse profiter à l'impérialisme américain et à Israël en « fixant » les Palestiniens au Liban.

De plus, le gouvernement de Damas ne pouvait se permettre, face au monde arabe, de lâcher l'OLP sur laquelle elle s'efforce, par ailleurs, d'exercer un contrôle politique et militaire.

### l'intervention en faveur des forces de droite

Toutefois, depuis le début de l'année, plusieurs facteurs vont intervenir et entraîner le renversement de la politique d'intervention au profit de la droite libanaise.

— Les pays réactionnaires arabes, comme l'Arabie saoudite, exercent une pression financière sur la Syrie qui reçoit leur aide pour qu'elle favorise une solution « équilibrée ».

— La Syrie elle-même est favorable à une telle solution sans laquelle

aucune action diplomatique ultérieure vers Israël n'est possible. Cela ne va pas sans entraîner certaines contradictions au sein de la réaction arabe quant à la voie à suivre. C'est ainsi que l'Egypte, qui ne veut pas laisser le leadership d'une solution négociée à la Syrie, vient d'autoriser la réouverture au Caire de Radio-Palestine, dans la mesure où cela peut gêner son entreprenant concurrent.

les campagnes des sunnites d'extrême droite appelant à la croisade.

Un phénomène plus grave encore est le développement d'une importante bourgeoisie dont l'influence grandit au sein de l'Etat et de l'armée. Cette bourgeoisie favorable aux propositions stratégiques des USA, liée aux milieux réactionnaires arabes n'est pas étrangère à l'intervention au Liban en faveur de la droite. Mais sur le plan intérieur elle

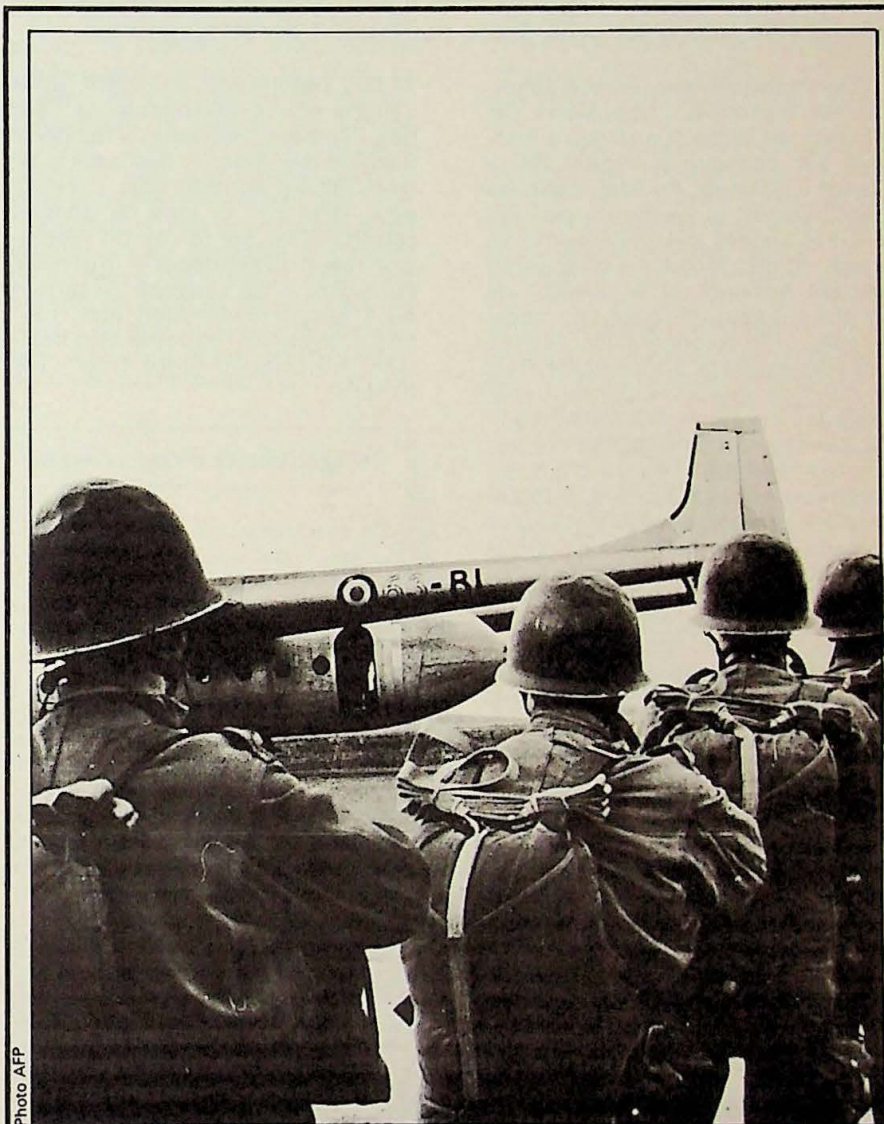


Photo AFP

Ce sont les parachutistes du régiment de Pau qui dans le cas d'une intervention française au Liban partiraient les premiers. Une telle attitude de la France traduit la volonté d'un impérialisme secondaire a avoir son mot à dire dans un règlement négocié du conflit. Le paradoxe est que Kamal-Jumblatt, leader des forces islamo-progressiste vient de réclamer cette intervention. □

— Le gouvernement de Damas, dans cette perspective, veut accentuer son contrôle sur tous les Palestiniens; or, ceux-ci accentuent leur autonomie à mesure que la droite libanaise perd du terrain.

— Enfin, la situation interne se détériore dans tout le pays. Le gouvernement est pris entre sa gauche favorable aux Palestiniens, sa droite favorable aux musulmans libanais sur une base islamique, espérant ainsi faire chuter le pouvoir Baas où se retrouvent de nombreuses minorités chrétiennes ou musulmanes hétérodoxes, comme les Alaouites. Les chrétiens eux-mêmes, sans partager les vues de leurs coreligionnaires libanais, prennent peur devant

pousse de plus en plus sensiblement le pouvoir sur la droite, au point qu'un nombre important de militants de gauche et notamment du PC sont aujourd'hui emprisonnés, au point que des troubles sociaux semblent devoir se développer face à l'inflation et à l'incurie du gouvernement.

L'éclatement du problème des nationalités dans tout le Proche-Orient, en Syrie et en Irak comme au Liban, va se trouver à l'ordre du jour. Il s'agit d'une véritable balkanisation de la région. Il s'agit pour nos camarades communistes et socialistes arabes d'en tirer parti en empêchant l'impérialisme de s'en servir.

Jean JULLIEN ■





# cet homme est dangereux

**Ali Aref, notre agent à Djibouti, n'en a plus que pour quelques semaines. Et il le sait. C'est sans doute pourquoi il est si dangereux.**

A force de patience têtue, d'acharnement tranquille, l'opposition démocrate de Djibouti a réussi à arracher son masque à l'agent de la France à Djibouti. Ali Aref, petit, les yeux injectés, le visage un peu défait, est apparu à la télévision, se plaignant du « lâchage » du gouvernement français, et protestant de son amour pour la France, la grande, la vraie, celle du général De Gaulle : « *Je suis gaulliste, a-t-il déclaré, il y a un héritage gaulliste à Djibouti, et je n'ai pas le droit de le larguer...* ».

L'héritage a bon dos. Petit retour en arrière : les « hauts-commissaires » français à Djibouti dans les années soixante ont le plus souvent été des hommes de sac et de corde. Le plus connu, le plus populaire, le plus balourd s'appelle Dominique Ponchardier, alias colonel Rémy, alias l'archevêque, etc. Ali Aref, placé à une apparence de « pouvoir » par les autorités françaises dès le début de la V<sup>e</sup> République, faisait joujou sur les genoux du gouverneur en privé, et filait droit en public.

Déjà, il est peu populaire : on essaie de le tuer ; des émeutes éclatent lors du passage de De Gaulle, qu'il considère comme son père ; vingt morts sur le carreau en 1966 ;

10 000 expulsions en 1967 pour « préparer » le référendum. La Côte des Somalis devient « territoire français des Afars et des Issas », ce que Gallieni appelait déjà « diviser pour régner ». Et puis, le général commandant les forces de répression reçoit un sobriquet — le général Poudrière — en souvenir du terrain où il faisait rassembler, trier, bastonner avant leur expulsion les habitants de Djibouti jugés trop « gênants ».

## le général Poudrière

Le temps a passé. Ali Aref n'a pas changé, mais il a dû mettre beaucoup d'eau dans son Pepsi-Cola (il est propriétaire de l'usine du même nom, et — dans un pays où il fait couramment 40° à l'ombre — ce n'est pas rien...). En 1975 encore, il pouvait jouer sur les mots et expliquer — avec un goût savant du paradoxe — qu'il voulait « *préserv*er Djibouti à l'abri du colonialisme français ». Sous-entendu : ça vaut infiniment mieux que l'annexion par la Somalie rouge. Mais l'échafaudage s'est lézardé : des membres influents de son ethnie l'ont « trahi » ; des jeunes Afars l'attaquent sans

ménagement. A l'assemblée territoriale ses amis le quittent un à un, tandis que plusieurs de ses « ministres » démissionnent, au point qu'il n'a plus de majorité à cette chambre désormais, une partie des vingt-deux députés qui lui sont restés fidèles (sur quarante) étant des « élus » métropolitains.

Parmi ces élus pas comme les autres, un général en retraite, M. Vatinelle, alias général Poudrière. Il n'est rien moins que président de la chambre. Ali Aref peut compter sur cet homme qui aurait encore averti récemment, lors de la manifestation « interdite » de la LPAI en février dernier : « *Laissez-moi faire. Avec vingt morts, nous refaisons la paix pour vingt ans !* ». « Pourquoi ne pas recommencer comme au temps de De Gaulle ? »

Ce raisonnement, c'était celui d'Ali Aref justement : s'il s'était finalement accommodé de l'idée du référendum (après l'avoir beaucoup combattue), c'est qu'il pensait à une consultation piégée, sur le modèle de celui de 1967, qui — en donnant une réponse évidente à une question évidente — lui permettrait de devenir à peu de frais le « père de l'indépendance ». Il fallait simplement, pour garantir le résultat, poursuivre « l'œuvre » entreprise dès 1967 avec le concours de la gendarmerie et de la Légion françaises, et relancée en 1975, puis encore tout récemment : expulsions, distribution orientée du droit à la nationalité et des cartes électorales, bref, fabrication d'un électorat et d'une clientèle sur mesure.

## un petit Angola ?

Il semble qu'Ali Aref ait, cette fois, jeté le bouchon un peu loin. La LPAI,

drapée dans sa dignité, fait figure de plus en plus à Paris, où elle a finalement été invitée, de seul interlocuteur valable (quelles que soient ses propres ambiguïtés, qui ne regardent en définitive que les Djiboutiens eux-mêmes). De plus en plus gênée aux entournures, la diplomatie française perd espoir de mettre en place une solution vraiment néo-coloniale, et finit par considérer Ali Aref comme un gêneur — le comble de l'ingratitude ! — et son refus de négocier avec la LPAI et de démissionner comme une cause de blocage de tout le processus.

Le jeune ministre Olivier Stirn, dont les contradictions sur l'affaire de Djibouti ces derniers mois ont beaucoup « amusé » (c'est-à-dire scandalisé), ne désespère pas cependant de négocier un arrangement à l'amiable avec ce qu'il croit être la fraction modérée de la LPAI : dans la tradition de l'ancien ministre des colonies, il compte maintenant « jouer » les uns contre les autres, afin de sauver les meubles. Mais le mouvement n'est pas divisé, les vieilles « parlottes ethniques » (selon l'expression d'Hassan Dini, son secrétaire général, un Afar comme Ali Aref) n'ont plus prise sur lui. Il exige le départ d'Ali Aref et la tenue rapide d'une véritable conférence constitutionnelle qui réglerait le problème de la nationalité, refonderait les listes électorales et préparerait la consultation populaire sur l'indépendance. Reste à savoir si Ali Aref, qui n'a jamais craint de créer à Djibouti les conditions d'un « petit Angola », ne tentera pas une manœuvre de grand style, avec provocations à l'appui : il dispose de nervis, d'armes ; il est sans scrupules, il n'a plus grand-chose à perdre. Cet homme est dangereux...

Philippe MARIÉLIE ■

Ali Aref et sa suite sortant de l'Elysée



photo BOUM

## psu documentation

### Vient de paraître

N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats 4,00

### Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse 2,00  
 N° 24-25 La police dans la lutte des classes 2,00  
 N° 27-28 La crise du système monétaire international 2,00  
 N° 51 Le recrutement 1,00  
 N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école 3,00  
 N° 56-57 Sionisme et libération 4,00  
 N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme 6,00  
 N° 92-93 Une section du PSU à Paris 4,00  
 N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2 4,00  
 N° 96-97 Le syndicat de la magistrature 4,00  
 N° 98-99 Le syndicalisme à l'école 4,00  
 N° 100-101 1970 - 73 Les femmes dans l'unité populaire 4,00  
 N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes 2,00  
 N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste 6,00  
 N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste 4,00

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
 9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS



# à l'est de l'Elbe et de la Vénétie

**Pour toute l'Europe à l'est de l'Elbe et de la Vénétie, la vie sociale est rythmée par les plans quinquennaux. 1976-1980 : dans tous les pays du Comecon (1) les plans sont désormais synchronisés, ce qui ne signifie pas pour autant que les économies nationales soient intégrées.**

Pour lancer ces plans, tous les partis-Etats (« communistes et ouvriers ») viennent de tenir leurs congrès (de décembre 1975, en Pologne, à mai 1976, à Berlin-Est). La nouvelle ligne à moyen terme s'élabore en effet au niveau des partis qui doivent approuver les lignes directrices (« directives ») du plan, lignes directrices encore très sommaires. A partir de là s'échafaude la stratégie politique du bloc.

A ce niveau-là, il y a trois échéances urgentes : le remaniement du bureau politique du PC soviétique affaibli par les décès ou l'effacement de certains caciques (affrontement, d'une part, entre le bloc constitué par le valétudinaire Brejnev et ses alliés militaires touchés par la mort du maréchal Gretchko et, d'autre part, le bloc des bureaucrates plus jeunes de l'appareil du parti et de la police qui poursuivent une ligne plus agressive envers l'Occident et la Chine), la conférence des PC européens, reportée de mois en mois et prévue, désormais, pour l'été 1976 (avec le problème épineux de la déviation nationaliste à la roumaine des partis de l'Europe du Sud, redoutée tant par les Soviétiques que par Kissinger-Sonnenfeldt) et, enfin, par la rencontre au sommet Ford-Brejnev, bien compromise par les élections italienne et américaine.

## la planification en crise

Sur le plan économique, il y a plusieurs goulots d'étranglement. Le premier, c'est l'effet de la récession capitaliste mondiale qui a porté des coups sévères aux économies qui ont tablé sur un accroissement des échanges commerciaux avec l'Ouest pour importer la technologie occidentale. Il s'agit de la Pologne et de la Roumanie dont plus de 50 % des échanges extérieurs se font avec l'Ouest, ainsi que de la Hongrie qui approche ce chiffre. Ce n'est pas le cas de la RDA et de la Tchécoslovaquie qui ont atteint un niveau de développement très élevé.

Le deuxième problème crucial du bloc est en effet le manque de main-d'œuvre, car les réserves sont quasiment épuisées en ce domaine, sauf bien entendu, en ce qui concerne les pays les moins développés (Bulgarie, Cuba, Mongolie). A cela vient s'ajouter le manque de ressources énergétiques exploitables immédiatement, ce qui, d'une

part, accroît la dette extérieure de ces pays et d'autre part, rend extrêmement fragiles les économies des pays développés (RDA, Tchécoslovaquie) et moyennement développés (Pologne, Hongrie, Roumanie) dont les ressources énergétiques sont en voie d'épuisement.

Les conséquences de cet état de choses sont doubles. En premier lieu, tous les nouveaux plans dénotent un ralentissement des importations en provenance de l'Occident (la part du Comecon dans l'endettement mondial a désormais dépassé sa part dans le commerce mondial), une baisse de l'investissement dans le secteur des services et des biens de consommation (alors que l'épargne et les « attentes » des consommateurs du bloc, à l'exception de l'URSS, de la Bulgarie, de Cuba et de la Mongolie sont maintenant de type occidental, plus fortes même en matière de biens durables), une augmentation des prix de détail, une limitation des augmentations de salaires (16 à 18 % contre 40 % dans le précédent plan quinquennal polonais) liés désormais aux gains de productivité du travail, une lutte résolue contre l'absentéisme et une élévation des cadences. Comme tout cela ne peut être réalisé en un jour, les taux de croissance ont été considérablement réduits (6 à 7 %) pour tomber en dessous de 5 % en URSS (de 4,4 % à 5 %), chiffre pourtant considéré jusque-là comme le minimum acceptable pour toute économie planifiée.

## donnant-donnant

La deuxième conséquence est un renforcement de l'unité économique de la zone sous la direction de l'URSS. Les échanges intra-Comecon doivent s'accroître d'environ 20 % par an. Le programme complexe du Comecon organisant une spécialisation par pays des tâches de production sera davantage respecté, limitant les parallélismes et la duplication, mais avantageant les pays qui disposent d'une production de pointe (automobiles, pétrochimie...) ou de ressources énergétiques rentables et bloquant les autres au rang de fournisseurs de produits alimentaires ou de matières premières peu lucratives. De même, l'interdépendance en matière de ressources énergétiques va se renforcer. Or, seule l'URSS (Sibérie, Extrême-Orient soviétique) dispose

de ces richesses. Ainsi, les pays de l'Est financeront d'énormes projets situés en URSS (pétrole, gaz naturel, cellulose, acier, amiante, cuivre, papier, aluminium, chimie) en échange de futures livraisons soviétiques. Cela accroîtra encore le poids spécifique de l'URSS, sans compter le développement d'organisations internationales de contrôle de la production de branches entières, véritables multinationales soviétiques (Intertextilmash, Intertextilmash).

Sur le plan politique, une telle situation se reflète par une volonté soviétique de resserrer ses liens, et partant, sa domination en institutionnalisant le rapport de forces. L'URSS dispose de nombreux atouts en tant que réserve de produits énergétiques, en tant que marché potentiel pour ses alliés plus développés, sans compter sa densité en hommes insuffisante, ce à quoi s'ajoute sa position de porte-parole unique du bloc dans les marchandages économiques et politico-militaires planétaires. Il lui faut pas-

« sa » zone afin d'éviter les explosions contagieuses (Pologne 1956, 1970, Prague 1968), permettant ainsi à l'URSS d'affirmer son leadership par des moyens autres que strictement militaires. En contrepartie, les USA désirent un équilibre de l'Europe de Yalta, à savoir s'assurer que l'URSS n'aidera aucunement la gauche européenne à prendre le pouvoir, ce qui pourrait conduire à l'établissement d'une série de « titismes » occidentaux, préludes à un Occident européen socialiste. Les USA s'y opposeront de toutes leurs forces et espèrent bien n'être pas gênés par l'URSS dans leur entreprise.

La seule alternative consiste en l'émergence d'une série de pays socialistes en Europe de l'Ouest qui constitueraient un ensemble politico-économique élargi à la Yougoslavie enfin libérée de son réduit géographique et à un Moyen-Orient socialiste aux immenses richesses potentielles. Les « spécialistes » occidentaux ne redoutent pas



ser du rôle de leader politico-militaire à celui de leader économique. Pour cela, il faut aussi que les bureaucraties politiques de petits pays de la zone s'alignent complètement et inconditionnellement derrière l'URSS. Cela correspond à leur intérêt si l'URSS leur assure en échange les moyens économiques de faire taire la grogne des travailleurs de leur pays dont le niveau de vie et la dignité ne peuvent qu'être attaqués si la logique économique strictement nationale était aujourd'hui appliquée.

C'est là qu'interviennent les USA. Dans leurs rapports de décembre 1975 aux ambassadeurs américains en Europe, Kissinger et son adjoint pour l'Europe de l'Est, Helmut Sonnenfeldt, ont insisté sur la nécessité d'une politique américaine d'aide économique et de respect du monopole de puissance de l'URSS dans

seulement l'arrivée au pouvoir de la gauche en Europe du Sud. La reprise en main générale de l'Europe de l'Est montre que là aussi les superpuissances craignent d'être prises au jeu de la détente : en Europe, à l'Est comme à l'Ouest, les peuples ne trouveront d'issue nationale que dans le cadre régional. Or, un troisième « bloc » européen-méditerranéen sera socialiste ou ne sera pas.

Claude VANCOUR ■

(1) Conseil d'assistance économique mutuelle centré à Moscou et englobant, outre les pays européens du pacte de Varsovie, Cuba et la Mongolie. La Yougoslavie ayant un statut d'association libre ne participe qu'aux projets qui l'intéressent, la Roumanie, bien que « du dedans », suivant une ligne semblable.



# Europe du Sud

## Italie : une campagne tendue et incertaine

**L'assassinat d'un jeune militant communiste, les fusillades en pleine ville de Venise et Rome, les incendies de cinémas autant d'attentats criminels fomentés par le MSI qui rendent cette campagne électorale très tendue.**

Cette violence, qui ne se réduit pas au discours, contraste avec une campagne où paradoxalement il n'y

a pas eu jusque-là, de débauche de propagande comme dans le passé. Les scandales au sujet du financement des partis par les firmes du pétrole ont amené les partis italiens, désormais suspects aux yeux des citoyens, à faire une surenchère « d'humilité ! ».

Il faut se méfier de tous les pronostics liés aux sondages très contradictoires et se souvenir que la technologie des sondages d'opinion est peu fiable en Italie. Rappelons qu'avant le 15 juin 1975 aucun sondage n'indiquait la forte poussée communiste aux élections régionales. Toutefois, il semble que le recul de la DC ne sera pas aussi important



Giorgio Almirante. La violence au centre de la campagne électorale.

que certains le prédisaient. En effet, Fanfani (redevenu le chef incontesté de la DC) récupère des voix à droite. Le MSI est maintenant une organisation sans programme et complètement compromise par tous les attentats où elle a été mêlée. Son électorat se reportera en large partie sur la DC. Cela compensera très certainement les pertes de voix sur la gauche de la DC qui se tourneront vers le PSI dont tout indique qu'il pourrait passer vers 14-15 % des suffrages. Habilement, le PSI fait campagne dans un style très ouvert, montrant qu'il est un parti charnière, indispensable à toute formation gouvernementale. Son orientation paraît plus floue que le virage à gauche adopté lors de son dernier congrès ; est-ce pure tactique électorale ?

Le PCI donne l'image de « l'homme tranquille ». Cette symbolique de parti d'ordre lui paraît la plus payante dans le climat échauffé de cette campagne. Il sera satisfait s'il obtient le même nombre de voix

qu'en juin dernier. Du côté de Democrazia Proletaria, on assiste en général à deux campagnes parallèles : celle du PDUP et de Avanguardia Operaia d'une part, celle de Lotta Continua d'autre part. Ceci amène à relativiser de beaucoup l'idée d'une « candidature de l'extrême gauche unifiée ».

Et ce n'est pas de prétendus meetings unitaires faits à Paris qui modifieront cette réalité. En tout cas, l'audience des candidats de la liste de la gauche extra-parlementaire est loin d'être minoritaire.

Il reste à peine deux semaines avant le jour des élections et chacun en Italie et dans les pays voisins est bien conscient que du résultat des élections tout comme du résultat des élections présidentielles portugaises, dépendra demain le visage politique d'une Europe du Sud qui est le cœur des contradictions du système capitaliste à l'heure actuelle.

Alain CHATAIGNIER ■

## Espagne :

### Chèques sans provision...

**Reçus en grande pompe aux Etats-Unis, Juan Carlos et son ministre des Affaires étrangères, le comte de Motrico, ont fait acte d'allégeance à Gerald Ford et à l'Alliance atlantique. Ils réclament leur entrée dans l'OTAN.**

Reçus avec chaleur à Paris sur l'invitation de grands résistants français, les dirigeants de la Coordination démocratique, qui regroupe la plupart des organisations de l'opposition, ont présenté non sans précaution leurs perspectives. Ces précautions étant liées à la difficulté de tenir langage commun dans une alliance qui va des monarchistes d'opposition au PRI.

Au lendemain de cette réunion, Hafeel Calvo Serer, monarchiste, sera arrêté à la sortie de l'avion qui l'amène à Madrid et le dirigeant communiste, Santiago Alvarez, était également emprisonné.

Le rapprochement de ces faits n'est pas fortuit. Bien au contraire. Devant la montée de l'opposition, le gouvernement espagnol accentue la répression et cherche à reprendre en main une situation qui lui échappe. Dans le même temps, il veut obtenir l'appui et la reconnaissance des puissances du Pacte atlantique, et en premier lieu des Etats-Unis. Au sein du gouvernement le partage des tâches se fait entre le ministre de l'Intérieur, Fraga Iribarne, l'homme de la torture, et Arrilza, chargé des relations publiques extérieures.

Dans tous les discours tenus à Washington, le roi et son ministre ont souligné sans détours qu'il fallait compter sur la puissance militaire de

l'Espagne, et tenir compte de sa position stratégique.

L'Espagne doit être intégrée à tous les niveaux de l'Alliance atlantique. Cette exigence a des arrière-pensées d'ordre interne. Le malaise de l'armée est de plus en plus manifeste. En demandant que l'Espagne soit considérée comme un partenaire à part entière, le gouvernement espère séduire la majeure partie des gradés militaires.

C'est à eux que pensent également les dirigeants de la Coordination

démocratique quand ils font appel à leur sens patriotique et à leur goût de l'indépendance. Quelles sont les possibilités de création d'une sorte de CFA espagnol ? Quel est l'impact réel de l'Union démocratique militaire ? Santiago Carrillo est resté particulièrement prudent dans ses réponses.

Par contre, une nouvelle d'importance a été annoncée au cours de la même réunion. Les conversations entre les commissions ouvrières, l'UGT et l'USO, avancent au point

qu'un accord sur une plate-forme commune sera très probablement signé dans les jours qui viennent. Cette unité des organisations syndicales peut créer les bases d'une puissante offensive ouvrière.

Pour essayer de freiner ce mouvement et pour acheter l'appui américain, Juan Carlos est prêt à signer bien des chèques, mais ils risquent d'être sans provision...

Marc ECHEVERRY ■

## Portugal :

### Otelo et les autres

**La campagne pour les élections présidentielles au Portugal démarre officiellement le samedi 12 juin. Elle commencera par une grande manifestation à Grandola avec Otelo de Carvalho...**

Quatre candidats sont en lice : le Premier ministre Pinheiro de Azevedo, bien seul; Ramalho Eanes, soutenu par le PS, le PPD et le CDS; Octavio Pato, présenté par le PC et que la LCI (trotskiste) appelle à soutenir et Otelo de Carvalho, soutenu par l'UDP, le MES, le PRP et surtout par des organes de pouvoir populaire.

En réalité la dynamique sociale et politique de cette campagne fait que les deux pôles principaux en sont Ramalho Eanes d'une part et Otelo d'autre part.

Dans ce contexte, la candidature d'Otelo revêt une signification dépassant les limites politiques de la personne même du candidat et aussi des organisations qui l'appuient dans la mesure où, par le caractère

populaire du soutien actuel, elle peut contribuer à redynamiser le mouvement de masse dans une perspective non réformiste.

Il ne faut pas cacher les limites politiques actuelles de la candidature Otelo. Marquée par un populisme romantique, par des ambiguïtés sur le rôle des forces armées, par une conception apertairde de l'unité populaire, cette campagne peut, si elle n'y prend garde, ressusciter des mythes qui ont déjà coûté très cher à la révolution portugaise.

Cependant, il serait injuste de sous-estimer la politisation réelle d'Otelo lui-même, de son entourage et qui s'était déjà manifestée dans des circonstances difficiles, en particulier au moment où en désaccord avec l'extrême gauche, il avait œuvré à la recherche d'un compromis contre le document des neuf et le document du Copcon pendant l'été chaud de 1975.

Au cours de la campagne Otelo a déjà avancé : il s'est prononcé contre la professionnalisation des forces armées, il a reconnu, bien que timidement, l'importance des partis politiques et il s'appuie sur une structuration de masse dépassant

largement les forces politiques qui le soutiennent. Partout dans le pays s'organisent des Groupes de dynamisation de l'unité populaire (GDUP) où la majorité de ceux qui les composent n'appartiennent à aucune organisation. Des militants du PC et du PS y participent et prennent même la parole au cours de meetings, comme à Porto (PS) ou à Covilha (PC).

De plus, alors qu'Eanes et Pato centraient leurs attaques contre lui, Otelo s'est refusé à porter des attaques sectaires contre le PS et le PC, essayant de privilégier la présentation d'un programme alternatif reposant essentiellement sur la défense des acquis de la révolution (réforme agraire, nationalisations, organes de pouvoir populaire, constitution) et l'amélioration des conditions des masses populaires.

Se fondant actuellement sur une conception de l'unité populaire réalisée à la base sans une volonté politique de propositions ouvertes au PS et au PC, la campagne peut évoluer vers des propositions publiques à ces partis, sans que cela apparaisse comme des ultimatums.

Bernard RAVENEL ■



« Pour le socialisme autogestionnaire : une non-violence politique » (1), c'est le titre de la brochure que vient d'éditer le Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN). Titre pour le moins surprenant et qui a une allure « petite-bourgeoise » qui fait sursauter. Pour le militant politique qui s'affronte quotidiennement à la violence — non pas celle bien visible et bien brutale, mais celle de l'injustice — cela sent le moralisme.

Pourtant, pour qui s'engage dans la lutte politique pour l'édification d'une autre communauté humaine qui ne soit pas fondée sur l'exploitation, sur la domination mais sur la solidarité, c'est bien le problème clé : celui des moyens.

Non pas les moyens envisagés sur un plan moral, pour satisfaire je ne sais quel sentimentalisme, mais les moyens qui puissent modifier les rapports de forces. Ce qui suppose une analyse de la réalité politique, économique et sociale, mais aussi de la réalité humaine. Connaître donc, non pour le seul fait de la connaissance, mais pour transformer.

Transformer la société tel est bien l'objectif que poursuivent ceux qui, en 1974, ont pris l'initiative de créer le « Mouvement pour une Alternative Non-violente ».

Ce mouvement qui se présente comme une fédération de groupes locaux (actuellement plus de 20) n'est pas un nouveau parti politique.

Il regroupe dans les faits des militants adhérant à des partis existants ou sans parti, qui ont engagé une réflexion politique sur des problèmes comme ceux de la violence, du pouvoir, de l'armée. Ces militants se rejoignent sur une analyse de la société actuelle, sur la nécessité d'une rupture (en fait elle ne peut être que révolutionnaire), sur un projet : le socialisme autogestionnaire, sur une stratégie fondée non sur la violence révolutionnaire (qui a fait la preuve de son inefficacité), mais sur une non-violence active. Conscients de l'ambiguïté du terme et agacés de devoir répéter ce que la non-violence n'est pas : la résignation, la gentillesse, le refus de la lutte... ils ont décidé d'exposer dans un texte d'orientation politique ce qu'ils pouvaient apporter de positif.

C'est donc d'abord un travail de clarification qui a été entrepris, à la fois auprès des militants politiques et syndicaux qui ne les connaissent que par endroits et d'une manière déformée.

## un constat

C'est aussi un travail d'approfondissement qui cherche à faire le point d'une réflexion politique menée dans les groupes en s'appuyant sur l'acquis des diverses analyses déjà faites, mais qui tente d'ouvrir des perspectives en vue de l'action nécessaire. C'est donc un travail ouvert sur l'avenir. Un tel texte n'est pas figé même s'il est un texte d'orientation. Il est appelé à être confronté avec la réalité. Fait pour l'action, il doit être soumis à la réflexion de tous ceux qui militent pour une autre société.

Il débute par un constat, celui de la

société actuelle : une société d'injustice et de violence. Cette analyse n'est pas nouvelle. Peut-être aurions-nous pu nous limiter aux aspects spécifiques de notre option non-violente ? Or, ces aspects et notamment celui de la militarisation de la société sont étroitement liés au système capitaliste. Il fallait donc entreprendre le procès de ce système bien qu'il ait déjà été fort bien fait ailleurs.

Peut-être aussi est-il nécessaire

d'y revenir, ne serait-ce que pour affiner telle ou telle analyse encore mal comprise ou mal acceptée. Il est enfin plus logique d'expliquer ainsi la stratégie de rupture que nous préconisons.

En fait, cette société est fondée sur la domination politique et sur l'exploitation économique des travailleurs par une minorité, domination et exploitation qui interagissent l'une sur l'autre et qui constituent l'épine dorsale de la violence institutionnalisée. Les institutions ne sont donc pas neutres mais jouent un rôle actif dans la société humaine. L'utilisation de la violence et sa légitimation au sein de l'Etat influent sur le système mis en place.

Le socialisme autogestionnaire que nous voulons promouvoir ne peut donc ignorer ce fait.

## révolution : oui, mais comment ?



Prendre le pouvoir d'Etat est certes une nécessité, mais non pour recréer un Etat qui décréterait l'autogestion mais pour favoriser la création du pouvoir à la base, ce qui passe nécessairement par le contrôle ouvrier et populaire.

## des questions et des propositions

A notre point de vue ce projet : le socialisme autogestionnaire, ne peut être distrait de la stratégie à mettre en œuvre. Et nous pensons, sur ce plan plus particulièrement, avoir des questions à poser et des propositions à faire. C'est là, nous semble-t-il, la raison de notre présence et son intérêt.

Nous ne rejetons pas le recours à la violence parce qu'elle serait moralement « mauvaise », mais parce que dans les conditions actuelles un tel recours serait à la fois contraire à l'objectif visé et à l'efficacité.

Si nous désirons mettre en place une nouvelle société, ce n'est pas pour utiliser les moyens de l'ancienne. Mais si nous désirons vraiment rompre avec la société actuelle, il faut nous en donner les moyens.

Or, les moyens violents, ceux qui sont (paraît-il) efficaces ne sont pas entre les mains des travailleurs, mais à la disposition de la minorité qui domine.

C'est cette contradiction que la « non-violence » tente, non de nier, mais de dépasser. Plutôt que de rechercher chez l'adversaire les armes qui serviraient à l'abattre, si nous utilisons celles qui sont à notre disposition ? La société capitaliste ne subsiste qu'avec des hommes qui travaillent durement, parce que ces hommes sont exclus de toute responsabilité et de tout pouvoir, parce que l'idéologie dominante leur cache la réalité et les persuade que la domination et l'exploitation qu'ils subissent est dans « la nature des choses », parce que la légalité bourgeoise les asservit. Rompre c'est refuser... n'est-ce pas cette voie qu'il faut explorer ? Enfin, le socialisme tel qu'il est vécu en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, nous interpelle. Rien d'essentiel n'y a été résolu.

Trouver des formes d'action, des formes d'organisation, des formes de mobilisation populaire qui ne soient pas contradictoires avec le type de socialisme que nous voulons promouvoir, voilà des exigences politiques que nous ne pouvons pas renvoyer à plus tard.

Certes, nous ne pourrions pas tout prévoir... et la société non-violente (c'est-à-dire autogestionnaire), pour laquelle nous luttons, n'est pas pour demain ! Mais c'est en préparant les étapes que nous devons nous atteler tous ensemble et dès aujourd'hui.

Maurice DEBRACH ■  
Comité de coordination du MAN

(1) A commander : 6 F aux groupes du MAN. 7,15 (6 F + 1,15 de port), au secrétariat national, 20, rue de Devidet, 45200 Montargis.



# c'est aussi politique

## art et socialisme

**Les vœux pieux n'ont jamais rien résolu. Il en est ainsi des proclamations naïves et satisfaites sur l'art-prolétarien-parce-que-fait-par-tous, de la religiosité qui entoure la soi-disante culture populaire, aussi rétrogrades qu'en soient ses formes.**

Il s'agit d'abord de ne pas se méprendre sur le caractère révolutionnaire d'un art ou d'une littérature, sur leur pouvoir de changement, leur action formatrice. Car les relations sont complexes, de la création (eh oui !) à la réalité sociale existante. Ainsi, nombreux sont les décalages ou contradictions entre, d'une part, l'idéologie et l'origine de classe du créateur et, d'autre part, la fonction et le sens de ses réalisations. Une « bonne volonté » révolutionnaire peut être totalement invalidée, frappée de stérilité absolue si elle reste soumise (consciemment ou non) aux stéréotypes formels de la bourgeoisie et à l'idéalisme esthétique (sous ses formes bourgeoises ou stalinienne).

C'est dire la naïveté de toute conception instrumentale de l'art (le terme est pris ici au sens large : arts plastiques mais aussi théâtre, cinéma, littérature, musique, danse...). L'art « au service de... » : conception stalinienne, reprise par les maoïstes, qui sous-tend la croyance religieuse et métaphysique en la force de persuasion magique, d'exorcisme en quelque sorte, de ce qui n'est par ailleurs défini que comme « reflet ». L'art ne serait que le reflet de la réalité sociale et des conflits qui s'y déroulent. Mais par quel miracle un reflet, c'est-à-dire une copie, une représentation affaiblie, serait-il doué de la capacité surprenante de convaincre et de convertir ?

En fait, le problème est mal posé, est idéologiquement posé. Car l'art, comme le langage, ne « reflète » rien. Pas même la photographie qui ne devient art que si elle dénature, distancie, métamorphose ce qu'elle est censée reproduire. Seulement, on ne reproduit jamais « purement et simplement ». De deux choses l'une : ou l'on contribue à camoufler plus encore la « vérité » des rapports entre les choses, ou l'on s'efforce de mettre à jour et à nu cette vérité. Ce qui nécessite alors mille détours et parcours souterrains bien en-deçà de la surface des apparences. Car il est faux de s'imaginer que le monde

se donne « comme ça », comme une surface lisse, un spectacle sans coulisses qu'il suffirait de décrire tel quel pour qu'en soit saisie « toute » la réalité (illusion du réalisme naïf) et pour que cette réalité soit parlante. La fonction essentielle de l'art n'est ni de décrire, ni de transmettre des « messages » (nous connaissons les superbes résultats du réalisme socialiste de toute nationalité...). Les effets qu'on peut en attendre sont

les à l'art universel. Non pas le Proletkult.

### la voie à l'invention libre de demain

B. Brecht encourra plus tard le même reproche facile de « formalisme » pour avoir inventé un nouveau réalisme et pensé autrement la relation spectateur — spectacle. Ce qui importe : la multiplicité des valeurs et des significations, les perspectives qu'elles annoncent et non leur réduction à une certitude, à une vérité déjà acquise.

Dans une société autogestionnaire deux principes seraient à respecter de prime abord :

— que tout individu ou collectivité aient toute facilité d'accès aux moyens techniques de la création (le temps faisant partie de ces moyens. Ce qui pose le problème de la répartition du temps de travail). Mais la question reste en suspens : serions-nous pour une complète déprofessionnalisation de l'artiste et de l'intellectuel (sans tomber dans le mythe du populisme et la stérilité du réalisme socialiste) ou pour une professionnalisation reconnue à part entière (en évitant la reproduction de l'idéologie bourgeoise de l'élitisme et de la spécialisation conçue comme privilège ?

— que les motivations de chacun soient libres de tout contrôle bureaucratique. On peut désirer manier la caméra pour le plaisir, à des fins pédagogiques ou propagandis-

Le livre de la fête  
18 F — 96 pages prix fête : 15 F

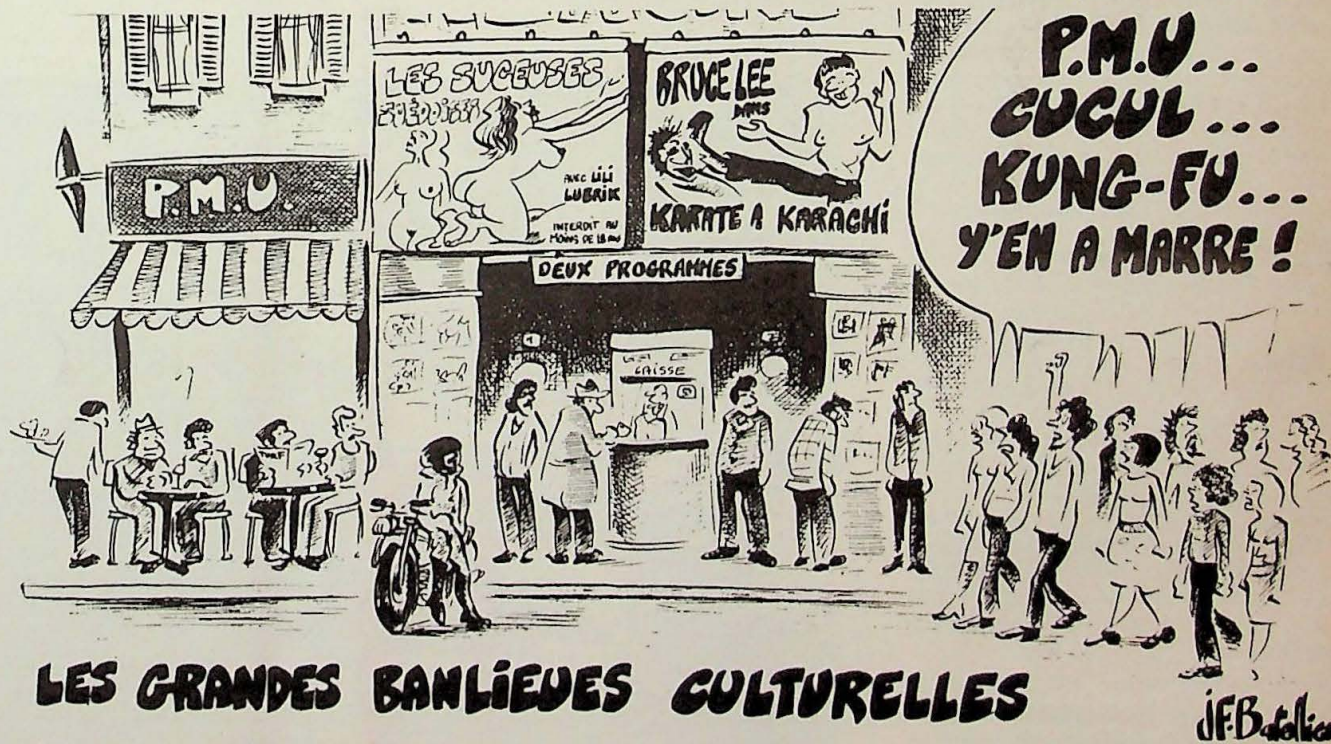
CHANSONS POLITIQUES  
D'AUJOURD'HUI

BERANGER BRUA  
BUHLER IMAGO  
MOULOUJJI SERVAT  
VIGNEAULT



Syros

qu'une nostalgie, une peur ou une défense individuelles. Ce n'est que si toutes les formes d'art ont la possibilité de cohabiter et de se confronter que se dégagera peut-être une forme plus spécifique, réellement en rupture avec toutes les formes de l'art bourgeois, en correspondance avec la réalité mouvante d'une société socialiste. Parce qu'il n'est pas suffisant que les moyens de la production culturelle passent des mains de la bourgeoisie aux mains du prolétariat (aussi prioritaire que soit cette réappropriation en tant que



### LES GRANDES BANLIEUES CULTURELLES

aussi discrets et lointains que profonds : ils touchent aux règles et à la forme même de notre perception, de notre inconscient, de notre mode de pensée et de communications.

Ce sont de grands « changeurs de forme » comme Meyerhold pour le théâtre, Eisenstein pour le cinéma, Maïakovski et Khlebnikov pour la poésie, Malevitch pour la peinture, etc., ceux-là que leurs ennemis désignent ironiquement comme « formalistes », qui ont donné un art à la révolution d'octobre et des perspectives radicalement nouvel-

tes ou, encore, en vue d'une recherche formelle, expérimentale etc. De toute façon, une œuvre qualifiée de réactionnaire (et les critères n'en sont pas toujours évidents) n'est dangereuse que si elle dispose du monopole du marché et de l'information. Quoi qu'il en soit : si une telle œuvre correspond encore à des besoins, ce ne sont pas des mesures autoritaires qui les feront disparaître. Bien au contraire, cela les exaspérerait plutôt ; si, par contre, elle ne correspond plus à rien, en dehors de son auteur, il serait bien superflu de baillonner ce qui n'exprime plus

base matérielle de la révolution culturelle dans l'art) ni même que le privilège de la création devienne le droit de tous pour que « jaillissent » spontanément un art, une littérature, une culture authentiquement révolutionnaires.

D'où l'extrême importance des expériences — nécessairement éclatées et individuelles dans les conditions actuelles — qui ouvrent la voie à l'invention libre de demain. Même si ces expériences apparaissent parfois « hermétiques » (?) ou maladroites.

Marion LAY ■



# cadavres exquis

« *Cadavres exquis* », le titre surréaliste emprunté à André Breton, reflète le style du dernier film de Francesco Rosi : un style surréaliste pour évoquer la réalité politique de 1976 et lui donner un impact fantastique encore plus marquant. Cette Italie, c'est l'Italie à la veille d'élections capitales pour l'avenir du pays, c'est l'Italie du compromis historique que ses promoteurs communistes avaient conçu comme un frein.

Comme le dit, dans le film, un ministre : « la démocratie italienne a mal gouverné seule pendant trente ans ; elle peut continuer à mal gouverner avec les communistes. » Et pourtant, cet espoir de changement, même modéré, a galvanisé les masses populaires. On peut le comprendre quand on constate le degré de putréfaction d'un système dont les représentants souillés sont assimilés, pour l'auteur de « *Main basse sur la ville* » et « *Salvatore Giuliano* », à la mort elle-même. Du point de vue du constat politique, l'admirable film de Rosi en dit déjà long.

## le rouge est mis

La perspective d'accession des communistes au gouvernement est loin d'enchanter toutes les couches de la bourgeoisie. Tout le monde ne réagit pas comme le très désabusé mais très intelligent ministre et ne se fait pas aussi facilement à l'idée de voir arriver les « rouges ». Alors le recours à d'autres moyens pour barrer la route coûte que coûte à toute éventualité de ce genre peut d'autant plus facilement germer dans certaines têtes que les intérêts en jeu sont considérables.

L'histoire de « *Cadavres exquis* » est celle du meilleur limier (Lino Ventura) de la police italienne, à qui est confiée une affaire d'assassinat de magistrat. Il s'agit d'une banale enquête policière si les autres victimes ne faisaient pas partie, elles aussi, des plus hauts représentants de la magistrature. Le geste d'un fou

furieux, le sempiternel recours aux groupes gauchistes, tout est fait par les supérieurs de l'inspecteur de police pour l'égarer sur de fausses pistes et trouver des boucs émissaires. Car, en haut lieu, on se méfie de ce flic qui croit à son métier. Par scrupule de conscience, le flic gêne car il veut aller plus loin et sera amené à poursuivre son enquête dans des conditions quasiment illégales : il a mis « sur écoute » le ministre de l'Intérieur lui-même. Car il soupçonne son supérieur hiérarchique. Une certitude finit par ne plus le lâcher : il a affaire à un complot politique. Une main mystérieuse utilise la rancune d'un pharmacien de province condamné injustement pour tentative d'empoisonnement. Et sa vengeance, il la dirige contre ses premiers juges. Le projet est donc manifeste : par l'utilisation satanique de ces assassinats et la mise en pratique d'une stratégie de tension, « quelqu'un » espère pousser les masses exacerbées entre les mains d'un nouveau « duce » présenté une fois de plus comme le sauveur de la nation. La complexité du complot vient de ce que les protagonistes eux-mêmes, en l'occurrence les magistrats, en sont aussi les victimes. Du reste, Rosi a volontairement laissé dans l'ombre certains aspects du complot pour donner valeur de symbole universel au danger du fascisme rampant, cette peste insidieuse. Mais en puisant plus directement dans le vécu même de la réalité politique italienne, Rosi aurait évité les inconvénients d'une généralisation trop recherchée qui nuit

un peu à la clarté du récit. Rosi aurait dû faire davantage confiance au sujet concret qu'il traitait.

## vérité non-révolutionnaire ?

La réalité politique italienne, le spectateur de « *Cadavres exquis* » la retrouve pleinement dans la scène finale. Convaincu que se trame un complot politique, l'inspecteur de police est décidé à tout révéler au secrétaire du PCI, mais ce sera un rendez-vous avec la mort : les deux hommes sont également assassinés. Les communistes, certains que cette provocation vise à la guerre civile, s'en tiendront à la version officielle de l'événement : simple règlement de comptes de la part d'un policier dérangé qui croyait à un complot communiste. Et le nouveau leader du PCI d'affirmer contrairement à Gramsci « la vérité n'est pas

toujours révolutionnaire ! » L'auteur semble, lui, faire sous-entendre surtout « quand elle ne suit pas le rythme des échéances qui sont fixées à la lutte des classes par le PCI ».

La presse communiste italienne a mal reçu le film. Pourtant, le PCI, tout le long du film, est montré comme une force de régénérescence. Comme déclare le metteur en scène, il ne faut pas sacrifier les deux heures du film aux deux minutes de la fin. Rosi ne fait pas que critiquer, il pose le problème de notre temps : « *Cadavres exquis* » constitue la tentative poussée jusqu'à l'absurde d'explorer les conditions précises et complexes d'accès de la gauche au gouvernement (sans parler du pouvoir), dans une société développée où les moyens de riposte de la réaction se sont raffinés en fonction de la technique. Naturellement, c'est plus difficile que de raconter une fois de plus la révolution de 1917.

Alain TLEMEN ■

# avec le sang des autres

Les chefs-d'œuvre commerciaux du Festival de Cannes vont commencer à envahir les écrans, certains vont occuper à eux seuls dix, quinze, vingt salles à Paris et sa périphérie pour aller ensuite complètement anéantir les salles de province. La publicité, les médias vont s'en emparer, cela va être la ruée.

Cela va être aussi le prétexte pour tuer d'autres films. Prétexte aussi minable que les pétards mouillés de *Gloria Mundi*. Des films vont donc être retirés de l'affiche pour assurer la rentabilité des productions d'Alain Delon et Cie. L'un d'entre eux s'appelle justement *Avec le sang des autres*, signé Bruno Muel, film qui essaie de survivre dans une petite salle du Quartier latin.

## la violence du quotidien

Bien que relatant une autre violence que celle de *Gloria Mundi* sous une tout autre forme cinématographique, ce film dérange également beaucoup certaines personnes puisqu'il nous donne à voir et à entendre la violence qu'exerce depuis des dizaines d'années un certain patronat (Peugeot) sur toute la population d'une ville-usine de la province française (Sochaux) de façon quotidienne, profonde et réfléchie. Cette prétendue, cette soi-disante béatification de la classe ouvrière, ces méthodes fascistes s'expriment parfaitement à travers les voix de deux générations d'ouvriers : « Moi qui vous parle, j'ai été à l'école privée Peugeot, j'ai été à l'école d'apprentissage Peugeot, j'ai pratiqué du sport chez Peugeot, mon père est mort chez Peugeot. Bien sûr, il a été

enterré dans un cercueil Peugeot, sur un corbillard Peugeot. » (R.R., militant CGT licencié des usines Peugeot en 1938). Et la nouvelle génération : « C'est dur la chaîne. Moi, maintenant, j'ai la trouille d'y aller, c'est pas le manque de volonté, c'est la peur d'y aller, la peur qu'ils me mutilent encore davantage, la peur que je puisse plus parler un jour, que je devienne muet. » (C.C., entré à 18 ans chez Peugeot, 6 ans de chaîne).

Ces deux passages d'interviews, pris parmi d'autres, dont celui de cette jeune femme, ouvrière chez Peugeot, femme d'un ouvrier de chez Peugeot qui, elle, a abdiqué de la vie depuis longtemps, sont par eux-mêmes suffisants à exprimer le propos du film, les images dures et fascinantes de la chaîne, de la lassitude quotidienne, de la lassitude de se battre, mais aussi images d'espoir.

Ce film est le deuxième volet d'un autre film *Week-end à Sochaux* tourné par la même équipe de cinéastes et d'ouvriers en 1970. Mais, celui-ci, montrant les ouvriers en colère et en lutte, se voit fermer les portes de la distribution. Deux films exemplaires de travail collectif cinéastes-ouvriers. Faute de pouvoir voir les deux, il ne reste plus qu'à se battre pour que l'autre sorte et qu'ainsi le cinéma des autres devienne celui de tous.

Jean-Marie DAGONEAU ■





un entretien avec

## Henri Lefebvre

### le marxisme l'Etat et son dépérissement

Après le bilan parlé du *Temps des méprises* (Cf. TS n° 684), Henri Lefebvre vient de publier, aux éditions Christian Bourgois (collection 10/18), la première d'une série de quatre études sur l'Etat. Le premier volume traite de l'Etat dans le monde moderne. Le second volume abordera l'aspect historique du problème dans la philosophie et dans la théorie marxiste, de Hegel à Mao en passant par Staline ; le troisième tentera de dégager le concept de mode de production étatique (MPE) ; le quatrième, enfin, traitera des contradictions de l'Etat.

Entre deux voyages aux quatre coins du monde (après la Chine populaire et l'Afrique noire, c'est aujourd'hui le tour de l'Australie et de l'Indonésie), et deux tournées de conférences dans les universités des pays ainsi traversés — voyages et conférences qui sont l'occasion pour lui d'élargir le champ de son enquête — Henri Lefebvre a bien voulu faire avec nous le point de sa réflexion actuelle sur l'Etat. Une réflexion qui nous concerne, alors que, en France même et dans toute l'Europe du Sud, la question du pouvoir — et donc de l'Etat — est enfin à l'ordre du jour.

**Victor Leduc :** En continuité avec l'ensemble de ton œuvre, tu as entrepris une étude complète de l'Etat, problème décisif dans la lutte politique aujourd'hui. Et tu nous annonces un programme d'une très grande richesse. Pourrais-tu revenir sur ta définition de l'Etat ?

**Henri Lefebvre :** Je voudrais d'abord insister sur la notion de coupure politique. La notion de coupure épistémologique s'est diffusée au cours de la dernière période et son succès me paraît fondamental. Entre l'œuvre de Hegel et celle de Marx, il y a coupure politique, en ce sens que Hegel est un apologiste de l'Etat et Marx un critique de l'Etat. A l'intérieur même de l'œuvre de Marx, il y a coupure politique entre les premières œuvres où il réfute la philosophie hégélienne de l'Etat, c'est-à-dire l'apologie de l'Etat, et les œuvres de la fin de sa vie où il critique tout Etat parce qu'il adopte, à la suite de la Commune de Paris, la thèse de la rupture et du dépérissement de l'Etat.

C'est l'occasion de remarquer d'abord que le mouvement ouvrier lui-même s'est scindé sur cette question décisive. Le mouvement en France avec la Commune est anti-

étatique, sans doute, parce que l'Etat était déjà très fort et très centralisé en France depuis les Jacobins et Napoléon I<sup>er</sup>. Au contraire, très vite et très tôt, le mouvement en Allemagne avec Ferdinand Lassalle et le parti social-démocrate allemand est étatique, sans doute parce que l'Allemagne n'était pas unifiée.

Dans la « Critique du programme de Gotha », Marx s'adressant aux Allemands explique avec beaucoup de force comment l'Etat doit pour lui se résorber dans la société civile. Dans d'autres textes inspirés par la Commune, il indique avec non moins de force comment la révolution politique brise l'Etat bourgeois et le mène au dépérissement, thèse reprise et développée par Engels d'abord, Lénine ensuite. En regardant de près, on s'aperçoit que ces thèses étaient déjà implicites dès les premières œuvres, dites œuvres de jeunesse. Marx, en effet, introduit dès le début par rapport à Hegel la double thèse de l'aliénation philosophique et de l'aliénation politique que Hegel méconnaît.

**qu'est qui dépérit  
avec l'Etat ?  
c'est la ou le politique**

Donc pour Marx, l'Etat n'est autre chose que la forme du politique, forme qui présuppose les formes de la marchandise, de l'argent, du capital, qui ne se superpose pas du dehors à elles, mais leur est inhérente pour ensuite émerger au cours de l'Histoire au-dessus d'elles. *Telle est, je crois, la définition qu'on peut donner de l'Etat : c'est la forme du pouvoir politique.*

Il y a des coupures politiques au cours de l'Histoire : entre la cité-Etat

antique, l'Etat féodal-militaire et l'Etat-nation. Ces coupures politiques ne coïncident pas exactement avec la succession des modes de production antique, médiéval, capitaliste mais leur correspondent globalement. La coupure entre l'Etat-nation et ses antécédents a été marquée par des révolutions, dont la Révolution française.

**V.L. :** Parmi les formes de pouvoir politique, tu examines l'Etat moderne dans ses différents aspects. Et tu emploies à ce propos une expression forte : celle du terricide. S'agit-il d'un nouveau visage de l'Etat ?

**H.L. :** Je commencerai par répondre que cette question de l'Etat, dont déjà Marx et Lénine soulignaient l'importance, n'a pas été examinée par les « marxistes » selon une démarche adéquate. Du moins à mon avis. Gramsci lui-même se pose la question du pouvoir à l'intérieur de l'Etat, c'est-à-dire de l'hégémonie, mais non celle du fonctionnement de la forme étatique. D'autres, comme Poulantzas, par exemple, ont construit un modèle abstrait de l'Etat baptisé pour l'occasion marxiste, mais qui n'est qu'un modèle de l'Etat en général.

**la mondialisation  
de l'Etat...**

A mon avis, le point de départ de la réflexion politique aujourd'hui, ce n'est pas l'Etat en général, l'Etat *in abstracto*, ni même l'Etat d'après Lénine, ou Staline. Le point de départ, c'est la mondialisation de l'Etat. Phénomène stupéfiant qui s'est passé autour de nous depuis quelques dizaines d'années, et qui est resté presque inaperçu : *naturel pour les uns, et rationnel pour les autres. De sorte qu'aujourd'hui, l'Etat couvre le monde. Et la chaîne des Etats enserré la planète.* Je dis que c'est un phénomène stupéfiant : aucune religion n'a obtenu ce résultat, seul dans le monde moderne le sport a atteint cette diffusion mondiale. Le sport, l'Etat : peut-être y a-t-il un rapport. Les phénomènes me frappent, mais je ne prétends pas en détenir la clef.

Je ne connais pas le nombre exact des Etats-nations inscrits à l'ONU (entre 150 et 175, je crois : dernier en date, l'Angola). Les défenseurs de la rationalité étatique auraient bien tort de triompher. Certes, il y a l'ONU, le système des Etats, la Déclaration universelle des droits de l'Homme, etc. *Mais les éléments d'irrationalité et de violence prolifèrent en même temps que le système des Etats.* La violence apparaît partout. Beaucoup de ces Etats-nations ne sont des nations que de nom. Et on peut même se demander si la nation n'est pas un effet politique, l'effet de l'Etat.

**et le terricide**

Les Etats-nations sont en principe égaux à l'ONU. Et ce n'est pas tout à



Henri Lefebvre est né en 1905 sous le double signe de la Marchandise et de la Bureaucratie (famille de commerçants et de fonctionnaires). Professeur agrégé de philosophie, il anime, à la fin des années 1920 et en compagnie de P. Morhange, N. Guterman, G. Friedman, G. Politzer et plus tard de P. Nizan, l'éphémère « Revue marxiste ». Militant du PCF à partir de 1928, il participe, après le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, à la tentative de construction, à l'intérieur du PCF, d'une opposition antistalinienne. Suspendu, il quitte le PCF en 1958, suit avec sympathie la naissance du PSU et participe à l'animation du Centre d'études socialistes. Ami des situationnistes, il enseigne la sociologie à l'université de Nanterre lorsque éclate Mai-68. Henri Lefebvre se situe aujourd'hui dans la mouvance du courant autogestionnaire.

De son œuvre, retenons : *Critique de la vie quotidienne* (2 vol., aux Editions de l'Arche, résumé chez Gallimard, coll. Idées ; *La Vie quotidienne dans le monde moderne*) ; *La Somme et le reste* (Balbaste) ; *La Proclamation de la Commune* (Gallimard) ; *L'Irruption de Nanterre au sommet* (Anthropos : *Le Droit à la ville* - 2 vol. chez Anthropos) ; enfin *La Pensée marxiste et la ville* (Casterman, coll. de poche).



fait une fiction, puisqu'il y a des votes. Mais en même temps, cette égalité n'est qu'une illusion, puisqu'il y a une hiérarchie des Etats depuis les super-grands jusqu'aux très petits, en passant par les grands et les moyens. Ce qui montre comment l'ONU généralise à l'échelle mondiale le principe de la démocratie limitée qui égalise l'inégal et rend équivalent le non-équivalent.

Mais voici plus grave : il se superpose aux autres marchés, c'est-à-dire ceux de la force de travail, des marchandises et des moyens de production, des capitaux eux-mêmes, un marché inter-étatique qui porte notamment sur les armes et les armements. *Le système des Etats, apparemment raisonnable, s'accompagne d'une colossale production d'armements* que les Etats avancés produisent pour la vente. *L'organisation mondiale des Etats n'est ni innocente ni rationnelle. Les dangers sont effroyables.* Aux dangers de la bombe atomique, détenue par quelques grands Etats, aux dangers de la pollution et de la destruction de la nature, s'ajoute celui de l'armement de tous les Etats, grands

et petits. Ce danger à l'échelle planétaire, je l'appelle « Le terricide ». Il s'agit de rien de moins que de la destruction de la Terre.

**V.L. : Il est évident que l'Etat moderne n'aurait pas ce pouvoir effrayant, s'il n'opérait dans le silence et le mystère. Comment vois-tu ce problème du mystère et de la mystification de l'Etat, auquel tu consacres un chapitre ?**

**H.L. :** Les partisans de l'Etat croient comme Hegel à la rationalité supérieure de l'Etat. Cette idéologie a beaucoup d'importance puisqu'elle fonde l'idée et la pratique du service public. Cette idée et cette pratique s'estompent, mais restent vivaces dans la superstruc-

## gestion et violence

Mais le problème de fond, c'est de comprendre comment ça fonctionne. C'est un problème, parce que l'Etat moderne est d'une telle complexité que personne, même pas les chefs d'Etat, ne le connaît dans toutes ses parties, dans toutes ses institutions. Le fonctionnement de la bureaucratie échappe aux bureaucrates eux-mêmes. Pensez à une institution comme la Sécurité sociale.

Mais l'analyse ne peut se perdre dans le labyrinthe institutionnel. *Ce qu'il faut remarquer comme fil conducteur de l'analyse, c'est que*

dans certaines conditions une force productive.

*Ainsi l'Etat est insaisissable. Il est toujours ailleurs. Quand on croit le saisir ici, il est toujours déjà ailleurs. D'où la difficulté d'une connaissance de l'Etat. Cette connaissance se heurte à chaque instant à de multiples obstacles, ce qui permet de parler du mystère de l'Etat. Mais c'est un peu au sens où Marx parlait du mystère de la marchandise, à la fois mystérieuse et évidente.*

## mystère de l'Etat

Le mystère de l'Etat devient plus saisissable, plus localisable lorsqu'on se rend compte que toute bureaucratie a son mystère. Tout appareil d'Etat et toute institution a ses coulisses. Il me semble que l'Etat entretient son propre mystère en s'occultant lui-même. Et plus gravement en diffusant des idéologies, en faisant main basse sur le savoir par des institutions et finalement en répartissant lui-même dans la société les lumières et les ombres.

*l'Etat moderne a deux aspects fondamentaux : la gestion et la violence. C'est sa double face. D'un côté, il est gestionnaire de l'ensemble social. A ce titre, il domine la société civile. Il a pris en main l'économie. Il a la charge de la croissance, qu'il s'agisse du capitalisme d'Etat ou du socialisme d'Etat. Mais d'autre part, l'Etat et le chef de l'Etat disposent de l'armée, de la police, et dans une large mesure de l'appareil judiciaire. L'Etat a donc un aspect qui le lie à la mort, un aspect que l'on peut dire mortifère. Or, ces aspects renvoient l'un à l'autre, dans un effet que l'on peut dire, non pas de miroir, mais de miroitement et de mirage. La gestion renvoie à la force, et la violence à la gestion. Il y a une production pour la mort, celle des armes. L'armée elle-même devient*

**V.L. : Peut-on alors parler à ce propos d'appareils idéologiques d'Etat ?**

**H.L. :** Je ne crois pas. Cette notion m'apparaît suspecte. Peut-être convient-elle au parti dominant détenteur du pouvoir en régime socialiste tel que nous le connaissons. Il semble en effet que le Parti communiste d'URSS fonctionne comme appareil idéologique d'Etat, manipulant le marxisme à sa guise et suivant ses besoins, comme autrefois l'Eglise manipulait la scolastique et le thomisme. Ce dont Louis Althusser a fait la théorie. Mais dans nos pays et tels que nous les connaissons, les grandes idéologies naissent dans la société civile. Par exemple, le rationalisme est né dans l'ensemble de la société française et européenne pendant la montée du

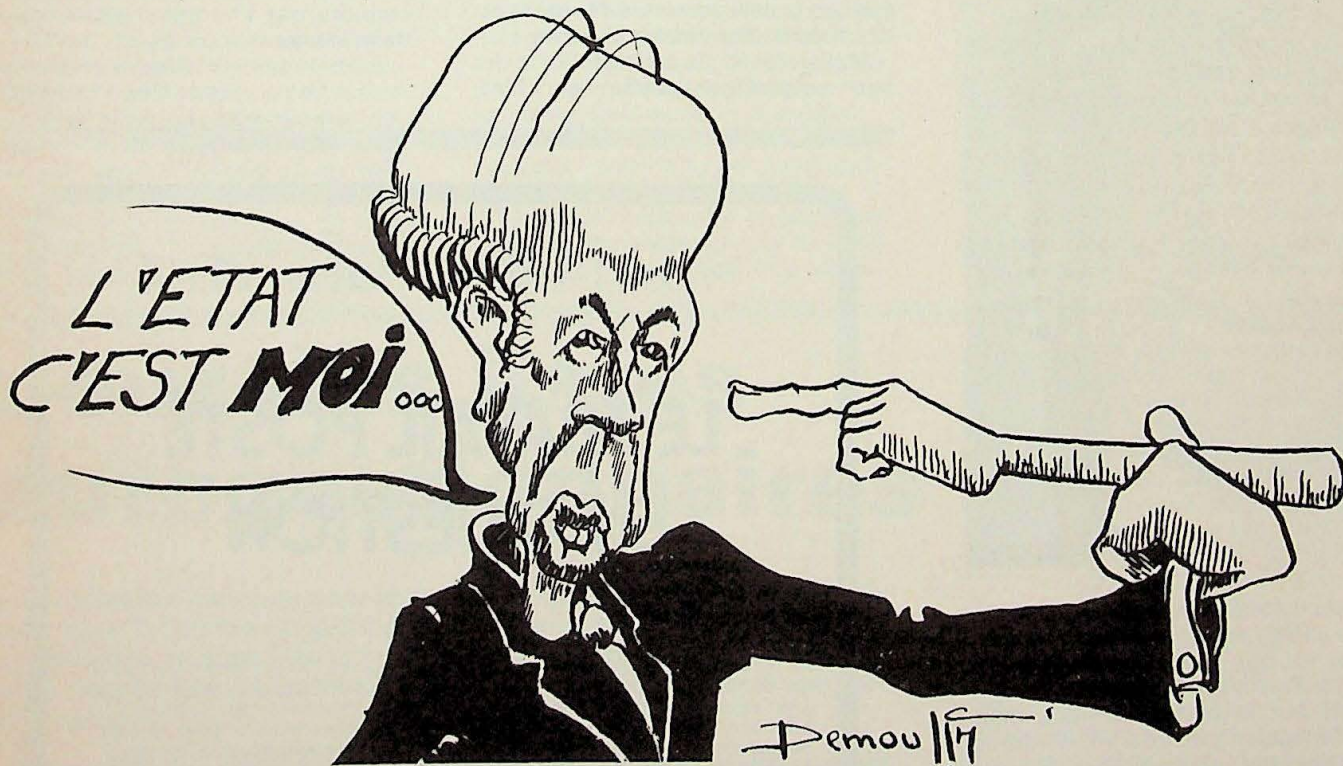
capitalisme et de la bourgeoisie. Mais il n'a pris forme idéologiquement définie que dans des institutions qui n'avaient pas d'abord pour fonction de secréter de l'idéologie, mais du savoir : l'école, l'Université...

## transition et autogestion

**V.L. : Tu parles dans ton livre des incertitudes et des obscurités du concept de la transition du capitalisme au socialisme chez Marx. Dans notre réflexion, sur l'autogestion nous nous heurtons au même problème. Et l'autogestion semble alors répondre à certaines lacunes dans la théorie même de la transition chez Marx.**

**H.L. :** Ce concept de transition est particulièrement important et particulièrement obscur. Il serait intéressant de faire une anthologie des textes sur la transition de Marx à nos jours, en passant par Lénine, Trotski, Gramsci et jusqu'au *Manifeste*. Première remarque : est-il exact que pour Marx la transition du capitalisme au socialisme suit la révolution politique, c'est-à-dire la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés ? Je crois que oui. Deuxième remarque : pour Marx et même pour Lénine, l'essor des forces productives devait également suivre cette révolution, puisqu'ils considéraient, au moins dans un certain nombre de textes, les rapports de production capitalistes comme des entraves à cet accroissement. Il y a là un problème. Y a-t-il eu accroissement des forces productives dans le cadre du capitalisme ? Oui. Comment et pourquoi cette accumulation du capital s'est-elle poursuivie dans le cadre des rapports de production capitalistes ? Il me semble qu'il faut faire appel à l'œuvre de Rosa Luxemburg pour le comprendre. *Toujours est-il que dans une certaine mesure et sous certains aspects, nous sommes dans la transition.*

La thèse que je présente est la suivante : 1) cette transition tend à se fixer dans un mode de production qui n'est ni le socialisme prévu par Marx ni le capitalisme de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle ; c'est ce que j'appelle le mode de production étatique (MPE); 2) à cette fixation par le sommet répliquent des mouvements de la base, mouvements très complexes qui visent des revendications qualitatives, des revendications concernant l'espace, mais aussi et surtout l'autogestion : tantôt celle des entreprises, tantôt celle des territoires. Cette réplique de la base cherche sa voie. Dans ce schéma, elle se conçoit comme la contrepartie du rôle de plus en plus accablant pris par l'Etat. Il se forme pendant cette période transitoire, une contradiction de plus en plus profonde, un conflit de plus en plus accentué entre la base et le sommet, entre les mouvements autogestionnaires et les pouvoirs étatiques.





**V.L. : La tradition a débouché en URSS et dans un certain nombre d'Etats du même type sur le stalinisme. C'est le grand problème des marxistes contemporains. Avec le mode de production étatique (MPE), est-ce une analyse nouvelle du stalinisme que tu proposes ? Que veux-tu dire par là ?**

**H.L. :** Je pense que l'Etat moderne s'est transformé qualitativement à partir du moment où il a pris en charge la croissance économique. J'irai jusqu'à dire qu'il y a une certaine coupure politique entre l'Etat gestionnaire de la croissance et les formes politiques antérieures. y

qu'ont suivi les autres Etats, et d'abord de façon caricaturale et sanglante les Etats fascistes, qui ont centré la croissance sur la puissance militaire impérialiste. A la même période, d'autres Etats ont suivi une voie analogue, mais d'une manière que l'on peut dire encore progressiste : je pense par exemple au Mexique et au Parti révolutionnaire institutionnel. Mais on peut aussi penser au New Deal de Roosevelt, qui a sauvé le capitalisme, mais en introduisant des éléments régulateurs dans l'économie.

*Je crois que tous les Etats modernes se sont engagés dans cette voie, mais inégalement. La loi léninienne d'inégalité prend ici un sens im-*

d'éliminer les différences, ni de négliger les analogies. Seul obstacle devant le MPE : les mouvements de la base.

**V.L. : Y a-t-il d'autres variantes possibles pour une réponse marxiste aux problèmes de l'Etat ? Le trotskisme, par exemple, constitue-t-il, par rapport à ce qu'a été la réalité de la transition en URSS, une autre solution ? Question parallèle, mais plus concrète : que penses-tu des rapports entre la Révolution culturelle en Chine et le problème de l'Etat ?**

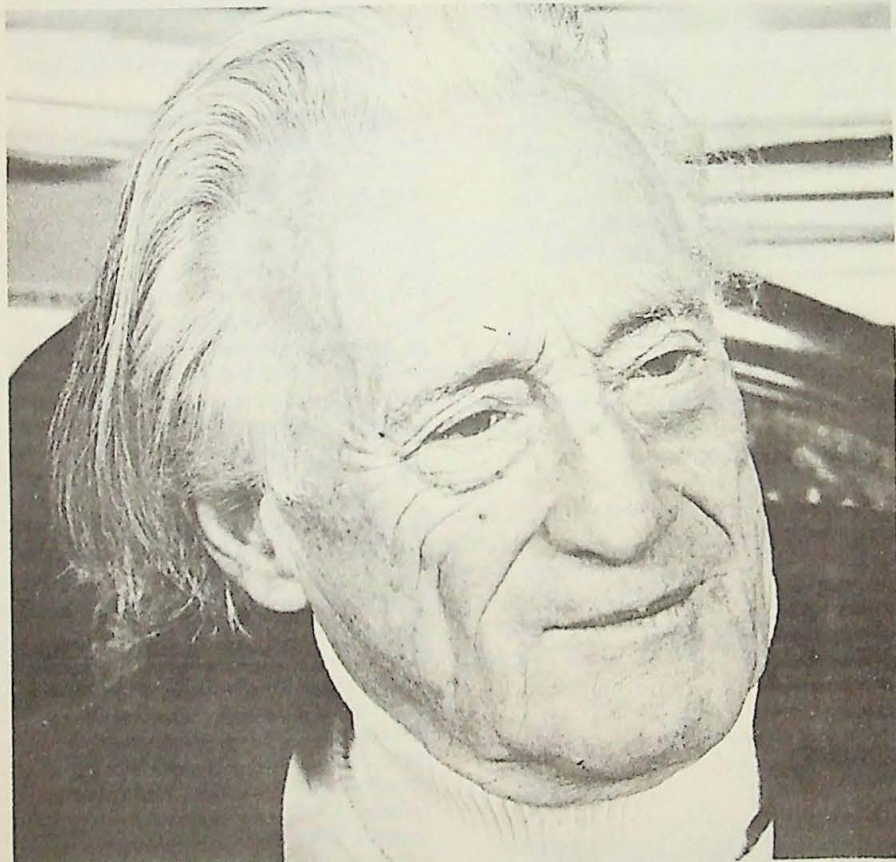
**H.L. :** Les critiques de Trotski et des trotskistes contre le stalinisme restent fondées et pertinentes. Dans la ligne de pensée trotskiste, il y a eu après Trotski beaucoup de réflexions et d'œuvres remarquables. Toutefois les diverses tendances trotskistes, divergentes entre elles, ont ceci de commun qu'elles restent trop attachées à des pensées qui portent leur date. Et ceci malgré quelques tentatives intéressantes comme celles de Pierre Naville, qui dès son époque trotskiste a émis des idées et des thèses d'un intérêt durable.

Mais je reproche aux trotskistes de faire exagérément confiance à l'Etat

et de rappeler rarement, sinon jamais, les thèses de Marx sur le dépérissement de l'Etat. C'est l'occasion de rappeler que pour Marx, Engels et Lénine, la dictature du prolétariat va de pair avec le dépérissement de l'Etat : c'est la voie même du dépérissement de l'Etat. Quand on abandonne la dictature du prolétariat, comme aujourd'hui le Parti communiste français, on abandonne aussi le dépérissement de l'Etat et on éternise l'Etat, qu'on le sache ou non. On est hégélien et lassalien plutôt que marxiste. Mais quand on insiste sur la dictature du prolétariat en « oubliant » également le dépérissement de l'Etat, l'arrivée est bien proche dans ce dernier cas du cas précédent.

Quant à la Révolution culturelle, dans la mesure où l'on sait ce qui s'est passé, elle semble mal nommée. C'était une révolution politique. Elle interdisait au parti communiste, à la bureaucratie et à l'Etat lui-même de s'ériger au-dessus de la société. En ce sens, on ne peut que l'approuver. Mais j'avoue ne pas bien savoir comment fonctionne aujourd'hui l'Etat en Chine. Il y a lieu de craindre que l'héritage stalinien ne pèse lourd.

Propos recueillis par Guy PERRIN ■



compris l'Etat-nation de la période du capitalisme concurrentiel et même du capitalisme monopolistique. L'Etat dans ces conditions, ne s'érige plus au-dessus de la société. Il n'est pas simplement un pouvoir politique de classe, il pénètre la société entière. Le stalinisme fut d'abord cela : l'Etat prenant en charge par le plan économique la croissance et le développement de la société. Mais aussitôt dans le stalinisme le développement, c'est-à-dire l'enrichissement qualitatif des rapports sociaux, a été sacrifié à la croissance. Les dates sont assez claires : la période brillante de la Révolution russe, qui a laissé de telles traces et a tellement contribué à l'image de la Russie soviétique par la suite, se termine entre 1925 et 1930, après quoi on entre dans la terrible période du stalinisme qui coïncide avec la période des plans quinquennaux.

C'en est alors fini pour longtemps de la thèse marxiste et léninienne du dépérissement de l'Etat. L'Etat stalinien est le prototype et le modèle

prévu. Le mode de production étatique (MPE) règne sur le monde, et c'est lui qui s'est mondialisé avec l'Etat. Partout la croissance l'a emporté sur le développement, mais très inégalement. Le MPE n'interdit pas des alternances de libéralisme et d'autoritarisme. On voit parfaitement en France aujourd'hui, comment le néo-libéralisme se sert de toutes les institutions mises en place pendant la période autoritaire De Gaulle-Pompidou. Il en va de même dans tous les pays. La planification brutale a cédé la place à des méthodes beaucoup plus fines : par exemple, la planification par bilans financiers qui s'accomplit exemplairement en France, et qui est à sa manière aussi efficace, mais beaucoup plus souple, que la planification par bilans-matières encore employée dans le système soviétique.

*Je crois pouvoir dire que le capitalisme d'Etat et le socialisme d'Etat sont deux variantes ou deux espèces d'un même genre : le mode de production étatique (MPE). Il ne s'agit ni*

Hubert LANDIER Norbert VIEUX

## LE TRAVAIL POSTÉ EN QUESTION

Le travail en horaires alternants (2x8, 3x8) concerne plus de 20 % des ouvriers français du secteur privé sans compter les entreprises nationales et les personnels de l'Etat. Aujourd'hui les travailleurs postés, notamment les jeunes, ne se contentent plus de primes mais commencent à exiger l'amélioration de leurs conditions de travail.

Quelles sont les conséquences du travail posté ? Comment peut-on pratiquement en améliorer les conditions ? Comment reclasser les postés âgés ou inaptes aux postes ? Peut-on supprimer le travail posté ?

A partir de recherches et de réalisations récentes une réponse à des questions qui vont s'imposer de plus en plus dans les prochaines années.

Dr N. Vieux, Médecin du travail, donne les conclusions d'une longue expérience de praticien.

H. Landier, chargé de mission à la Fondation Européenne pour l'Economie, fait entendre le point de vue convergent de l'économiste.

**CERF**



## témoins ou acteurs ?

**Le débat s'engage. Un choix tactique y mettra fin et... le PSU continuera. Pour un révolutionnaire, craindre le carcan municipal me laisse rêveur. Serions-nous si désarmés que six longues années de confrontations avec les réformistes nous effrayent ? Le meilleur moyen de démontrer l'utilité de notre petite organisation n'est-il pas la prise en charge de questions concrètes ?**

Le meilleur moyen d'expliquer l'efficacité de notre politique n'est-il pas de participer à un combat unitaire pour gagner et pas seulement pour témoigner ? Le meilleur moyen d'amener les travailleurs à s'occuper de leurs propres affaires n'est-il pas de transformer les mairies en maisons de verre à leur service ? Ce sont nos objectifs à la mairie de Nîmes depuis 1965.

Certes, aboyer ou témoigner peut être intellectuellement satisfaisant... Mais combien le corps à corps permanent avec le réformisme demeure plus instructif et plus payant... dans la mesure où les militants du parti savent traduire leurs paroles en actes aux yeux du plus grand nombre. Agir avec les travailleurs, les aider dans leurs luttes, in-

suffler l'idée de contrôle, démystifier le poids des notables, c'est aussi disposer de moyens matériels, d'une tribune et mener un combat permanent et compréhensible contre l'idéologie dominante. Etre élu municipal doit surtout servir à cela ! Et cela ne s'écrit pas mais se vit !...

Tout au long de cette bataille, combien d'abandons, d'excuses, de renégats ?... Quelle expérience pour ceux qui résistent ! A Nîmes, en 1965, nous étions huit élus... aujourd'hui, trois demeurent en ligne... la presse les appelle les voltigeurs : ceux qui « éclairent » les gros bataillons !

Nous ont quittés des enseignants torturés, des cadres en mal de technocratie, un docteur par trop électo-

raliste. Demeurent deux employés et un cheminot... N'est-ce pas significatif ? Notre action municipale fut jalonnée de coups d'éclat comme en 1968 où, face aux communistes, nous défendions l'esprit de Mai, d'isolement comme aux beaux jours du Programme commun où certains se demandaient si le PSU existait encore. Mais notre persévérance dans l'information de la population, avec ou sans nos partenaires, dans la participation à la vie du parti et à sa progression idéologique, dans le souci de demeurer de simples militants, dans la contestation pointilleuse du pouvoir municipal, dans la recherche de l'unité au profit des travailleurs devait nous permettre

Le camarade M. Hoch écrivait dans le dernier *Tribune Socialiste* : « Seul notre camarade V. Leduc a l'honnêteté politique de répondre à cette question » : il s'agit de savoir si le PSU entend favoriser le pouvoir des travailleurs en offrant une alternative politique de masse aux faux-fuyants du Programme commun. Je ne revendique nullement l'exclusivité de l'honnêteté politique. Pour moi, elle doit être l'apanage de l'ensemble des camarades du parti.

Mais comment, *honnêtement*, le camarade M. Hoch, se référant à l'interview que j'ai donnée à *PH*, peut-il écrire que je préconise une stratégie « basée sur un lieu harmonieux entre l'action gouvernementale à laquelle participerait le PSU et le mouvement populaire ? »

Comment peut-il écrire « Oui ou non, à chaque été, les dirigeants du PSU découvrent-ils avec quelques années de retard que le CERES a rai-

de surnager et surtout d'avancer. Ce ne fut pas une tâche facile.

Aujourd'hui, le bilan apparaît positif : le refus du municipalisme, la reconnaissance de notre existence autonome, l'avancée de nos idées, la dimension politique donnée aux affrontements avec le préfet et la chambre de Commerce en sont les principaux éléments.

A Nîmes, deux stratégies s'expriment : celle du Programme commun et celle du PSU. Nous l'avons affirmé assez haut pour que PC et PS le reconnaissent, l'admettent et le disent.

**J. COMPERE,  
militant du PSU (1960-1976),  
Fédération du Gard ■**

son ? »

J'ai parlé, c'est vrai, de « stratégie de développement ». Cette expression est employée aussitôt après une question de *PH* ainsi formulée « Votre stratégie ne s'apparente-t-elle pas avec « la dialectique du haut et du bas » préconisée par le CERES ? »

Et voici ma réponse : « Nous avons des divergences avec le CERES. Pour nous, il n'est pas question d'institutionnaliser le double pouvoir. Le pouvoir populaire doit l'emporter sur un pouvoir fonctionnant encore dans le cadre des institutions de la démocratie bourgeoise. »

Cela aurait dû éclairer et rassurer le camarade M. Hoch sur la perspective dans laquelle se situe cette stratégie et sur les objectifs qu'elle se fixe. Mais a-t-il vraiment lu cette interview ?

**Victor LEDUC ■**

## pour des listes autogestionnaires

**Une répétition générale pour en finir avec Giscard un an plus tard. Tel sera, pour la grande majorité des travailleurs, le sens des prochaines municipales, et nous ferons tout pour qu'il en soit bien ainsi. Mais de cette volonté à sa réalisation, il y a l'affrontement politique majeur qui se prépare.**

Giscard décidé à rester à la barre même en cas de victoire électorale des partis ouvriers en 1978 : voilà qui n'a rien de surprenant. Mais que le PS ouvertement et le PC silencieusement se montrent prêts à conserver Giscard, éclaire le degré de compromission auquel sont prêts ces partis. Pourront-ils mettre sur pied un compromis politique durable avec la bourgeoisie, Giscard à l'Élysée, Mitterrand à Matignon ? Il y a fort à parier que non, car les travailleurs encouragés par la victoire politique s'engageront à terme dans sa traduction sociale. C'est donc bien au-devant d'une crise politique et sociale que nous allons. Tel est le contexte du débat sur les municipales.

Il faut être très clair : il ne peut y avoir d'accord national avec le PC et le PS que dans le cadre du compro-

mis politique que ces partis espèrent passer avec la bourgeoisie. Or, il semble bien que la plupart des camarades qui veulent obtenir des listes communes avec le PC et le PS ne sont nullement décidés, ni à souscrire au Programme commun, ni à déplacer des virgules dans le programme municipal des partis de gauche. Alors, les camarades pensent-ils que dans les villes de plus de 30 000 habitants et dans la grande majorité des autres, les fédérations PC et PS (sans parler des radicaux de gauche) accepteront ce qui est inacceptable nationalement ? C'est courir au-devant de graves désillusions ou prendre pour des concessions l'affirmation habituelle du PC et du PS à soutenir l'action des élus par des comités de quartier, extramunicipaux, etc. Nous serions alors une caution de gauche

à « la gestion sociale et démocratique » des municipalités.

Vouloir que le courant autogestionnaire soit massivement présent dans les mairies pour en faire des « bastions », cela suppose un alignement programmatique sur l'union de la gauche. Il faut choisir.

### unité d'action ou de textes ?

Mais, nous objecte-t-on, « la politique d'unité d'action implique que nous engagions des discussions avec l'union de la gauche en vue de listes communes ». Lorsque, par exemple, nous proposons une bataille commune contre la répression dans l'armée, il s'agit bien d'action de masse, notre campagne ayant déjà mobilisé au sein des casernes et à l'extérieur de très larges secteurs. La construction de ce rapport de forces n'est pas une condition préalable que nous mettons à l'unité d'action : mais il facilite considérablement les choses.

Alors, peut-on parler d'action de masse électorale ? Comment faire pour que l'autogestion ne se réduise pas à une simple affirmation de propagande ? C'est en contribuant à mobiliser le courant de masse porteur d'une réelle activité de contrôle (qui ne se reconnaît pas dans les propositions de l'union de la gau-

che) et à le regrouper sur des listes autonomes. Nous aurons les moyens de proposer et d'imposer, parfois, l'unité d'action avec l'union de la gauche sur les différents secteurs (emploi, cadre de vie, nucléaire, etc.). Croire que nous pourrions entraîner ce courant dans l'union de la gauche pour renforcer notre position face au PC et au PS dans la recherche d'accords, relève d'une profonde erreur politique.

### unité des révolutionnaires ?

Les propositions de listes d'unité des révolutionnaires ne sont pas satisfaisantes non plus : il y a mieux à faire que de témoigner de notre foi révolutionnaire. L'expression du mouvement autogestionnaire dans ses formes organisationnelles multiples sur les listes autonomes est la seule réponse. Elle nécessite un débat et un combat politique dans l'extrême gauche. Elle implique parallèlement la recherche, au cours même de la campagne électorale, d'actions communes avec le PC et le PS.

Souhaitons que les leçons de Tours soient tirées à la lumière du processus qui s'amorce dans l'extrême gauche italienne.

**Jean-Louis WEISSBERG ■  
Bureau fédéral,  
région parisienne**



# maison de verre

## des stages pour tous

**L'école est bientôt finie, mais, au PSU, on ne s'arrête jamais. La période d'été est mise à profit pour multiplier les stages et, ainsi, offrir aux militants les moyens de mieux situer leur pratique et de participer plus encore à l'élaboration collective du parti.**

Il est bon de rappeler aux camarades que, depuis des années, dans les stages, nous essayons d'inventer de nouveaux rapports : entre les militants et ceux qui les accompagnent (notamment les enfants), entre les loisirs et la formation (demandez à d'anciens si les meetings bidons, ce n'est pas une manière de se former tout en s'amusant), entre les tâches matérielles et la réflexion (tous, à tour de rôle, prennent en charge vaisselle, service, frappe, sécurité, entretien, etc.).

Tout cela crée des liens nombreux, quelque chose de différent de la vie quotidienne. D'une certaine manière, une vie nouvelle émerge. Quelque chose qui permet d'affirmer : oui, l'autogestion, c'est possible.

Et puis, le cadre est important : cette année, les stages auront lieu, les uns dans un charmant hameau des Hautes-Alpes, Les Guions, les autres dans un château du Gers. Aux Guions, nous disposons de tout un hameau, en face de Pelvoux, à deux kilomètres des habitations les plus proches. Dans le Gers, le château est dans un grand parc, avec nombreuses possibilités de loisirs. Dans les deux endroits, il y a tout le confort, des gardes d'enfants sont assurées ; vous pouvez camper ou être logé. Enfin, le rêve !

### les thèmes retenus

Les thèmes choisis pour les stages s'efforcent de répondre à un double souci : donner les moyens de maîtriser sa pratique, s'insérer dans la réflexion collective du parti.

Les stages de base : Les Guions, du 24 au 31 juillet — Gers, du 22 au 29 août.

Sur les sept jours de stage (arrivée : le samedi après-midi, départ le dimanche matin), six jours de travail, un jour de repos. Le programme consacrera deux journées à l'acquisition d'outils marxistes (les classes et leur lutte dans la société capita-

liste, l'Etat capitaliste), une journée à l'autogestion socialiste, deux journées à la stratégie du PSU (Unité populaire, contrôle ouvrier et populaire), une journée à l'histoire de l'organisation du PSU. Bref, une formation de base.

● Le stage d'animateurs : « histoire d'actualité du mouvement ouvrier », Gers, du 15 au 21 août (arrivée le samedi après-midi). A travers l'histoire et la situation actuelle du mouvement ouvrier, le stage s'efforcera de dégager les problèmes de l'Etat et du passage au socialisme (dans la perspective du programme de transition). Cinq matinées seront consacrées à l'histoire (la Commune ; 1917 ; la scission de 1920-1936 ; l'évolution du syndicalisme français) et six après-midi à la situation actuelle (conception de l'Etat et du passage au socialisme ; les grands courants : réformisme et néo-réformisme, tactique et stratégie révolutionnaires, l'extrême gauche, le syndicalisme aujourd'hui).

● Le stage d'animateurs : « les bases théoriques de l'Unité populaire », aux Guions, du 22 au 29 août.

Il s'agit d'abord de poser le problème fondamental des alliances nécessaires à la classe ouvrière dans le combat contre la bourgeoisie et pour le socialisme, d'étudier les diverses stratégies historiques. (Front unique, Front populaire, union de la gauche, etc.), d'examiner les fondements de l'Unité populaire dans la théorie marxiste et l'analyse de la situation sociale et politique, ainsi que les perspectives de notre stratégie.

● Le stage sérigraphie : aux Guions, du 16 au 21 août. Pour la troisième année consécutive, il est possible de s'initier à un mode d'expression, l'affiche, et à une technique, la sérigraphie. En cinq jours, à travers l'analyse critique d'affiches, des réflexions collectives et des travaux pratiques, la maîtrise vient. Ce stage peut donc permettre de former des militants qui organiseront autour d'eux des ateliers fédéraux de sérigraphie.



### les méthodes de travail

Les stages s'efforcent, autant que possible, de partir de l'acquis des militants pour faire surgir les points théoriques à développer. Donc, pas de cours magistraux, mais des travaux de groupes.

Cela n'est certes pas suffisant. D'où le souci, par des travaux pratiques, de relier ces apports à la pratique militante : rédaction de tracts, prises de parole, tenue de réunions, rédaction d'articles, etc. sont autant de moyens pour vérifier l'utilité concrète de la formation et son efficacité. Des dossiers, des fiches pour guider les travaux de groupes, des textes brefs de référence permettent de se repérer et d'organiser la discussion.

Les soirées sont d'utiles compléments. Elles permettent aux stagiaires

et à ceux qui les accompagnent de se retrouver pour d'autres discussions ou pour se détendre. Bien sûr, on y parlera des municipales, mais aussi de *Tribune socialiste*, des femmes, des minorités nationales, de la presse des sections et fédérations, etc. Il est d'ailleurs important que les stagiaires apportent du matériel s'ils souhaitent organiser une soirée.

### quelques détails

Il faut s'inscrire et vite. Une plaque, à votre disposition, contient une fiche d'inscription. Parlez-en en section. Les problèmes financiers ne doivent pas vous arrêter : votre section ou votre fédération doivent vous aider.

Alors, à cet été !

Pascal GOLLET ■

## élections à Boulogne

La section PSU de Boulogne a décidé de présenter un candidat à l'élection cantonale partielle du 13 juin. En effet, le décès de l'UDR Balança, qui bénéficiait d'une clientèle personnelle dont les voix ne se reporteront pas forcément sur l'actuel candidat de la « majorité », le Dr Duhamel, de tendance centriste, a créé une situation nouvelle. Le PC, renonçant à son candidat traditionnel depuis quinze ans, E. Clet, présente A. Halbeher, membre du comité central. Le PS fait venir Mit-

terrand lui-même, le 9 juin, pour soutenir son candidat A. Guillou. Dans ces conditions, il nous a paru nécessaire que s'exprime le courant révolutionnaire pour l'autogestion socialiste : la section présente donc Brigitte Laffont, 25 ans, syndicaliste, employée de l'administration. Elle doit tenir deux réunions, la première le 9 juin à 20 h 30, préau du 87, rue Thiers, et la seconde (celle-ci avec la participation de la LCR) le 11 juin, même heure, préau du 89, rue du Point-du-Jour.

## les états généraux pour l'autogestion socialiste

### ● Pour le Béarn et la Bigorre

Le samedi 19 juin avec cinq carrefours :

- les populations rurales et montagnardes : aménagement, tourisme ;
- nucléaire et développement capitaliste ;
- école et division sociale du travail ;
- santé et contrôle populaire ;
- églises et luttes de classes.

Le dimanche 20 juin : assemblée-débat, la région et son avenir.

### ● Dans le Loir-et-Cher

A Blois (emploi, santé, habitat et contrôle populaire, Eglise et luttes

de classes, agriculture).

A Vendôme (emploi, femmes, Eglise et lutte de classes).

### ● Perpignan, le samedi 26 juin.

● Dans le Gard, des réunions-débat, ont déjà eu lieu à Alès et sont prévues à Nîmes...

● En Alsace, à Mulhouse, le 26 juin. Une grande journée qui devrait se terminer en fête sur les bords de la Doller.

● Amiens, samedi 19 juin de 14 h à 24 h avec six carrefours (emploi, militarisation, environnement, habitat, vie quotidienne, immigration) et un bal populaire place Louis-De-Wailly.



# vous êtes concernés

[...] Passons aux insuffisances qui subsistent : les articles envoyés par les sections sur une lutte sont généralement très mauvais. Or il est très important que les sections envoient des articles et qu'ils soient publiés. Pour éviter que la rubrique « On ne peut pas tout dire » soit un fourre-tout (articles trop tardifs par exemple sur Gaillac, deux mois après ou très peu précis, exemple la lutte à Bagnères qui n'est pas présentée, etc.), il faut envoyer à chaque section une fiche technique donnant les conseils essentiels pour la rédaction d'un article. Sinon les militants n'envoieront plus d'articles et se désintéresseront du journal [...].

**Gérard Fretellière, Colombes ■**

[...] Oui, TS est maintenant un bon hebdomadaire et l'on regrette d'autant plus sa présence au sein du comité de défense de la presse, au côté de *Minute*. Pourquoi pas *France-Dimanche* ? Cette participation de notre journal avec celui de l'extrême droite ne peut se faire sans explication. La sécheresse du communiqué risque plus de jeter la confusion que d'aider à la campagne de soutien à la nouvelle formule.

Une information mensuelle de la vie du parti devrait trouver sa place dans TS (audiences, contacts avec d'autres organisations, etc.).

De plus, le dossier devrait faire l'objet d'un tirage supplémentaire pour diffusion ou vente (en ce cas le prix devrait être faible). La fréquence de ce tirage supplémentaire ne serait évidemment pas hebdomadaire mais liée à l'intérêt du moment (le reportage sur l'Italie étant un bon exemple).

**Claude Collin, Noisy-le-Sec ■**

Le TS nouvelle formule est fortement apprécié par l'ensemble des copains sympathisants ou militants du parti. Nous avons repris goût non seulement à le lire, mais aussi à le vendre. Par la même occasion, nous diffusons le plus largement possible l'appel de souscription national pour TS [...].

**André Giffard, Dijon ■**

[...] Tout d'abord, il convient de remarquer que le PSU semble enfin sortir de sa longue période d'adolescence. Il ne semble plus uniquement introverti, tourné sur ses problèmes internes, mais s'intéresse à son projet de société, à recruter, ce qui semble un signe de bonne santé. Il ne faudrait pas à nouveau retomber dans l'invective et la paralysie

interne à cause des prochaines élections. Il faut que les choix soient clairs et clairement exprimés. Puis sans en arriver à un unanimité stérile, il doit être possible de trouver une solution satisfaisant le plus grand nombre [...].

**Gilbert Saby, Condrieu ■**

Tout d'abord, je dois dire que la nouvelle formule est vraiment en progrès sur l'ancienne. La présentation, les dessins, les photos rendent le journal facilement lisible. Cela dit, je ferai deux critiques : 1) et là c'est un point de vue largement partagé dans la section et chez les sympathisants, il faudrait donner une plus grande place aux luttes dans les entreprises ; 2) et là je parle simplement en tant que lecteur, je n'ai rien vu encore sur le problème du Cambodge (peut-être ai-je laissé passer un article ?). Il me paraît important que les forces qui ont soutenu la lutte anti-impérialiste du peuple cambodgien disent clairement que si les « informations » qu'on reçoit dans la presse sur le régime actuel ne sont pas uniquement le résultat de la propagande de droite, on assiste à la confiscation sanglante de la victoire populaire par un pouvoir dictatorial. Si ces « informations » sont des mensonges, pourquoi le pouvoir cambodgien n'ouvre-t-il pas le pays aux journalistes ? [...].

**Jean-Marc Drouin, Lambres-les-Douai ■**

## la vie du parti

Je ne suis pas seul à réclamer cette page. Voilà les vacances ! Qu'il serait bon que des permanences soient tenues sur le parcours des grandes transhumances...

Mieux TS, mais très hétéroclite. Je suis incapable de lire les pages culturelles... La maquette est bonne, aérée, les styles sont variés, peu s'inspirent de la compréhension que peut avoir un travailleur. Taper souvent sur le même clou... bis repetita placent.

Voilà c'est pas critique, ça s'incorpore à 800 km à votre boulot.

**Maurice Jacquier ■**

*On fait des efforts, Maurice. La preuve : voici cette page « vie du parti ». C'est la page 30. On prend les critiques en compte, mais on critique les comptes en banque qui ne se vident pas assez pour nous permettre de mieux prendre en compte les critiques...*

**TS ■**

## dites-le avec un chèque...

Trois réactions type, cette semaine au niveau de la promotion de TS. La première, celle de plusieurs sections qui s'estiment trop faibles pour pouvoir mener une active campagne de promotion. Les deux autres, l'une individuelle du camarade D.C., à Quétigny.

Je cite : « *J'aime le nouveau TS et je le dis avec un chèque* » (150 F).

Bravo ! C'est pas un beau slogan ça :

**« VOUS AIMEZ LE NOUVEAU TS  
DITES-LE AVEC UN CHEQUE ! »**

10 F, je t'aime ; 50 F, un peu ; 100 F, beaucoup ; 200 F, passionnément ; 500 F, à la folie ; bouton de culotte, pas du tout.

L'autre, collective, de la Mayenne qui s'est voté un cinquième timbre pour chaque adhérent au profit du soutien TS. Premier versement : 808 F. Deux exemples à suivre.

Pour revenir à la première réaction, nous ne pouvons que répéter ceci :

Tout le parti, tous les sympathisants, lecteurs de TS, doivent se mobiliser pour que vive la nouvelle formule de TS. En vendant chaque semaine un TS ou en plaçant un abonnement d'un an, nous permettons au journal de paraître sans problèmes.

Est-ce un effort insurmontable ? Il y a bien sur toute la France au moins 20 000 lecteurs potentiels. Alors camarades, le moindre petit effort est utile. Continuez à vendre, à diffuser TS autour de vous. Pensez aussi à la souscription.

**Hervé LE TOQUIN ■**

**PENDANT LA FETE, PROFITEZ DE L'OCCASION EXCEPTIONNELLE D'ABONNEMENT (valable à la fête seulement).**

Un an : 90 F au lieu de 100 F (10 % de réduction)

Six mois : 50 F au lieu de 60 F (10 % de réduction)

avec un livre en prime.

Pour s'abonner, s'adresser au stand Syros.

## ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F

avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :

Servitude et grandeur du P.S.U. (E. Depreux).

Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).

L'Etat-patron (Ph. Brachet).

Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).

L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :

Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).

Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).

Le mai des Banques (militants CFDT).

IX<sup>e</sup> congrès du P.S.U. Amiens. Décembre 1974.

Le Marché commun contre l'Europe.

Le Manifeste du P.S.U. Critique socialiste n° 23 ou 24.

**Bulletin d'abonnement**

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.  
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

## SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.





« Je dessine pour bouffer intelligemment ». C'est en ces termes que Oger s'est présenté à TS et pour se situer un peu plus d'ajouter : « Je ne vais pas au Figaro ».

A 25 ans et depuis sa sortie du lycée technique parisien, Oger a exercé plusieurs métiers (relieur industriel, dessinateur publicitaire, animateur) pour aboutir maintenant à la BD qui se situe dans le combat politique.

